









Incidences de la réduction et de la réforme des dotations d'Etat sur la DGF des

communes et EPCI d'outre-mer

7 mars 2016

4 rue Galilée • 75782 PARIS Cedex 16

Tél.: 01 43 06 08 10 • Web: www.cabinetmichelklopfer.fr • Mail: cmk@cabinetmichelklopfer.fr

Présentation du Cabinet Michel KLOPFER

Le présent document a été réalisé par le Cabinet Michel KLOPFER (CMK), <u>société</u> <u>indépendante de tout groupe industriel, commercial ou financier</u>, <u>comme de toute attache</u> <u>partisane</u>, et dont l'intégralité du capital appartient, de par ses statuts, à ses consultants et salariés (aucun actionnaire extérieur).

Spécialisé dans la gestion financière des collectivités locales, le Cabinet compte à ce jour plus de 800 références, parmi lesquelles 34 des 41 villes de plus de 100.000 habitants, 87 des 100 conseils départementaux, 24 des 27 anciens conseils régionaux, 110 des 226 communautés d'agglomération et 18 des 20 communautés urbaines et métropole.

Ses consultants sont également <u>formateurs auprès de nombreux organismes</u>, dont la Cour des comptes, le Ministère de l'Economie et des Finances et le Ministère de l'Equipement, ainsi que la plupart des associations d'élus (ADF, ARF et AdCF) et sept Chambres régionales des comptes.

Ils sont auteurs de « Gestion financière des collectivités locales », ouvrage publié aux Editions du Moniteur en 2014 (6e édition) ainsi que d'articles dans différentes publications, dont « Les Notes bleues de Bercy », « La Revue du Trésor », « Le Monde », etc. CMK participe également à la rédaction du « Jurisclasseur collectivités locales », du « Guide Lamy Collectivités locales » et du « Mémento-Guide du financement des collectivités locales ».

Sommaire

INTRODUCTION: EVOLUTIONS EN COURS DE LA DGF DU BLOC COMMUNAL

PREMIERE PARTIE: LES DOTATIONS COMMUNALES

- La dotation forfaitaire
 - √ Régime actuel et contenu de la réforme
 - ✓ Mesure des incidences pour les communes d'outre-mer
- Les dotations de péréquation
 - ✓ Régime actuel et contenu de la réforme
 - ✓ Mesure des incidences pour les communes d'outre-mer

SECONDE PARTIE: LA DGF DES EPCI

- Régime actuel et contenu de la réforme
- Mesure des incidences pour les EPCI d'outre-mer

CONCLUSION: SYNTHESE ET PRECONISATIONS

La présente étude a pour objet d'identifier les incidences que pourraient avoir, pour les communes et EPCI d'outre-mer, les deux principales évolutions en cours de la DGF du bloc communal. A savoir :

- > la réduction des concours de l'Etat d'une part ;
- > et la réforme votée en loi de finances pour 2016 d'autre part (avec application prévue au 1er janvier 2017).

Pour réaliser ces simulations, un certain nombre de <u>principes méthodologiques et d'hypothèses de travail</u> ont dû être définis. Ils sont présentés ci-après.

LA CONTRIBUTION AU REDRESSEMENT DES FINANCES PUBLIQUES (CRPF)

Mise en œuvre à compter de 2014 et destinée à monter en puissance jusqu'en 2017, la contribution des collectivités au redressement des finances publiques doit s'établir à 12,5 Mds € en régime de croisière. Cette enveloppe totale est atteinte par le biais de quatre tranches annuelles (et cumulatives) de réduction : 1,5 Md€ en 2014, puis 3,67 Mds€ par an sur la période 2015-2017.

Cet effort d'ensemble est réparti entre les différentes catégories de collectivités (bloc communal, départements, régions) au prorata de leurs recettes réelles de fonctionnement. Au sein du bloc communal, la ponction est portée à hauteur de 70% par les communes, et à hauteur de 30% par les EPCI. Il en résulte les enveloppes de réduction présentées page suivante.

Contribution au redressement des finances publiques 2014-2017 (en Mds €)

	Poids dans les RRF totales	Ponction 2014	Ponction 2015	Ponction 2016	Ponction 2017
Bloc communal	56%	0,84	2,07	2,07	2,07
dont communes		0,59	1,45	1,45	1,45
dont EPCl		0,25	0,62	0,62	0,62
Départements	31%	0,48	1,15	1,15	1,15
Régions	12%	0,18	0,45	0,45	0,45
TOTAL	100%	1,50	3,67	3,67	3,67

Le prélèvement supporté par <u>chaque commune ou chaque EPCI à fiscalité propre est enfin calculé en proportion de ses recettes réelles de fonctionnement</u>, après retraitement de certains flux (recettes exceptionnelles, atténuations de produits et flux liés aux mutualisations). Concrètement, cela s'est traduit en 2015 par l'application d'un taux de prélèvement qui était de 1,84% pour les communes, et de 2,51% pour les EPCI (taux applicable pour le calcul de la tranche 2015 de contribution).

<u>Spécificités applicables aux communes et EPCI d'outre-mer</u>. Les communes des COM et de Mayotte ne sont pas prélevées au titre de la contribution au redressement des finances publiques. Pour les communes des DOM, l'octroi de mer est déduit de l'assiette de la contribution à compter de 2016 (cf. *infra*). Enfin la dotation d'intercommunalité des EPCI de Polynésie française est régie par des dispositions spécifiques du Code général des collectivités territoriales, qui ne prévoient pas l'application de cette contribution.

LA REFORME DE LA DGF DES COMMUNES ET EPCI

La loi de finances initiale pour 2016 prévoit l'application en 2017 d'une réforme de la DGF des communes et EPCI. Les contours de cette réforme, définis à l'article 150 de la loi, peuvent être présentés comme suit (le détail afférent à chaque dotation sera repris dans le corps de l'étude).

(i) Organisation actuelle de la DGF du bloc communal

La dotation globale de fonctionnement des communes et EPCI est schématiquement composée de trois parts :

- la dotation forfaitaire des communes (10,8 Mds € en 2015);
- les dotations de péréquation communales (3,7 Mds € en 2015) : dotation de solidarité urbaine (DSU), dotation de solidarité rurale (DSR) et dotation nationale de péréquation (DNP);
- et la DGF des EPCI (6,5 Mds € en 2015), qui est elle-même composée de deux fractions : la dotation d'intercommunalité et la dotation de compensation.

Cette organisation est dans son ensemble applicable aux communes et EPCI d'outre-mer (sous réserve des spécificités rappelées *infra*) : les communes perçoivent une dotation forfaitaire calculée (en règle générale) selon le droit commun ; une part des dotations de péréquation communales leur est également affectée (« dotation d'aménagement des communes d'outre-mer ») ; et les EPCI à fiscalité propre perçoivent pour la majorité d'entre eux une DGF calculée comme en métropole.

Le fonctionnement d'ensemble de la dotation est le suivant (présentation schématique en valeurs 2015, cf. graphique page suivante) :

- > plusieurs <u>facteurs de progression</u> jouent chaque année à la hausse sur le montant total de l'enveloppe :
 - coût de l'augmentation de la population ;
 - coût du développement de l'intercommunalité;
 - choix de législateur et/ou du Comité des finances locales concernant l'accroissement de l'effort de péréquation (DSU, DSR et DNP) ;
- > pour combler le besoin de financement qui en résulte, deux leviers peuvent être mobilisés :
 - un abondement externe à la DGF, qui provient de la baisse des « variables d'ajustement » : concrètement, les compensations d'exonérations de fiscalité locale (hors celles afférentes à la TH) sont minorées chaque année pour alimenter la croissance de la DGF;
 - par ailleurs, des redéploiement internes à la DGF du bloc communal sont opérés depuis 2009 (complément de garantie, puis compensation part salaires et aujourd'hui dotation forfaitaire des communes dans son ensemble).
- Depuis 2014, un nouvel élément est venu s'ajouter <u>en parallèle à ces mécanismes : la contribution au redressement des finances publiques</u> : 2 071 M€ de ponction en 2015, dont 1 450 M€ pour les communes et 621 M€ pour les EPCI à fiscalité propre.

EVOLUTION DE LA DGF DU BLOC COMMUNAL POUR 2015 (décisions CFL)

CONTRIBUTION AU REDRESSEMENT DES FINANCES PUBLIQUES = -2 071 M€

Communes (70%) = -1 450 M€

EPCI (30%) = -621 M€

et contributions missions de préfiguration Métropoles : - 2,5 M€

FACTEURS DE HAUSSE

Péréquation

DSU = +180 M€

DSR = +117 M€

DNP = +10 M€

Autres facteurs

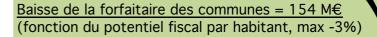
Démographie = +33,6 M€

Intercommunalité = +70,8 M€

TOTAL = 411 M€

SOURCES DE FINANCEMENT

Abondement externe = 153,5 M€



Baisse de la dotation de compensation EPCI = 103 M€ (soit -2,18% pour chaque EPCI à FPU)

TOTAL = 411 M€

"Variables d'ajustement"

(compensations fiscales hors TH : taux de -33,9%)

(ii) Grands principes de la réforme votée en loi de finances pour 2016 (pour application en 2017)

La réforme prévue en loi de finances pour 2016 ne remet pas en cause le schéma d'ensemble de la DGF du bloc communal. Celle-ci reste en effet organisée en trois composantes que sont : la dotation forfaitaire des communes, les dotations de péréquation communales, et la DGF des EPCI.

En revanche le contenu de chacune de ces composantes, ainsi que leur mode de fonctionnement conjoint, évoluent. Schématiquement les principales évolutions prévues sont les suivantes :

- ➤ sur la dotation forfaitaire : l'architecture interne est refondue, avec notamment la mise en place d'une « dotation de centralité » qui (dans les EPCI à FPU) est partagée avec l'échelon intercommunal. Pour lisser les effets de la réforme dans le temps, un tunnel d'évolution annuelle de +/-5% est par ailleurs institué (avant prélèvements);
- > sur les <u>dotations de péréquation communales</u>: la dotation nationale de péréquation est supprimée, et son enveloppe est rebasculée dans les dotations de solidarité urbaine (DSU) et de solidarité rurale (DSR). Ces deux dotations sont par ailleurs recentrées (moins de bénéficiaires) et réformées dans leur mode de répartition. Une garantie de sortie est enfin prévue pour lisser là aussi les effets de la réforme;
- ➢ enfin concernant la <u>DGF des EPCI</u>: l'ancienne dotation de compensation (ex-part salaires) est réintégrée dans la dotation d'intercommunalité. Celle-ci présente une nouvelle architecture, avec notamment la suppression des enveloppes de dotation par catégorie de groupement, et la perception (pour les EPCI à FPU) d'une part de « dotation de centralité ». Une garantie de +/-5% d'évolution annuelle est également instituée ;

- > enfin <u>concernant le fonctionnement d'ensemble de la dotation</u> (besoins et modes de financement), trois points sont à relever :
 - les augmentations de population communales d'une part, et intercommunales d'autre part, sont financées au sein de chacune des enveloppes correspondantes (dotation forfaitaire d'un côté, et DGF des EPCI de l'autre). Ceci provient de l'application d'un nouveau mode de calcul, qui consiste à appliquer un coefficient d'ajustement aux dotations forfaitaires des communes, et un autre à la DGF des EPCI (cf. infra);
 - le besoin de financement qui résultait jusqu'à présent du développement de l'intercommunalité disparaît de facto, car il n'y a plus de communes isolées et surtout la dotation d'intercommunalité perçue n'est pas fonction de la catégorie de groupement (il n'y a donc plus d'effet de « montée en gamme », par exemple lorsqu'une CC à FPU se transforme en CA);
 - en définitive, le seul besoin de financement résiduel est celui qui provient de la croissance des dotations de péréquation communales. Ce besoin de financement est couvert : par abondement externe (baisse des compensations d'exonérations) ; et pour le solde par une diminution de la seule dotation forfaitaire des communes (alors qu'avant la réforme, les EPCI contribuaient par le biais d'une réduction de leur dotation de compensation).

PRINCIPES METHODOLOGIQUES ET HYPOTHESES RETENUES POUR LES PROJECTIONS

Les simulations présentées dans le corps de cette étude s'appuient pour l'essentiel sur les <u>données DGF en valeurs 2015</u>. Elles sont réalisées :

- ➢ sur la base des périmètres communaux et intercommunaux existants en 2015 (à l'exception des périmètres des Métropoles du Grand Paris et d'Aix-Marseille-Provence, dont les contours au 1^{er} janvier 2016 ont été pris en compte);
- sur la base des critères et moyennes de référence de 2015 (excepté donc pour les moyennes des communautés urbaines et métropoles);
- > mais en intégrant les populations légales en vigueur au 1 er janvier 2016 (données INSEE).

La <u>projection des incidences de la réforme est réalisée à l'horizon 2020</u>, afin d'intégrer pleinement : la montée en puissance de la contribution au redressement des finances publiques (fin prévue en 2017), et la fin des garanties de sortie prévues sur les dotations de péréquation communales (2020) – même si en réalité les communes des outre-mer ne sont pas concernées par ces garanties.

Cet horizon n'est que partiellement satisfaisant, car en 2020 un grand nombre de collectivités sera toujours concerné (selon nos simulations) par le tunnel d'une évolution annuelle de +/-5%. Il est toutefois périlleux de viser un horizon plus lointain, tant les incertitudes sont fortes (impacts des évolutions différenciées de population, des évolutions de périmètres intercommunaux, etc.).

Enfin les <u>principales hypothèses d'évolution d'ensemble de la DGF et de ses composantes</u> sont les suivantes :

- concernant l'augmentation de la péréquation : il est supposé que les hausses décidées en 2015 et 2016 (+180 M€ pour la DSU et +117 M€ pour la DSR) seront reconduites en 2017. En revanche à compter de 2018 (fin de la montée en puissance de la CRFP), les augmentations d'enveloppe sont ramenées au niveau de 2016 (soit respectivement +60 M€ et +39 M€ pour la DSU et la DSR). Sur toute la période (dans le scénario hors réforme), la DNP est supposée stable ;
- > concernant les coûts de l'accroissement de la population et du développement de l'intercommunalité : ils sont supposés nuls puisque le raisonnement est mené à population constante et à périmètres intercommunaux inchangés ;
- > en définitive le besoin de financement issu de l'augmentation de la péréquation est réputé financé :
 - pour 50% par des ressources externes : réduction des variables d'ajustement (compensations d'exonérations de fiscalité locale) ;
 - et pour le solde par des ressources internes à la DGF : dans le scénario hors réforme -> écrêtement sur la dotation forfaitaire des communes et ponction sur la compensation part salaires des EPCI ; dans le scénario avec réforme -> uniquement par l'écrêtement appliqué à la dotation forfaitaire.

PARTIE I LES DOTATIONS COMMUNALES

LA DOTATION FORFAITAIRE

(i) Régime actuel et contenu de la réforme

Pour bien comprendre les résultats des projections ci-après, il est important de rappeler en quelques mots l'historique récent de la dotation forfaitaire des communes.

- > En 2014, celle-ci était composée de 6 parts :
 - une dotation de base : fonction de la population DGF, après application à celle-ci d'un coefficient multiplicateur (fonction logarithme, ayant pour but de tenir compte des charges de centralité des communes les plus peuplées);
 - une dotation de superficie, avec deux situations traitées spécifiquement :
 - ✓ une valeur de dotation/hectare majorée pour les communes de montagne,
 - ✓ et un plafonnement applicable aux seules <u>communes de Guyane</u> (pour ces communes, la dotation de superficie ne pouvait dépasser le triple de la dotation de base);
 - une dotation parcs nationaux et naturels marins, distribuée en trois parts: une dotation parcs nationaux fonction de la superficie de la commune située en cœur de parc (avec un coefficient multiplicateur de 2 si cette surface était supérieure à 5 000 km2); une dotation parcs marins de métropole; et une dotation parcs marins d'outre-mer, répartie forfaitairement entre les communes éligibles (i.e. situées dans un parc naturel marin);

- une dotation de compensation (perçue par les communes non membres d'EPCI à FPU): cette part de dotation visait à compenser aux communes la suppression de la « part salaires » de taxe professionnelle intervenue en 1999-2003.
 - Depuis 2012, elle constituait par ailleurs <u>une variable d'ajustement</u>, c'est-à-dire qu'elle était réduite forfaitairement chaque année pour financer l'accroissement des autres composantes de la DGF du bloc communal (le taux de minoration était par exemple de -1,09% en 2014);
- un complément de garantie : cette composante avait été instituée au moment de la refonte de la dotation forfaitaire en 2005, afin de compenser les pertes susceptibles d'être ressenties par certaines communes du fait de la réforme.
 - Depuis 2009, elle constituait elle aussi <u>une variable d'ajustement au sein de la DGF</u>, avec l'application en 2014 du régime suivant : les communes présentant un potentiel fiscal par habitant pondéré supérieur à 75% de la moyenne nationale étaient écrêtées. Cet écrêtement, fonction de l'écart entre la richesse de la commune et la richesse moyenne, ne pouvait toutefois être supérieur à 6% du produit de complément de garantie perçu l'année précédente ;
- à ces 5 composantes est enfin venue s'ajouter, en 2014, la contribution au redressement des finances publiques, calculée proportionnellement aux recettes réelles de fonctionnement retraitées de l'exercice n-2 (application d'un taux de 0,748% en 2014).

- ➤ En 2015 une première réforme de la dotation forfaitaire est intervenue, qui procédait à une « globalisation » de la dotation. Schématiquement :
 - les cinq anciennes composantes (dotation de base, dotation superficiaire, dotation parcs naturels, compensation part salaires et complément de garantie), ainsi que la contribution au redressement des finances publiques acquittée en 2014, ont été fusionnées au sein d'une seule et même dotation ;
 - à partir de cette dotation, les règles d'évolution suivantes ont été appliquées :
 - √ variation en fonction de la population (le montant perçu pour chaque habitant supplémentaire étant pondéré par un coefficient logarithmique, selon le même mécanisme que celui applicable à l'ancienne dotation de base);
 - √ écrêtement de la dotation pour les communes dont le potentiel fiscal par habitant était supérieur à
 75% de la moyenne (dispositif identique à celui de l'ancien complément de garantie, mais avec un
 plafond réduit : la baisse de dotation forfaitaire induite ne pouvant désormais excéder -3%);
 - en fin de parcours intervenait la contribution au redressement des finances publiques, calculée comme en 2014 (modulo une correction apportée à l'assiette), sur la base d'un taux de 1,84% des recettes réelles de fonctionnement n-2.

Dans ce schéma, les communes d'outre-mer présentent plusieurs particularités :

- concernant la prise en compte du recensement : dans les COM et à Mayotte, les populations INSEE utilisées pour le calcul de la dotation forfaitaire ne sont actualisées qu'au rythme des recensements généraux prévus tous les 5 ans (sauf à Saint-Pierre-et-Miquelon où l'actualisation est annuelle);
- concernant le calcul de la dotation de superficie (répartie en 2014 puis reconduite de fait dans la dotation « globalisée » de 2015) : compte tenue de leur étendue, les communes de Guyane se voyaient appliquer un plafond spécifique (maximum 3 fois le montant de la dotation de base) ;
- certaines communes situées en parc national ou parc naturel bénéficiaient d'une dotation spécifique (par exemple les 150 k€ de la dotation parc naturel marins d'outre-mer étaient répartis forfaitairement entre les communes de Mayotte);
- l'inexistence d'un potentiel fiscal pour les communes des COM (et jusqu'en 2014 pour celles de Mayotte) exclut d'office ces communes de l'écrêtement appliqué à la dotation forfaitaire (au complément de garantie jusqu'en 2014);
- enfin la loi prévoit explicitement que les communes des COM et de Mayotte ne sont pas concernées par la contribution au redressement des finances publiques.

- ➤ La réforme de la DGF votée en loi de finances pour 2016 (pour application en 2017) prévoit l'application d'un nouveau mode de calcul de la dotation forfaitaire, organisé comme suit.
 - 1. Calcul d'une nouvelle dotation de base, d'un montant forfaitaire de 75,72 €/habitant (alors que la précédente dotation variait de 64 à 129 €/habitant en fonction de la population : prise en compte des charges de centralité par application d'un coefficient logarithmique).
 - => Il s'agit d'une dotation socle, répartie uniformément en fonction de la population, sans prise en compte de critères géographiques (ruralité, centralité) ou péréquateurs (inégalités ressources/charges).
 - 2. Institution d'une dotation de ruralité, distribuée aux communes dont la densité (population/hectare) est inférieure à 75% de la moyenne nationale. Fixée à 20 €/habitant en moyenne, cette dotation est modulée pour chaque commune en fonction de son écart à la densité moyenne.

Pour les communes qui sont situées en tout ou partie au sein de parcs nationaux ou de parcs naturels marins, un traitement particulier est prévu : leur densité est abattue de 80%, ce qui a pour effet de les favoriser dans la répartition.

Autre point à relever : la dotation de ruralité est plafonnée à hauteur de 4 fois la dotation de base.

=> Cette part de dotation rémunère les communes rurales, en sortant de la logique purement démographique (car en pratique certaines communes de petites tailles sont périrubaines, non rurales).

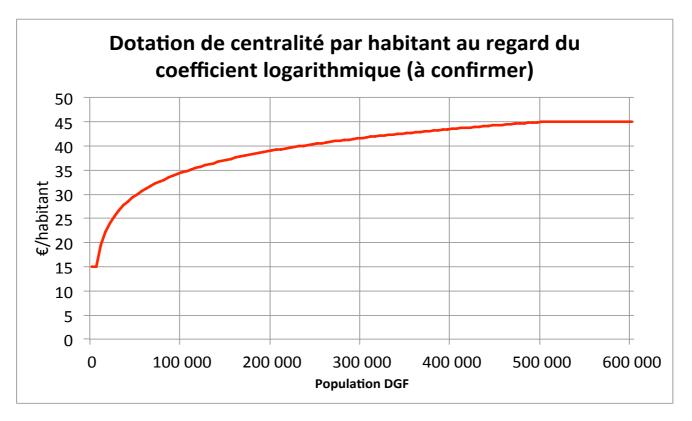
- => L'un des objectifs affichés consiste à reconduire l'effort spécifique fléché auparavant au profit des communes situées dans des parcs parcs nationaux ou naturels marins.
- => Enfin le plafonnement à 4 fois la dotation de base reproduit le plafond applicable avant la réforme aux seules communes de Guyane, tout en augmentant son seuil (3 fois la dotation de base auparavant).
- 3. Mise en place d'une nouvelle dotation de centralité. L'enveloppe de cette dotation est calculée à l'échelle du territoire intercommunal (lorsqu'il existe), puis elle est répartie entre l'EPCI d'une part (si celui-ci est à FPU), et chacune des communes membres d'autre part.

L'enveloppe totale allouée au territoire varie de 15 à 45 €/habitant. Elle est fonction croissante de la population du territoire : plus celui-ci est peuplé, plus la dotation/habitant servie est élevée (application d'un coefficient logarithmique, cf. illustration page suivante).

Cette enveloppe est ensuite répartie entre les collectivités du territoire de la manière suivante :

- √ les EPCI à fiscalité professionnelle unique en reçoivent une part égale à leur coefficient d'intégration fiscale (dans la limite de 40%);
- ✓ les communes se partagent le solde de la dotation (ou la totalité en cas de fiscalité additionnelle), en fonction du poids (%) de leur population dans la population totale, après application à ce pourcentage d'une puissance de niveau 5 => il existe donc une forte prime à la commune la plus peuplée. NB : les communes non membres d'EPCI à fiscalité propre bénéficient de l'ensemble de la dotation.

ILLUSTRATION : DOTATION DE CENTRALITE RECUE PAR UN TERRITOIRE EN FONCTION DE SA POPULATION



NB : la formule de calcul n'est pas encore précisément connue, mais sur la base des éléments disponibles la répartition de la dotation par habitant pourrait être celle présentée sur ce graphique, soit un passage progressif de : 15 €/hab. pour les territoires de moins de 5 000 habitant, à 49 €/hab. pour les territoires de plus de 500 000 habitants.

- => La dotation de centralité ainsi calculée répond à une double logique : bonus aux intercommunalités très peuplées et donc aux regroupements (coefficient logarithmique), et à l'intérieur des EPCI bonus aux communes centres (application d'une puissance 5 à la population). En l'état cette dotation appelle toutefois plusieurs commentaires :
- (i) l'exclusion des EPCI à fiscalité additionnelle de la répartition ne semble répondre à aucun objectif identifiable (si ce n'est l'équilibre global des résultats obtenus après réforme ?);
- (ii) de même le plafonnement du CIF à hauteur de 40% n'a semble-t-il pas de justification objective ;
- (iii) enfin la puissance 5 appliquée à la population des communes a pour effet de concentrer l'essentiel (et dans de nombreux cas l'intégralité) de la dotation sur la commune la plus peuplée de l'EPCI, les communes même « intermédiaires » étant quasi-exclues de la répartition.
- 4. Application d'un coefficient uniforme d'ajustement. La loi de finances pour 2016 prévoit que le montant des trois parts de dotation forfaitaire (avant application du tunnel de progression) est ajusté uniformément pour toutes les communes de sorte à atteindre l'enveloppe totale de dotation forfaitaire mise en répartition l'année précédente (application d'un coefficient multiplicateur à toutes les communes).
 - => Ce coefficient aura vocation à intégrer successivement plusieurs effets : augmentation annuelle de la population (baisse du coefficient), évolution de la répartition de la dotation de centralité entre communes et EPCI (hausse de la part intercommunale et donc baisse du coefficient communal), et écrêtements pour la péréquation et pour la contribution au redressement des finances publiques (réduction du coefficient).

- 5. Application d'un tunnel de progression de +/-5%. Afin de lisser les effets de la réforme dans le temps, il est prévu que la dotation spontanée d'une commune (somme des dotations de base, de ruralité et de centralité après ajustement) ne puisse augmenter ou diminuer de plus de 5% d'une année sur l'autre.
 - => Compte tenu de l'impact fort de la réforme pour un certain nombre de communes, ce tunnel devrait s'appliquer pendant plusieurs années pour une large majorité des communes (autrement dit l'effet plein de la réforme ne se ferait sentir qu'à un horizon de 5 ans, 10 ans voire davantage).
- **6.** Ecrêtement pour la péréquation. Le mécanisme actuel sera reconduit : écrêtement de la dotation forfaitaire des communes présentant un potentiel fiscal par habitant (corrigé d'un coefficient logarithmique) supérieur à 75% de la moyenne nationale, en vue de financer l'augmentation annuelle des dotations de péréquation. L'écrêtement resterait plafonné à 3% de la dotation de l'exercice n-1 (soit une baisse maximale de -8% par an au total, dont -5% pour le tunnel de progression et -3% au titre de l'écrêtement).
 - => L'année suivant l'application de l'écrêtement, c'est l'enveloppe totale mise en répartition qui sera diminuée (via le coefficient d'ajustement) ; en définitive l'écrêtement sera donc répercuté sur l'ensemble des communes (même si les communes écrêtées continueront de subir une diminution annuelle plus importante).
- 7. <u>Contribution au redressement des finances publiques</u>. Après calcul de la dotation ajustée et écrêtée, la tranche 2017 de la contribution au redressement des finances publiques serait appliquée, dans les conditions déjà en vigueur aujourd'hui (calcul au prorata des recettes réelles de fonctionnement retraitées).

Afin que toutes les communes perçoivent une DGF (pas de dotation nulle voire négative), la réforme introduit enfin des garanties : les communes dont la DGF était nulle en 2015 bénéficient à nouveau d'une dotation en 2017, mais celle-ci est divisée par deux ; par ailleurs la contribution d'une commune est plafonnée à 50% de la dotation calculée avant ponction ; enfin la baisse annuelle ou cumulée de la DGF à compter de 2017 ne pourra excéder un certain pourcentage des recettes réelles de fonctionnement de la commune.

=> Le fait de recycler, d'une année sur l'autre, la contribution au redressement des finances publiques dans le coefficient d'ajustement (baisse de l'enveloppe distribuable d'une année sur l'autre), conduit en réalité à ce que cette contribution ne soit plus répartie entre les communes en fonction de leurs recettes de fonctionnement, mais bien au prorata de leur DGF.

LE RETRAITEMENT DE L'OCTROI DE MER POUR LE CALCUL DE LA CREP

Parallèlement à la réforme de la DGF, la loi de finances pour 2016 modifie les règles applicables pour le calcul de la contribution au redressement des finances publiques des communes des DOM : l'octroi de mer est désormais déduit de l'assiette des recettes réelles de fonctionnement. Applicable dès le calcul de la DGF 2016, cette disposition génère un « gain » (moindre prélèvement) important pour les communes concernées : environ 26,2 M€ sur deux ans (2016-2017), soit 13,7 €/habitant en moyenne et une réduction de 28% du prélèvement total (ce qui correspond au poids moyen de l'octroi de mer dans les RRF des communes des DOM). L'enveloppe totale de contribution des communes restant inchangée au niveau national, ce gain a pour contrepartie une augmentation de la contribution des communes de métropole.

	Hors retraitement de l'octroi de mer			<u>Avec</u> retraitement de l'octroi de mer				
Total des communes par DOM, en M€	CRFP anticipée 2016	CRFP anticipée 2017	Total	Moyenne en €/hab.	CRFP anticipée 2016	CRFP anticipée 2017	Total	Moyenne en €/hab.
GUADELOUPE	-10,8	-10,8	-21,5	-50,7	-7,7	-7,7	-15,3	-36,1
MARTINIQUE	-9,5	-9,5	-19,0	-46,5	-6,2	-6,2	-12,4	-30,4
GUYANE	-4,9	-4,9	-9,7	-40,3	-3,5	-3,5	-6,9	-28,8
REUNION	-21,2	-21,2	-42,3	-50,1	-15,8	-15,8	-31,6	-37,4
TOTAL	-46,3	-46,3	-92,5	-48,2	-33,1	-33,1	-66,3	-34,6

Ecart :	13,1	13,1	26,2	13,7

(ii) Mesure des incidences pour les communes d'outre-mer

> Résultats d'ensemble

Si la réforme était appliquée en l'état, ses incidences à l'horizon 2020 pourraient être les suivantes :

- 156 communes (soit 73% du total) percevraient une dotation forfaitaire inférieure à celle projetée hors réforme. Pour ces communes la perte moyenne représenterait -21,7 €/habitant, soit une enveloppe totale de 36,2 M€ de dotation en moins que dans un scénario à droit constant ;
- à l'inverse 59 communes (27%) bénéficieraient d'une dotation plus élevée, pour un gain moyen de l'ordre de +16,2 €/habitant. Soit un surplus de dotation total de l'ordre de 17,8 M€ par rapport à une projection hors réforme.

=> En définitive, le bilan net serait une perte totale de -18,4 M€ de dotation forfaitaire pour les communes d'outre-mer (17,8 - 36,2 = -18,4). Concrètement, ces 18,4 M€ seraient en fait redistribués aux communes de métropole (puisque la dotation forfaitaire est une enveloppe « fermée ») et – pour une petite partie – aux groupements à fiscalité propre (puisqu'avec la réforme le financement de la péréquation ne serait plus partagé entre communes et EPCI).

Bien entendu ce résultat d'ensemble recouvre des situations qui peuvent être très différentes d'une commune à l'autre, ce qu'ont vocation à illustrer les développements suivants.

Dans la majorité des strates de population, le ratio communes gagnantes/perdantes est relativement proche de la répartition d'ensemble (73/27). La strate de 500 à 1 000 habitants se démarque par son ratio élevé de communes perdantes (92%), et à l'inverse les communes perdantes sont relativement moins nombreuses dans les strates plus peuplées (mais seule la strate de 50 à 100 000 habitants affiche une répartition inverse à la moyenne d'ensemble, avec 75% de communes gagnantes). Les pertes en €/habitant seraient les plus fortes dans les strates les moins peuplées, mais en volume ce sont les strates intermédiaires (de 5 à 25 000 habitants) qui affichent les pertes les plus importantes (-11,3 M€ soit 61% de la perte nette totale).

Nombre de communes gagnantes/perdantes à la réforme dans les DOM-COM / par strate (en €/habitant)

de	à
0	500
500	1 000
1 000	2 500
2 500	3 500
3 500	5 000
5 000	10 000
10 000	25 000
25 000	50 000
50 000	100 000
100 000	200 000
200 000	1 000 000

Nbe de	Nbe de
communes	communes
gagnantes	perdantes
3	7
1	12
8	21
4	10
3	17
14	41
10	34
9	10
6	2
1	2
0	0
	=
50	156

%	%
communes	communes
gagnantes	perdantes
30%	70%
8%	92%
28%	72%
29%	71%
15%	85%
25%	75%
23%	77%
47%	53%
75%	25%
33%	67%
-	-

Gain moyen	Perte moy /
/ habitant	habitant en
en <u>2020</u>	<u>2020</u>
87	-148
14	-60
38	-40
37	-32
28	-26
24	-23
22	-21
11	-16
12	-30
22	-17
0	0

TOTAL	

59	156

27%	73%

16,2	-21,7

-18,4

En déclinant les résultats d'ensemble <u>par territoire</u>, on constate en premier lieu que les communes des COM et de Mayotte sont presqu'intégralement perdantes à la réforme (seules 2 communes de Nouvelle-Calédonie apparaissent gagnantes). Parmi les DOM, la Guyane puis la Réunion présentent une majorité de communes gagnantes (91% et 67%), tandis que le rapport est inversé en Guadeloupe et en Martinique. En définitive les <u>pertes moyennes par habitant</u> sont les plus élevées dans les COM et à Mayotte, et ce sont aussi ces territoires qui concentrent la majeure partie des pertes d'ensemble <u>en volume</u> : ils totalisent en effet -24,4 M€ de perte de dotation forfaitaire (toujours à l'horizon 2020).

Nombre de communes gagnantes/perdantes à la réforme dans les DOM-COM / <u>par territoire</u> (en €/hab)

DOM-COM
GUADELOUPE
MARTINIQUE
GUYANE
REUNION
MAYOTTE
SAINT-PIERRE-ET-M
WALLIS ET FUTUNA
POLYNESIE FRANCAISE
NOUVELLE-CALEDONIE

Nbe de	Nbe de
communes	communes
gagnantes	perdantes
13	19
8	26
20	2
16	8
0	17
0	2
0	3
0	48
2	31

%	%
communes	communes
gagnantes	perdantes
41%	59%
24%	76%
91%	9%
67%	33%
0%	100%
0%	100%
0%	100%
0%	100%
6%	94%

Gain moyen	Perte moy /
/habitant	habitant en
en <u>2020</u>	<u>2020</u>
13	-18
19	-18
25	-14
14	-6
0	-26
0	-31
0	-40
0	-33
36	-28

Bilan net en M€ <u>2020</u>
-0,3
-3,9
4,2
6,1
-5,7
-0,2
-0,5
-9,3
-8,7

TOTAL

59	156

27%	73%

16,2	-21,7

-18,4

Enfin il est important de relever qu'en 2020 (horizon retenu pour ces projections), les effets de la réforme n'auront en réalité pas été intégralement absorbés. En témoigne le pourcentage élevé de communes qui, à cette date, évolueront encore dans le « tunnel » prévu par la loi (qui veut que la dotation forfaitaire d'une commune ne puisse augmenter ou diminuer de plus de 5% par an). En 2020 en effet, 58% des communes gagnantes pourraient encore être plafonnées à +5% d'évolution annuelle ; à l'inverse 73% des communes perdantes bénéficieraient encore d'une garantie de baisse maximale de 5% par an. Cette garantie toucherait l'intégralité des communes de Mayotte, de Wallis et Futuna et de la Polynésie française, très fortement perdantes.

Nombre de communes évoluant dans le tunnel +/-5% en 2020

	Nbe de com.	en % des	Nbe de com.	en % des
DOM-COM	plafonnées	com.	garanties	com.
	+5% 2020	gagnantes	-5% 2020	perdantes
GUADELOUPE	5	38%	8	42%
MARTINIQUE	3	38%	9	35%
GUYANE	16	80%	1	50%
REUNION	9	56%	0	0%
MAYOTTE	0	1	17	100%
SAINT-PIERRE-ET-M	0	-	1	50%
WALLIS ET FUTUNA	0	-	3	100%
POLYNESIE FRANCAISE	0	-	48	100%
NOUVELLE-CALEDONIE	1	50%	27	87%
TOTAL	34	58%	114	73%

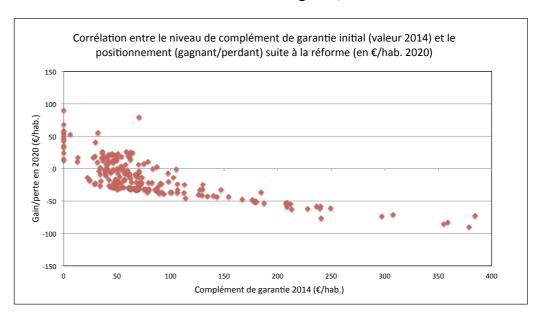
Recensement des facteurs explicatifs

La déclinaison de ces résultats d'ensemble prouve que, malgré une tendance générale claire (perte de dotation forfaitaire pour les communes d'outre-mer), les situations individuelles sont en réalité très contrastées. Il est proposé ici de recenser les principaux facteurs susceptibles d'influer sur le bilan de la réforme d'une commune donnée, avant de voir de manière plus détaillée comment ces facteurs peuvent se combiner (illustrations *infra*).

- Le <u>niveau de dotation de base avant/après réforme</u>: la grande majorité des communes d'outre-mer (86%) percevait avant la réforme une dotation de base supérieure à celle fixée dans le nouveau dispositif (en moyenne 106,7 €/habitant en 2014, contre 75,72 €/habitant dans le nouveau régime).
- Le <u>complément de garantie avant réforme</u>: en 2014 cette part de dotation représentait pour certaines communes un produit considérable en €/habitant.

Sa disparition, ou plus exactement sa redistribution entre toutes les communes, entraı̂ne donc des pertes parfois très importantes (les communes des COM sont particulièrement sensibles à ce facteur).

Le graphique ci-contre illustre la corrélation entre le niveau de complément de garantie 2014 et le bilan de la réforme.



- La <u>dotation de ruralité après réforme</u>: dans un certain nombre de cas, le nouveau régime applicable à cette dotation (majoration pour les communes situées en parc naturel et surtout plafond relevé à 4 fois la dotation de base, soit 303 €/habitant) permet d'assurer un produit/habitant élevé, compensant le cas échéant les pertes ressenties sur les autres parts de dotations (c'est le cas notamment en Guyane).
- La <u>nouvelle dotation de centralité</u> peut également jouer favorablement dans le bilan de la réforme : pour la plupart des communes qui en bénéficient cette dotation est relativement modérée (communes isolées ou non prépondérantes en population dans leur EPCI) ; mais pour certaines communes les plus peuplées de leur EPCI (à FPU), cette dotation peut être déterminante dans le bilan de la réforme.

NB : pour certaines communes peuplées mais peu denses (en Guyane notamment), les dotations de ruralité et de centralité peuvent se combiner avec un impact fort sur le bilan post-réforme.

de	à	Nbe de bénéficiaires	dont com. isolées	Dotation moyenne
0	500	0	0	ı
500	1 000	8	8	15,0
1 000	2 500	16	15	15,1
2 500	3 500	11	8	19,8
3 500	5 000	14	10	14,0
5 000	10 000	34	24	13,7
10 000	25 000	34	13	28,1
25 000	50 000	15	6	19,8
50 000	100 000	8	1	41,3
100 000	200 000	3	1	38,3
200 000	1 000 000	0	0	-

NB : communes dont dotation calculée > 1€.

- Autre effet possible : l'application de la garantie pour les communes présentant une DGF négative avant réforme peut conduire à un fort effet d'aubaine dans certains cas (pour rappel : la dotation forfaitaire de ces communes est rétablie en 2017, après application d'un abattement de 50%). En l'occurrence un seul cas est anticipé pour l'outre-mer, avec la commune de Bellefontaine (Martinique).

- Mise en évidence d'un biais défavorable aux communes d'outre-mer

Parallèlement à ces effets « normaux » de la réforme (c'est-à-dire résultant de la stricte application des nouveaux critères de calcul), il apparaît que le nouveau dispositif comporte un biais de nature à pénaliser les communes d'outre-mer, et en particulier celles des COM et de Mayotte. En effet :

- √ hors réforme, le mode de calcul de la dotation forfaitaire garantit que les communes des COM et de Mayotte ne soient pas prélevées au titre de la CRFP (ce que prévoit la loi);
- ✓ avec la réforme, la contribution est en revanche mutualisée entre toutes les communes, via le coefficient d'ajustement. En définitive toutes les communes sont donc contributrices au prorata de leur dotation.
- => Dans un scénario avec réforme, les communes des COM et de Mayotte participeraient à la CRFP via une réduction de leur dotation forfaitaire, contrairement à ce qui est inscrit aujourd'hui dans la loi.
- => De la même manière (bien qu'avec des incidences moins marquées), l'allègement de la contribution des communes des DOM, prévue via le retraitement de l'octroi de mer, perdrait l'essentiel de son efficacité dans la mesure où la CRFP serait en définitive répartie au prorata de la dotation de chaque commune.

Plus généralement, le système du coefficient d'ajustement conduit à ce que toute baisse de l'enveloppe distribuable au titre de la dotation forfaitaire soit mutualisée entre toutes les communes, y compris DOM et COM. C'est le cas de la CRFP, de l'écrêtement de la dotation forfaitaire, mais aussi par exemple du transfert de la compensation part salaires des communes entrant en régime de FPU (cas de la Métropole du Grand Paris en 2016), etc. Cette mutualisation explique d'ailleurs certaines évolutions dont il est a priori difficile d'identifier les causes : le rapport entre la CRFP « individualisée » (hors réforme) et la CRFP « mutualisée » (avec réforme) est un des facteurs (difficile à identifier précisément) qui joue sur le bilan de la réforme.

Illustrations détaillées

La présentation des <u>projections moyennes par strate</u> permet surtout d'illustrer l'impact de la « perte » du complément de garantie pour les communes les moins peuplées, qui bénéficiaient de montants / habitant élevés. Dans les communes les plus peuplées à l'inverse, la dotation de centralité permet de compenser en partie les pertes enregistrées sur la dotation de base et le complément de garantie (pour les 8 communes de la strate 50 à 100 000 habitants, l'équilibre avant/après réforme est quasiment atteint en moyenne).

Projections hors réforme communes des DOM-COM / par strate (en €/habitant)

					Карре	ls 2014					
de	à	Nbe de communes	Pop. DGF regroupée	Dotation de base	Dotations superf. et parcs	Complemen t garantie	Dotation compens.	Forfaitaire 2015 hors CRPF	CRPF 2015- 2017	Ecrêtements 2016-2020	Forfaitaire 2020
0	500	10	2 599	64,5	73,1	531,0	0,0	724,1	-66,5	-0,6	657,0
500	1 000	13	10 128	69,5	52,1	213,6	0,0	335,8	-8,2	0,0	327,6
1 000	2 500	29	49 187	78,2	38,9	116,6	0,7	227,7	-27,9	-0,1	199,7
2 500	3 500	14	41 188	83,6	80,0	83,7	0,0	238,5	-23,2	-1,0	214,4
3 500	5 000	20	81 769	87,2	26,1	76,0	0,1	189,6	-17,1	0,0	172,5
5 000	10 000	55	405 698	93,7	23,3	55,9	0,1	162,0	-27,0	0,0	135,0
10 000	25 000	44	683 319	101,9	3,0	64,5	0,4	166,0	-35,7	-0,3	130,0
25 000	50 000	19	609 583	109,1	5,5	42,5	1,1	148,9	-43,5	-1,1	104,3
50 000	100 000	8	529 851	117,9	0,6	61,3	1,0	174,0	-55,7	-0,3	118,1
100 000	200 000	3	354 665	124,2	0,9	58,8	1,3	175,3	-46,9	-0,2	128,2
200 000	1 000 000	0	0	-	-	-	-	-	-	-	-
Moyenne outre-mer :			106,7	8,6	59,9	0,7	168,4	-40,5	-0,4	127,5	

Projections <u>avec</u> réforme communes des DOM-COM / par strate (en €/habitant)

de	à	Nbe de communes	Pop. DGF regroupée	Dotation de base	Dotation de ruralité	Dotation de centralité	Total base + ruralité + centralité	Ajustement / garanties / écrêtement	Forfaitaire 2020 après réforme	écart après/avant réforme (€)	écart après/avant réforme (%)
0	500	10	2 599	75,7	81,4	0,0	157,1	392,8	549,9	-107,1	-16%
500	1 000	13	10 128	75,7	53,5	9,8	139,0	134,6	273,6	-54,0	-16%
1 000	2 500	29	49 187	75,7	48,1	8,5	132,3	48,1	180,5	-19,3	-10%
2 500	3 500	14	41 188	75,7	106,6	15,5	197,8	4,2	202,0	-12,4	-6%
3 500	5 000	20	81 769	75,7	44,9	9,8	130,5	23,8	154,3	-18,3	-11%
5 000	10 000	55	405 698	75,7	27,0	9,0	111,7	12,2	123,9	-11,2	-8%
10 000	25 000	44	683 319	75,7	9,3	22,0	107,0	13,2	120,2	-9,8	-8%
25 000	50 000	19	609 583	75,7	8,2	15,6	99,5	2,4	101,9	-2,3	-2%
50 000	100 000	8	529 851	75,7	0,0	41,5	117,2	1,5	118,7	0,6	1%
100 000	200 000	3	354 665	75,7	0,0	38,5	114,2	7,8	122,0	-6,3	-5%
200 000	1 000 000	0	0	-	-	-	-	=	=	-	-
							•				
Moyenne outre-mer :			75,7	12,1	23,8	111,6	9,3	120,9	-6,6	-5%	

Si l'on observe les <u>résultats des projections moyennes par territoire (DOM ou COM</u>, cf. tableaux page suivante), les principaux commentaires qui en résultent sont les suivants :

- en Guadeloupe : les niveaux de la dotation de base et du complément de garantie avant réforme expliquent l'orientation légèrement négative de la réforme en moyenne (malgré la substitution partielle des dotations de centralité et de ruralité) ;
- en Martinique : le raisonnement est le même, mais avec des dotations de centralité et de ruralité qui suffisent encore moins à assurer l'équilibre après réforme ;
- en Guyane : le poids de la dotation de ruralité après réforme résulte de la très faible densité moyenne des communes, et contribue clairement à expliquer le gain moyen de dotation/habitant après réforme ;
- à la Réunion : le complément de garantie, relativement faible avant réforme, permet une orientation en moyenne gagnante ;
- à Mayotte et dans les COM : les bilans moyens après réforme (tous largement perdants) ont des origines assez partagées -> des niveaux de complément de garantie élevés avant réforme (combinés dans certains cas avec des dotations de base importantes) ; et la mutualisation de la contribution au RFP, qui fait que les communes de ces territoires se retrouvent bel et bien contributrices alors que la loi les exonère a priori de participer au dispositif.

NB : ces commentaires portant sur des projections moyennes, ils ne sont bien sûr pas applicables systématiquement à toutes les communes de tel ou tel territoire.

Projections <u>hors</u> réforme communes des DOM-COM / par DOM ou COM (en €/habitant)

				Карре	ls 2014					
DOM ou COM	Nbe de communes	Pop. DGF regroupée	Dotation de base	Dotations superf. et parcs	Complemen t garantie	Dotation compens.	Forfaitaire 2015 hors CRPF	CRPF 2015- 2017	Ecrêtements 2016-2020	Forfaitaire 2020
GUADELOUPE	32	422 978	103,4	1,9	81,6	1,2	177,2	-61,8	-0,8	114,6
MARTINIQUE	34	400 921	104,4	1,4	69,3	1,0	168,1	-54,9	-1,3	111,9
GUYANE	22	248 054	105,3	53,5	36,3	0,7	183,6	-47,0	-0,2	136,4
REUNION	24	851 731	114,9	2,0	48,6	1,1	156,3	-61,3	-0,3	94,8
MAYOTTE	17	218 343	102,5	1,2	48,6	0,0	152,4	0,0	0,0	152,4
SAINT-PIERRE-ET-M	2	6 758	88,2	11,5	101,7	0,0	201,9	0,0	0,0	201,9
WALLIS ET FUTUNA	3	13 073	90,7	5,7	119,0	0,0	213,7	0,0	0,0	213,7
POLYNESIE FRANCAISE	48	281 068	98,0	4,2	78,3	0,0	180,5	0,0	0,0	180,5
NOUVELLE-CALEDONIE	33	325 061	105,0	19,4	54,6	0,0	175,0	0,0	0,0	175,0
		•					•			
Moyenne DOM-COM :			106,7	8,6	59,9	0,7	168,4	-40,5	-0,4	127,5

Projections <u>avec</u> réforme communes des DOM-COM / par DOM ou COM (en €/habitant)

DOM ou COM	Nbe de communes	Pop. DGF regroupée	Dotation de base	Dotation de ruralité	Dotation de centralité	Total base + ruralité + centralité	Ajustement / garanties / écrêtement	Forfaitaire 2020 après réforme	écart après/avant réforme (€)	écart après/avant réforme (%)
GUADELOUPE	32	422 978	75,7	4,6	24,2	104,5	9,1	113,6	-1,0	-1%
MARTINIQUE	34	400 921	75,7	0,1	22,9	98,7	2,6	101,3	-10,6	-9%
GUYANE	22	248 054	75,7	71,7	24,2	171,7	-16,5	155,1	18,7	14%
REUNION	24	851 731	75,7	4,2	24,1	104,0	-2,0	102,0	7,3	8%
MAYOTTE	17	218 343	75,7	2,1	23,6	101,4	24,8	126,2	-26,2	-17%
SAINT-PIERRE-ET-M	2	6 758	75,7	20,5	15,9	112,1	58,4	170,5	-31,3	-16%
WALLIS ET FUTUNA	3	13 073	75,7	4,3	17,7	97,7	76,3	174,0	-39,6	-19%
POLYNESIE FRANCAISE	48	281 068	75,7	4,6	21,7	102,0	45,4	147,4	-33,2	-18%
NOUVELLE-CALEDONIE	33	325 061	75,7	25,2	25,3	126,2	22,2	148,3	-26,6	-15%
		•								
Moyenne DOM-COM :			75,7	56,1	162,0	-27,0	9,3	120,9	-6,6	-5%

L'identification des <u>principales communes gagnantes/perdantes à la réforme</u> permet enfin de compléter l'illustration :

- parmi les <u>10 premières communes gagnantes</u> à la réforme (en €/hab. valeur 2020) figurent notamment des communes de Guyane de très faible densité qui atteignent (ou s'approchent) de la dotation de ruralité maximum (303 €/habitant). De même pour Yate en Nouvelle-Calédonie;
- autres effets à relever : la commune de Saint-Elie aurait perdu sa dotation forfaitaire en 2017 dans un scénario hors réforme (effet CRFP), mais avec la réforme cette perte est annulée ; par ailleurs la commune de Bellefontaine bénéficie dans le régime post-réforme du rétablissement de sa dotation forfaitaire (supposée annulée en 2016 par l'effet de la CRFP).

Dix principales communes "gagnantes"

			Données pour information								
Code INSEE	NOM COMMUNE	Gain en €/hab. 2020	Pop. DGF 2015	Dot. base 2014 / hab.	Dot superf. 2014 / hab.	Compl gar 2014 / hab.	Dot. base / hab. 2020	Dot. ruralité / hab. 2020	Dot. central. / hab. 2020	Forfaitaire négative en 2016 ?	
97358	SAINT-ELIE	205,8	287	64,5	193,4	0,0	75,7	302,9	0,0	non	
97234	BELLEFONTAINE	82,1	1 626	77,0	4,0	70,9	75,7	0,0	0,0	oui	
97353	MARIPASOULA	70,3	10 041	96,2	288,7	0,0	75,7	302,9	0,2	non	
97356	CAMOPI	67,1	1 713	77,7	233,0	0,0	75,7	302,9	0,6	non	
97306	MANA	56,6	9 624	96,0	217,7	0,0	75,7	289,5	0,1	non	
97303	IRACOUBO	53,7	1 989	79,3	237,8	0,0	75,7	302,9	0,0	non	
98832	YATE	52,8	2 761	82,4	163,3	6,5	75,7	217,0	15,0	non	
97310	ROURA	52,5	3 169	82,9	248,6	32,1	75,7	302,9	0,0	non	
97308	SAINT-GEORGES	49,4	4 020	87,1	182,0	0,0	75,7	254,9	17,5	non	
97301	REGINA	45,6	1 041	71,8	215,4	0,0	75,7	302,9	0,1	non	

Quant aux <u>dix principales communes perdantes</u> en €/habitant, il s'agit exclusivement de communes de Polynésie française qui :

- bénéficiaient avant la réforme de montants de complément de garantie très élevés (jusqu'à 1 191 €/hab.);
- ne peuvent pas compenser la perte de ce complément de garantie par de nouvelles dotations : émargement insuffisant à la dotation de ruralité (bien que les montants ne soient pas négligeables dans certains cas), et éligibilité nulle (car population inférieure à 500 habitants) ou marginale à la dotation de centralité ;
- étant entendu qu'en parallèle ces communes sont de fait contributrices à la CRFP après réforme, alors qu'elles ne le sont pas dans un scénario hors réforme (cf. développements ci-avant).

Dix principales communes "perdantes"

			Données pour information							
Code INSEE	NOM COMMUNE	Perte en €/hab. 2020	Pop. DGF 2015	Dot. base 2014 / hab.	Dot superf. 2014 / hab.	Compl gar 2014 / hab.	Dot. base / hab.	Dot. ruralité / hab.	Dot. central. / hab.	Forfaitaire négative en 2016 ?
98755	TUREIA	-235,8	319	64,5	15,2	1 191,4	75,7	21,3	0,0	non
98737	PUKAPUKA	-215,8	167	64,5	19,3	1 079,6	75,7	26,0	0,0	non
98721	HIKUERU	-153,1	260	64,5	49,6	711,5	75,7	71,0	0,0	non
98717	FANGATAU	-126,8	324	64,5	26,9	592,4	75,7	38,4	0,0	non
98751	TATAKOTO	-125,9	304	64,5	15,9	598,6	75,7	21,7	0,0	non
98732	NUKUTAVAKE	-112,1	361	64,5	18,8	521,1	75,7	25,4	0,0	non
98730	NAPUKA	-108,9	380	64,5	13,6	509,2	75,7	19,0	0,0	non
98718	FATU-HIVA	-90,4	667	67,6	41,1	378,8	75,7	58,1	0,1	non
98756	UA-HUKA	-85,8	668	67,6	40,0	355,2	75,7	57,0	0,1	non
98741	RAPA	-83,0	570	65,9	22,6	359,0	75,7	32,8	15,0	non

Principaux résultats observés en métropole

En métropole la majorité des communes (61%) ressortirait « gagnante » à la réforme, soit un résultat inverse à celui observé outre-mer. Le rapport gagnants/perdants ne serait différent que pour les communes de la strate 100 à 200 000 habitants, avec 59% de communes perdantes. Le gain moyen serait de 12,2 €/habitant pour les communes gagnantes, et la perte moyenne de -22,5 €/habitant pour les communes perdantes (à horizon 2020 du moins).

Nombre de communes gagnantes/perdantes métropole / par strate

de	à
0	500
500	1 000
1 000	2 500
2 500	3 500
3 500	5 000
5 000	10 000
10 000	25 000
25 000	50 000
50 000	100 000
100 000	200 000
200 000	1 000 000

Nbe de communes gagnantes	Nbe de communes perdantes
11 625	7 054
4 439	3 008
3 430	2 555
778	479
652	350
759	411
378	269
127	92
51	32
12	17
7	4

%	%
communes	communes
gagnantes	perdantes
62%	38%
60%	40%
57%	43%
62%	38%
65%	35%
65%	35%
58%	42%
58%	42%
61%	39%
41%	59%
64%	36%

Gain moyen / habitant	Perte moy / habitant en
en <u>2020</u>	<u>2020</u>
12,1	-21,5
11,2	-17,9
11,2	-17,3
11,7	-19,0
11,6	-21,0
11,9	-23,6
12,9	-26,8
14,2	-24,2
14,8	-19,9
14,3	-25,4
9,6	-29,6

TOTAL

22 258	14 271

61%	39%

12,2	-22,5

De même qu'en outre-mer, la **réforme n'aurait toutefois pas encore produit tous ses effets en 2020** : à cette date en effet, on peut anticiper que 70% des communes gagnantes resteraient soumises au plafond annuel de +5% sur la dotation avant écrêtement ; de même 52% des communes perdantes bénéficieraient encore en 2020 de la garantie à -5% par an.

Nombre de communes évoluant dans le tunnel de +/-5% en 2020

de	à	Nbe de com. En % des plafonnées com. +5% 2020 gagnantes		Nbe de com. garanties -5% 2020	En % des com. perdantes	
0	500	7 973	69%	3 935	56%	
500	1 000	3 024	68%	1 400	47%	
1 000	2 500	2 394	70%	1 160	45%	
2 500	3 500	578	74%	226	47%	
3 500	5 000	524	80%	185	53%	
5 000	10 000	630	83%	240	58%	
10 000	25 000	308	81%	167	62%	
25 000	50 000	96	76%	47	51%	
50 000	100 000	33	65%	9	28%	
100 000	200 000	7	58%	7	41%	
200 000	1 000 000	5	71%	2	50%	

TOTAL	15 572	70%	7 378	52%

Concernant les effets moyens de la réforme par strate de population :

- les pertes seraient concentrées sur les <u>plus grandes communes</u>, qui bénéficiaient de plus de dotation de compensation ainsi que de compléments de garantie plus élevés. La dotation de centralité ne suffirait pas, en moyenne, pour inverser le bilan de la réforme (sauf pour la strate 50-100 000 habitants).
- les <u>communes moins peuplées</u> bénéficieraient d'une dotation de base rehaussée, et d'une dotation de ruralité moyenne supérieure aux anciennes dotations superficie et parc naturel, ce qui permettrait de limiter voire de neutraliser les pertes de complément de garantie dans certains cas.

Projections **hors** réforme communes de métropole / par strate (en €/habitant)

					Rappe	ls 2014					
de	à	Nbe de communes	Pop. DGF regroupée	Dotation de base	Dotations superf. et parcs	Complemen t garantie	Dotation compens.	Forfaitaire 2015 hors CRPF*	CRPF 2015- 2017	Ecrêtement s 2016-2020	Forfaitaire 2020
0	500	18679	4 527 648	64,5	17,7	54,4	4,5	135,0	-36,8	-2,1	96,1
500	1 000	7447	5 278 466	68,4	8,4	47,0	6,1	123,3	-37,1	-2,5	83,6
1 000	2 500	5985	9 255 695	77,0	4,7	45,0	7,7	127,0	-40,6	-2,8	83,5
2 500	3 500	1257	3 711 130	83,6	2,7	45,6	9,4	132,7	-46,8	-3,5	82,4
3 500	5 000	1002	4 173 254	87,3	2,1	47,9	10,5	138,0	-51,8	-4,1	82,1
5 000	10 000	1170	8 095 898	93,0	1,2	55,7	13,1	150,0	-60,1	-4,9	85,1
10 000	25 000	647	9 835 766	101,6	0,6	73,4	14,2	173,4	-70,7	-5,9	96,9
25 000	50 000	219	7 523 100	110,1	0,2	86,5	14,0	190,5	-78,6	-5,9	106,0
50 000	100 000	83	5 482 176	117,2	0,2	79,7	32,8	189,4	-82,5	-5,5	101,4
100 000	200 000	29	3 978 402	125,0	0,1	97,2	7,7	217,6	-76,8	-4,1	136,7
200 000	1 000 000	11	6 151 657	128,9	0,1	108,1	92,8	220,6	-90,0	-9,0	121,6
,											

Moyenne total : 96,3 3,0 67,5 19,6 163,5 -61,9 -4,7 **96,8**

de	à	Nbe de communes	Pop. DGF regroupée	Dotation de base	Dotation de ruralité	Dotation de centralité	Total base + ruralité + centralité	Ajustement / garanties / écrêtement	Forfaitaire 2020 après réforme	• •	écart après/avant réforme (%)
0	500	18679	4 527 648	75,7	23,8	0,3	99,9	-4,3	95,6	-0,5	-0,5%
500	1 000	7447	5 278 466	75,7	10,4	2,2	88,4	-5,4	83,0	-0,6	-0,7%
1 000	2 500	5985	9 255 695	75,7	5,1	8,8	89,6	-7,0	82,6	-0,9	-1,0%
2 500	3 500	1257	3 711 130	75,7	2,3	14,6	92,6	-10,2	82,4	0,0	0,1%
3 500	5 000	1002	4 173 254	75,7	2,3	17,5	95,6	-13,2	82,4	0,3	0,4%
5 000	10 000	1170	8 095 898	75,7	1,1	20,2	97,0	-12,5	84,5	-0,6	-0,7%
10 000	25 000	647	9 835 766	75,7	0,1	24,8	100,7	-7,8	92,8	-4,1	-4,2%
25 000	50 000	219	7 523 100	75,7	0,0	35,2	110,9	-6,5	104,3	-1,7	-1,6%
50 000	100 000	83	5 482 176	75,7	0,1	37,5	113,3	-10,5	102,8	1,4	1,4%
100 000	200 000	29	3 978 402	75,7	0,0	49,9	125,6	1,8	127,4	-9,3	-6,8%
200 000	1 000 000	11	6 151 657	75,7	0,0	45,6	121,3	-1,4	119,9	-1,7	-1,4%
Moyenne mé	tropole total	:		75,7	3,5	23,2	102,4	-7,2	95,2	-1,6	-1%

NB : la perte d'ensemble constatée après réforme (-1,6 €/hab.) provient du fait que -> dans le régime actuel, le financement de la péréquation est assis sur la forfaitaire des communes <u>et</u> la dotation de compensation des EPCI, alors que dans le scénario de réforme elle ne sera plus financée que par l'écrêtement de la dotation forfaitaire.

=> Par rapport à ces orientations métropolitaines moyennes, le positionnement des communes d'outre-mer peut être synthétisé comme suit (même si la diversité des situations mérite d'être soulignée) : dans une grande partie des territoires l'importance du complément de garantie (et/ou de la dotation de base) explique de fortes pertes ; à l'inverse - et notamment là où le complément de garantie est moins prégnant - certaines communes se révèlent gagnantes du fait de caractéristiques fortes (par exemple densité en Guyane) ; dans tous les cas, la mutualisation de la CRFP génère des pertes, principalement dans les COM et Mayotte (qui devraient en principes être exclues de la contribution), mais aussi dans les DOM (où le retraitement de l'octroi de mer perdrait de son effectivité avec la réforme).

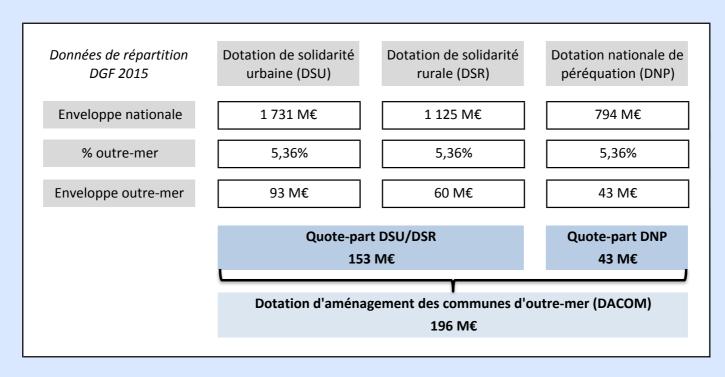
LES DOTATIONS DE PEREQUATION COMMUNALES

(i) Régime actuel et contenu de la réforme

- > Avant la réforme, les dotations de péréquation allouées aux communes sont au nombre de trois :
 - la dotation de solidarité urbaine (DSU), distribuée (en métropole) aux communes de plus de 5 000 habitants jugées les plus défavorisées au regard d'un indice synthétique de ressources et de charges (sont éligibles : 75% des communes de plus de 10 000 habitants, et 10% des communes dont la population est comprise entre 5 000 et 10 000 habitants);
 - la dotation de solidarité rurale (DSR), allouée (en métropole) aux communes « bourg-centre » et aux communes de moins de 10 000 habitants dont l'indicateur de richesse (potentiel financier par habitant) est inférieur au double de la moyenne des communes de même strate (soit une condition d'attribution très souple, qui fait qu'en réalité 98% des communes de métropole de moins de 10 000 habitants sont éligibles en 2015);
 - la dotation nationale de péréquation (DNP), attribuée (en métropole toujours) aux communes qui répondent à plusieurs conditions combinées de richesse (potentiel financier inférieur à un certain seuil) et de taux d'imposition (effort fiscal c'est-à-dire niveau effectif d'imposition des contribuables supérieur à un seuil). En 2015 61% des communes de métropole sont éligibles à la dotation.

En outre-mer toutefois, la distribution de ces trois dotations fait l'objet de règles spécifiques :

- d'abord, le principe est que toutes les communes des DOM et des COM sont éligibles aux dotations de péréquation ;
- ensuite, les modalités de répartition de ces dotations sont adaptées :
 - ✓ 1 er point : les enveloppes de péréquation allouées aux communes d'outre-mer sont calculées en appliquant aux enveloppes nationales disponibles (DSU, DSR et DNP) un pourcentage correspondant au poids de la population ultramarine dans la population totale, après majoration de ce pourcentage à hauteur de 33% ;
 - Par exemple en 2015 : la population d'outre-mer représentait 4,03% de la population totale ; après majoration de +33%, le taux applicable pour calculer la part de dotation de péréquation des communes d'outre-mer était de 5,36%.
 - ✓ <u>2ème point</u>: l'application du pourcentage rappelé ci-dessus conduit à la constitution de deux blocs -> la quote-part DSU/DSR d'un côté, et la quote-part DNP de l'autre. Ces deux blocs constituant ce que l'on appelle la « dotation d'aménagement des communes et circonscriptions territoriales d'outremer » (DACOM). Cf. le tableau présenté page suivante.



✓ 3ème point: après avoir été répartie entre les DOM d'une part (hors Mayotte) et les COM d'autre part (+ Mayotte), au prorata de la population regroupée par ces deux ensembles, chacune de ces quote-part fait l'objet d'une distribution spécifique entre communes et circonscriptions. Les règles de cette distribution, fixées par voie réglementaire, sont rappelées ci-après. NB : dans les COM, les deux quote-part sont réparties exactement de la même manière.

QUOTE-PART DSU/DSR Mode de répartition de la dotation d'aménagement des communes et cisconscriptions territoriales d'outre-mer Répartition entre DOM/COM Répartition entre communes/circonscriptions Tous (mode de répartition Prorata population DGF identique pour tous les DOM) 45% prorata population DGF, 40% prorata éloignement au Polynésie française chef-lieu du territoire, 15% prorata capacité financière 50% prorata population DGF, 45% prorata éloignement au Wallis et Futuna chef-lieu du territoire, 5% prorata superficie de la COM (et Mayotte) circonscription 35% prorata population DGF, 10% prorata superficie de la Prorata population INSEE Nouvelle-Calédonie commune, 25% prorata éloignement du chef-lieu, 30% prorata capacité financière 50% prorata population DGF, 50% prorata superficie de la Saint-Pierre-et-Miquelon commune* 75% prorata population DGF, 25% prorata superficie de la Mayotte commune * Puis majoration de la DSU/DSR de : 100 000 € pour Miquelon-Langlade, et 445 000 € pour Saint-Pierre.



QUOTE-PART DNP Mode de répartition de la dotation d'aménagement des communes et cisconscriptions territoriales d'outre-mer Répartition entre DOM/COM Répartition entre communes/circonscriptions Tous (mode de répartition 50% prorata population DGF identique pour tous les DOM) 50% prorata produits fiscaux** 45% prorata population DGF, 40% prorata éloignement au Polynésie française chef-lieu du territoire, 15% prorata capacité financière 50% prorata population DGF, 45% prorata éloignement au Wallis et Futuna chef-lieu du territoire, 5% prorata superficie de la COM (et Mayotte) circonscription 35% prorata population DGF, 10% prorata superficie de la Prorata population INSEE Nouvelle-Calédonie commune, 25% prorata éloignement du chef-lieu, 30% prorata capacité financière 50% prorata population DGF, 50% prorata superficie de la Saint-Pierre-et-Miquelon commune Mayotte Population DGF ** Rôles généraux de TFNB majorée des exonérations, de TFB à hauteur de 30%, de TH et de TEOM/REOM.



- La réforme inscrite en loi de finances pour 2016 prévoit pour l'essentiel les évolutions suivantes :
 - <u>la dotation nationale de péréquation</u> est supprimée, et l'enveloppe correspondante est réinjectée dans les deux autres dotations : de solidarité urbaine (DSU) et de solidarité rurale (DSR) ;
 - la dotation de solidarité urbaine (DSU) est à la fois :
 - ✓ davantage concentrée : les communes éligibles de plus de 10 000 habitants sont ramenées de 742 à 659 (des 3 premiers quarts aux 2 premiers tiers) ;
 - ✓ redéfinie dans ses modalités de répartition : la croissance d'enveloppe est répartie entre toutes les communes éligibles (suppression de l'actuelle DSU-cible, concentrée sur les 250 premiers éligibles) en fonction (notamment) de l'indice synthétique de ressources et de charges ;
 - la dotation de solidarité rurale (DSR) est également :
 - ✓ davantage concentrée : passage de près de 35 000 à 23 000 éligibles en métropole (2/3 des communes classées selon un indice tenant compte du potentiel financier et du revenu/habitant) ;
 - ✓ redéfinie dans ses modalités de répartition : suppression de la DSR-cible, et répartition de l'enveloppe en fonction (notamment) d'un indice synthétique de ressources et de charges (potentiel financier, longueur de voirie, nombre d'élèves).
 - => En cas de sortie la première année, le PLF prévoit une « garantie de sortie » (intégrant DSU+DNP ou DSR+DNP de 2015) : 90% du produit 2016 en 2017, 75% en 2018 puis 50% en 2019.

Les règles précédentes sont applicables aux communes de métropole. En outre-mer seule la suppression de la DNP a des incidences, mais celles-ci ne sont que partiellement prises en compte par les textes à ce stade (des décrets doivent intervenir). Schématiquement la réforme se présente pour l'instant comme suit :

- le calcul de l'enveloppe de la DACOM est inchangé : application d'un ratio démographique (toujours majoré de 33%) à l'ensemble des dotations de péréquation communales ;
- en revanche la suppression de la DNP conduit à la fin de la distinction entre « quote-part DSU/DSR » et « quote-part DNP ». Désormais la DACOM n'est plus qu'une seule et unique dotation ;
- cette unicité de la dotation n'est toutefois pas prise en compte dans la répartition de la DACOM entre collectivités (les textes maintiennent pour l'instant la distinction entre DSU/DSR d'un côté, et DNP de l'autre). Cela vient du fait que c'est par décret (et non par la loi) que cette répartition doit être fixée ; or aucun décret sur le sujet n'a été pris pour l'instant (et le Gouvernement attendra probablement que la réforme soit définitivement arrêtée avant de déterminer le cas échéant de nouvelles règles).
- => L'absence d'une adaptation réglementaire aurait un seul effet : elle conduirait à ce que l'ancienne quote-part DNP des DOM ne soit plus répartie en tenant compte de la richesse fiscale (50% population DGF/50% produits fiscaux), mais uniquement en fonction de la population (règle applicable pour la DSU/DSR). NB : pour les COM la distinction entre les deux quote-part n'a pas d'incidence puisque celles-ci sont réparties de la même manière.

Point à noter : un projet de décret présenté au Comité des finances locales du 23 février 2016 prévoit d'aligner le mode de calcul des dotations de péréquation communales à Mayotte, sur le droit commun applicable aux départements d'outre-mer (fin des règles spécifiques présentées supra). Les projections qui suivent intègrent cette évolution à venir, dans la limite toutefois des données disponibles (absence des produits fiscaux pour le calcul de la quote-part DNP).

(ii) Mesure des incidences pour les communes d'outre-mer

Avant la réforme, les communes d'outre-mer bénéficient en moyenne d'une dotation de 71 € /habitant, répartie à 78% sur la quote-part DSU/DSR et à 22% sur la quote-part DNP.

Cette moyenne est <u>quasi-identique dans tous les DOM-COM</u>, car la répartition entre territoires est faite au prorata de la population INSEE. Seules les communes de Saint-Pierre et Miquelon-Langlade bénéficient d'abondements particuliers qui rehaussent la moyenne.

Valeurs en €/hab. DGF	Quote-part	Quote-part	TOTAL	Dotation	Dotation	Rapport
2015	DSU/DSR	DNP	DNP DACOM		minimum	max/min
GUADELOUPE	55	15	70	83	65	1,3
MARTINIQUE	55	15	70	77	64	1,2
GUYANE	55	15	70	123	63	1,9
REUNION	55	15	70	<i>73</i>	66	1,1
MAYOTTE	56	16	71	94	61	1,5
SAINT-PIERRE-ET-M	133	15	147	360	113	3,2
WALLIS ET FUTUNA	55	15	71	133	51	2,6
POLYNESIE FRANCAISE	55	15	70	1 199	44	27,3
NOUVELLE-CALEDONIE	55	15	71	257	38	6,7

Moyenne DROM-COM :	55	15	71

Quant aux <u>écarts existants entre les communes d'un même territoire</u>, ils s'expliquent par l'application de règles de répartition spécifiques à chaque DOM ou COM. Dans les DOM, les écarts en €/habitant sont en moyenne moins importants (de 1 à 1,95) car seule la quote-part DNP est répartie (pour 50%) en tenant compte d'un critère autre que la population ; dans les COM les écarts sont plus élevés (de 1 à 27 en Polynésie française), car la répartition de toute la DACOM tient compte au moins pour moitié de critères autres que la population.

La réforme ne devrait a priori pas modifier l'enveloppe allouée à la DACOM. Seule la répartition interne aux départements d'outre-mer pourrait être affectée si le cadre réglementaire n'était pas adapté au nouveau contexte législatif (disparition de la quote-part DNP). Dans cette hypothèse : la répartition de toute la DACOM se ferait au prorata de la population dans les DOM, ce qui aurait pour effet de gommer les écarts existant aujourd'hui :

				<u>Hors</u> réforme			<u>Avec</u> réforme			
Valeurs en €/hab. DGF	DACOM 2015	2020 <u>hors</u> réforme	2020 <u>avec</u> réforme	Minimum	Maximum	Rapport	Minimum	Maximum	Rapport	
GUADELOUPE	70	88	88	100	82	1,2	88	88	1,0	
MARTINIQUE	70	88	88	94	81	1,2	88	88	1,0	
GUYANE	70	88	88	140	80	1,7	88	88	1,0	
REUNION	70	88	88	90	83	1,1	88	88	1,0	
MAYOTTE	71	89	89	89	89	1,0	89	89	1,0	
SAINT-PIERRE-ET-M	147	164	164	422	123	3,4	422	123	3,4	
WALLIS ET FUTUNA	71	88	88	166	63	2,6	166	63	2,6	
POLYNESIE FRANCAISE	70	87	87	1 495	55	27,3	1 495	55	27,3	
NOUVELLE-CALEDONIE	71	88	88	320	48	6,7	320	48	6,7	

Moyenne DOM-COM :	71	88	88
-------------------	----	----	----

Puisque le <u>critère du poids des ressources</u> <u>fiscales est remplacé par une répartition au prorata de la population DGF</u> (sur une partie de la dotation), les résultats détaillés sont d'interprétation aisée :

- les communes qui disposent des produits fiscaux par habitant les plus faibles sont les plus gagnantes ;
- à l'inverse les communes qui disposent de produits/habitant élevés sont celles qui perdent le plus dans la nouvelle répartition.

NB 1 : l'augmentation anticipée de la dotation moyenne par habitant d'ici 2020 résulte uniquement de l'hypothèse prise concernant la progression des enveloppes DSU et DSR (cf. introduction).

NB 2 : la disparition anticipée des écarts de dotation/habitant à Mayotte (page précédente) résulte de l'intégration de ce département au régime de droit commun des DOM (cf. projet de décret au CFL de février 2016).

Dix principales communes "gagnantes"

Code INSEE	NOM COMMUNE	DACOM en €/hab. 2015	DACOM/hab 2020 <u>hors</u> réforme	DACOM/hab 2020 <u>avec</u> réforme	Ecart en €/hab	Ecart en %
97314	OUANARY	63,3	80,3	88,0	7,7	10%
97357	GRAND-SANTI	63,4	80,6	88,0	7,3	9%
97362	PAPAICHTON	63,3	80,7	88,0	7,3	9%
97353	MARIPASOULA	63,7	80,9	88,0	7,1	9%
97301	REGINA	63,7	81,2	88,0	6,8	8%
97361	AWALA-YALIMAPO	63,9	81,4	88,0	6,5	8%
97208	FONDS-SAINT-DENIS	64,1	81,7	88,0	6,3	8%
97220	RIVIERE-PILOTE	64,2	81,9	88,0	6,1	7%
97360	APATOU	64,9	82,1	88,0	5,8	7%
97119	PETIT-CANAL	64,9	82,2	88,0	5,8	7%

Dix principales communes "perdantes"

Code INSEE	NOM COMMUNE	DACOM en €/hab. 2015	DACOM/hab 2020 <u>hors</u> réforme	DACOM/hab 2020 <u>avec</u> réforme	Ecart en €/hab	Ecart en %
97358	SAINT-ELIE	123,2	203,6	88,0	-115,7	-57%
97120	POINTE-A-PITRE	82,7	99,8	88,0	-11,8	-12%
97234	BELLEFONTAINE	76,9	93,6	88,0	-5,6	-6%
97312	SINNAMARY	75,1	93,5	88,0	-5,5	-6%
97302	CAYENNE	75,3	93,3	88,0	-5,4	-6%
97304	KOUROU	74,6	92,3	88,0	-4,3	-5%
97209	FORT-DE-FRANCE	74,4	92,1	88,0	-4,1	-4%
97103	BAIE-MAHAULT	74,2	91,6	88,0	-3,6	-4%
97113	GOSIER	73,7	91,0	88,0	-3,0	-3%
97414	SAINT-LOUIS	73,3	90,8	88,0	-2,8	-3%

Enfin ces résultats ne sont bien sûr pas comparables avec ceux de la métropole, tant les deux régimes sont distincts. En revanche il est permis de penser que la réforme (qui reste encore à écrire pour partie outre-mer) pourrait être l'occasion d'interroger l'effectivité et l'efficacité de la péréquation outre-mer. Concrètement par exemple :

- le cadre applicable à l'outre-mer (y compris modalités de calcul de l'enveloppe) fait que toutes les communes sont éligibles à une dotation de 71 €/habitant en moyenne, soit un niveau plus élevé que la moyenne des communes éligibles de métropole (57 €/hab. pour celles éligibles à au moins une dotation de péréquation);
- mais la répartition de cette enveloppe ne tient que partiellement compte de critères de ressources et de charges, au moins à l'échelle globale (répartition entre territoires au prorata de la population), ainsi qu'au sein des DOM (répartition majoritairement fonction de la population DGF, et pour le reste en fonction des produits fiscaux). Les écarts de dotation/habitant sont donc somme toute modérés, contrairement à ce que l'on observe en métropole (cf. ci-contre, même si cela résulte aussi d'un saupoudrage dans le régime actuel).

La préparation des textes réglementaires sensés adapter les modalités de répartition de la DACOM après la réforme pourrait ainsi être l'occasion d'envisager des modalités de distribution alternatives de cette dotation dans les DOM.

Communes éligibles à au moins 1 dotation de péréquation / métropole

Nbe de

communes

éligibles

18 164

7 260

5 863

1 222

983

1 145

518

190

71

de	à
0	500
500	1 000
1 000	2 500
2 500	3 500
3 500	5 000
5 000	10 000
10 000	25 000
25 000	50 000
50 000	100 000
100 000	200 000
200 000	1 000 000

26	90%	59	de 1 à 11
10	91%	46	de 1 à 33
35 452	97%	57	

soit en % du

total

97%

97%

98%

97%

98%

98%

80%

87%

86%

Dotation

movenne

(€/hab.)*

44

46

44

44

50

71

84

81

Dispersion

(rapport

max/min)

de 1 à 76

de 1 à 147

de 1 à 963

de 1 à 36

de 1 à 98

de 1 à 355

de 1 à 473

de 1 à 129

de 1 à 96

Moyenne toutes strates

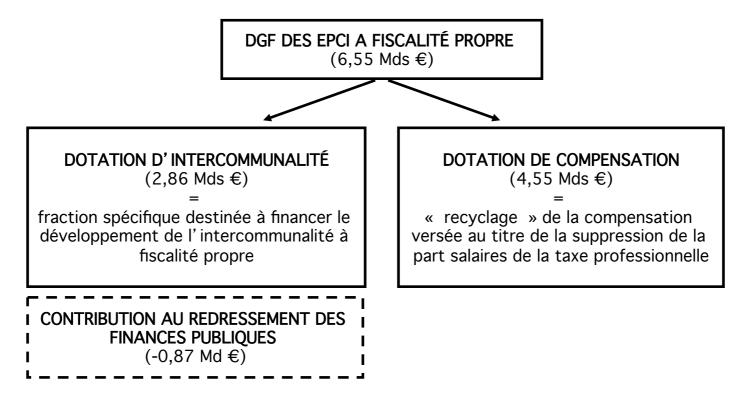
^{*} DSU+DSR+DNP des seules communes éligibles

PARTIE II

PARTIE II LA DGF DES EPCI

(i) Régime actuel et contenu de la réforme

> Dans le régime actuel, la DGF des EPCI est constituée de deux composantes : la dotation d'intercommunalité d'une part, et la dotation de compensation d'autre part.



NB - Les chiffres indiqués sont ceux de 2015.



La dotation d'intercommunalité (sur laquelle vient s'imputer la contribution au redressement des finances publiques) est répartie schématiquement comme suit :

- chaque catégorie de groupement se voit allouer une enveloppe, qui correspond à une dotation moyenne par habitant (cf. le tableau ci-contre en valeurs 2015);
- la répartition entre groupements d'une même catégorie est ensuite fonction de critères objectifs individuels, propres à chaque communauté.

Moyennes/habitant de catégorie

CC à fiscalité additionnelle	20,05 €/hab.
CC à FPU	24,48 €/hab.
CC à FPU bonifiée	34,06 €/hab.
CA	45,40 €/hab.
CU et métropoles	60 €/hab.

Cette répartition est réalisée en trois temps :

- ✓ calcul d'une dotation de base, qui tient compte de la population DGF et du coefficient d'intégration fiscale
 (CIF) du groupement;
- ✓ calcul d'une dotation de péréquation, déterminée sur la base des deux critères précédents et de l'écart entre : le potentiel fiscal de la communauté (PF), et le potentiel fiscal moyen de l'ensemble des communautés de communes à fiscalité additionnelle (PFM) ;
- ✓ des éléments complémentaires peuvent enfin s'ajouter à ces deux composantes. Il peut s'agir : de dispositifs de bonification (pour les CC à FPU qui exercent des compétences plus larges que le strict minimum), et/ou de dispositifs de garantie (par exemple : stabilité de la dotation/habitant pour les EPCI les plus pauvres, limitation à -5% de la baisse annuelle de dotation, etc.).

- enfin, à la dotation d'intercommunalité ainsi calculée s'applique la contribution au redressement des finances publiques, déterminée comme indiqué *supra* (les différentes « tranches » de cette contribution s'ajoutant année après année, par exemple en 2015 : application des tranches 2014 et 2015).

En parallèle de la dotation d'intercommunalité, les EPCI à fiscalité professionnelle unique reçoivent une dotation de compensation, qui vise à compenser la suppression de la « part salaires » de taxe professionnelle (suppression intervenue progressivement sur la période 1999-2003). Cette dotation constitue depuis 2012 une « variable d'ajustement » au sein de la DGF, c'est-à-dire qu'elle est réduite forfaitairement chaque année pour financer l'augmentation d'autres parts de la DGF (hausse de la population, développement de l'intercommunalité, hausse de la péréquation). En 2015 par exemple, la dotation de compensation a été réduite de 2,18% pour tous les EPCI qui en bénéficiaient.

Ce schéma d'ensemble de la DGF des EPCI est pour l'essentiel applicable outre-mer. Seule la dotation d'intercommunalité des EPCI de Polynésie française relève d'un régime particulier (article L. 5842-8 du CGCT) :

- faute de pouvoir calculer des critères de répartition (potentiel fiscal et coefficient d'intégration fiscale), les EPCI concernés (CC de Hava'i et CC des lles Marquises) se voient attribuer la dotation moyenne par habitant de leur catégorie ;
- par ailleurs, lorsqu'une communauté de communes de moins de 35 000 habitants regroupe des communes situées sur des îles différentes, alors la population prise en compte pour le calcul de sa dotation d'intercommunalité est multipliée par 2 (en pratique seule la CC des Îles Marquises est concernée).

- La réforme inscrite en loi de finances pour 2016 prévoit de fusionner les deux dotations actuelles (dotations d'intercommunalité et de compensation) dans une seule et même « DGF des EPCI ». Elle supprime également la discrimination des tarifs moyens par catégorie de groupement, puisque désormais toutes les catégories seront traitées de la même manière (une seule et même valeur de dotation moyenne par habitant). Schématiquement, la nouvelle « DGF des EPCI » se présente comme suit :
 - deux parts de dotation s'inscrivent dans la continuité de l'actuelle dotation d'intercommunalité :
 - ✓ la <u>dotation d'intégration</u>, d'une valeur moyenne de 21 €/habitant, est répartie au prorata du coefficient d'intégration fiscale ;
 - ✓ la dotation de péréquation, d'une valeur moyenne de 49 €/habitant, est répartie en tenant compte du CIF et de l'écart entre le potentiel fiscal de l'EPCI et la moyenne de sa catégorie. Au passage, la progressivité de la péréquation est renforcée : le plafond pour pouvoir bénéficier de cette dotation est en effet abaissé de 2 fois la moyenne dans le régime actuel, à 1,5 fois la moyenne dans le nouveau régime;
 - => Les tarifs moyens de 21 et 49 €/habitant (cumulables soit 70 €/habitant) sont nettement réévalués par rapport aux montants moyens actuels (de 20 à 60 €/habitant) grâce au recyclage de l'ancienne dotation de compensation dans la DGF unique.
 - à ces dotations s'ajoute la part intercommunale de la dotation de centralité, présentée précédemment : sur chaque territoire (lorsque l'EPCI est à FPU), la part allouée à l'intercommunalité est fonction de son coefficient d'intégration fiscale (pris en compte à hauteur de 40% maximum);

- application d'un coefficient uniforme d'ajustement. Comme pour la dotation forfaitaire des communes, il est prévu que la DGF des EPCI soit « ajustée » uniformément chaque année (par application d'un coefficient multiplicateur), pour faire en sorte que l'enveloppe totale distribuée soit égale à l'enveloppe mise en répartition l'année précédente;
 - => Ce coefficient a vocation à intégrer les effets : de l'augmentation annuelle de la population (baisse du coefficient), de l'accroissement de la part intercommunale de dotation de centralité (hausse de l'enveloppe à répartir), et de la contribution au redressement des finances publiques (réduction de l'enveloppe à distribuer et donc du coefficient).
- application d'un système de garanties.
 - ✓ de même que pour les communes, le lissage des effets de la réforme dans le temps est prévu via l'application d'un <u>tunnel de progression annuelle de la DGF</u>: d'une année sur l'autre la dotation (après ajustement) de chaque EPCI ne pourra augmenter ou diminuer de plus de 5% par rapport à l'année précédente;
 - ✓ par ailleurs la loi prévoit de reconduire une partie des systèmes de garantie actuels, et notamment : les EPCI dont le <u>potentiel fiscal est inférieur à 50%</u> de leur moyenne de catégorie, et les EPCI présentant un <u>CIF supérieur à 0,5</u>, ne pourront pas voir leur dotation/habitant diminuer d'une année sur l'autre ;

 application de la contribution au redressement des finances publiques. En fin de parcours, la tranche 2017 de la contribution au redressement des finances publiques sera appliquée à la DGF des EPCI selon les règles de calcul actuelles (au prorata des recettes réelles de fonctionnement retraitées).

Toutefois, comme pour les communes, un système de garantie est prévu afin que tous les EPCI perçoivent bel et bien une dotation (pas de dotation nulle voire négative) : les EPCI dont la DGF est nulle en 2016 bénéficient à nouveau d'une dotation en 2017, mais divisée par deux ; par ailleurs la contribution d'un EPCI est plafonnée à 50% de la dotation calculée avant ponction.

=> Le fait de recycler, d'une année sur l'autre, la contribution au redressement des finances publiques dans le coefficient d'ajustement de la dotation (baisse de l'enveloppe distribuable d'une année sur l'autre), conduit en réalité à ce que cette contribution ne soit plus répartie entre les EPCI en fonction de leurs recettes de fonctionnement, mais bien au prorata de leur DGF.

A noter que, en Polynésie française, la prise en compte de la réforme passe par l'adaptation suivante : le potentiel fiscal et le CIF de chaque communauté est fixé au niveau moyen de sa catégorie (en pratique CC à FPU pour les deux EPCI concernés). Par ailleurs la population prise en compte continue d'être multipliée par 2 pour la CC des Îles Marquises, ce qui pourrait avoir un fort effet de bonus sur la dotation de centralité (dont le montant en €/habitant est croissant en fonction de la population...).

(ii) Mesure des incidences pour les EPCI d'outre-mer

Résultats d'ensemble

La projection de la DGF des EPCI d'outre-mer avant/après réforme en valeur 2020 conduit aux résultats suivants :

- sur les 21 groupements existants (périmètres 2015), 19 seraient gagnants à la réforme (90%). Pour ces EPCI le gain moyen serait de l'ordre de 12,1 €/habitant, soit une enveloppe totale de +22,1 M€ en volume ;
- seuls 2 EPCl apparaîtraient perdants à la réforme (CA Cap Excellence et CC des Savanes), avec une dotation/ habitant réduite de -15,9 €/habitant en moyenne, soit -2,2 M€ en volume.
- => Le bilan net d'ensemble de la réforme serait donc un gain de l'ordre de +19,9 M€ en 2020 (22,1 2,2 = 19,9). Concrètement cette enveloppe supplémentaire allouée aux EPCI d'outre-mer serait en fait déduite de l'enveloppe distribuée en métropole (puisque le dispositif fonctionne à enveloppe fermée).

Point important à relever : <u>même à l'horizon 2020 (retenu ici pour les projections)</u>, <u>la réforme n'aura en réalité pas encore produit tous ses effets (gains ou pertes)</u>. A cette date en effet tous les EPCI d'outre-mer se verront encore appliquer le tunnel d'évolution annuelle de + ou -5% par an (et il faudra encore compter de nombreuses années avant qu'ils n'en sortent).

Projections détaillées et facteurs explicatifs

Le détail des projections réalisées peut être présenté comme suit (en €/habitant) :

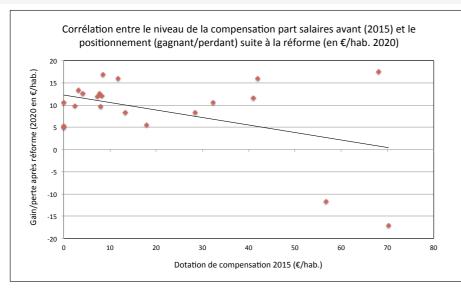
			Projection 2020 <u>hors réforme</u> Projection 2020 <u>avec réforme</u>				Eca	arts					
DOM/COM	EPCI A FISCALITE PROPRE	Pop. DGF 2015	Dot. interco 2020 hors CRFP	CRFP 2014- 2017	Dot. comp. projetée 2020	Total projection 2020	Dotation d'intégration	Dotation de péréquation	Dotation de centralité	Ajustement et tunnel 2020	Total projection 2020	Ecart en €/hab.	Ecart en %
971	CC DE MARIE-GALANTE	12 196	45,6	-42,3	17,3	20,6	24,2	94,1	8,3	-100,5	26,1	5,5	27%
971	CA DU NORD GRANDE TERRE	60 980	61,2	-12,7	7,4	56,0	17,0	82,2	8,9	-39,4	68,6	12,6	23%
971	CA LA RIVIERA DU LEVANT	74 891	54,2	-0,4	4,0	57,7	19,7	81,8	10,7	-41,8	70,3	12,6	22%
971	CA CAP EXCELLENCE	107 292	42,6	-11,4	67,5	98,8	4,1	8,6	2,4	66,6	81,7	-17,1	-17%
971	CA DU SUD BASSE TERRE	86 298	79,8	-20,7	11,4	70,5	27,3	126,7	13,4	-80,9	86,5	16,0	23%
971	CA NORD BASSE TERRE	82 601	64,4	-18,6	7,9	53,7	18,7	89,1	10,4	-52,4	65,9	12,1	23%
972	CA DU PAYS NORD MARTINIQUE	109 450	59,6	-25,8	7,8	41,6	17,7	82,0	10,4	-58,9	51,3	9,7	23%
972	CA DU CENTRE DE LA MARTINIQUE	166 113	50,5	-47,6	65,8	68,7	25,8	48,0	15,1	-2,7	86,2	17,5	26%
972	CA ESPACE SUD MARTINIQUE	128 548	98,5	-32,7	8,2	74,1	26,9	128,7	14,4	-79,2	90,9	16,8	23%
973	CC DE L'OUEST GUYANAIS	81 972	51,8	-9,6	2,3	44,4	21,3	118,5	11,9	-97,4	54,2	9,8	22%
973	CA DU CENTRE LITTORAL	123 329	52,2	-26,0	39,7	65,9	14,3	55,9	8,6	2,9	81,8	15,9	24%
973	CC DE L'EST GUYANAIS	6 906	73,6	-16,3	2,9	60,2	27,7	157,9	6,9	-118,8	73,6	13,4	22%
973	CC DES SAVANES	31 262	27,1	-13,2	54,1	67,9	11,1	0,0	5,0	40,0	56,2	-11,7	-17%
974	CA CINOR	202 578	53,4	-48,5	39,7	44,6	23,6	64,7	15,4	-47,5	56,2	11,6	26%
974	CA TERRITOIRE DE LA COTE OUEST	217 261	52,1	-41,6	31,0	41,5	22,2	66,2	14,7	-51,0	52,0	10,6	25%
974	CA DU SUD	127 181	70,0	-24,1	6,9	52,7	21,9	105,8	13,2	-76,2	64,7	12,0	23%
974	CA CIREST	124 904	52,4	-30,3	12,5	34,6	18,7	65,8	11,2	-52,7	43,0	8,3	24%
974	CIVIS	178 683	52,7	-48,8	27,1	31,1	22,5	66,9	14,4	-64,4	39,4	8,3	27%
976	CC DE PETITE-TERRE	24 998	22,6	0,0	0,0	22,6	19,0	87,1	0,0	-78,6	27,5	4,9	22%
987	CC DE HAVA'I	8 926	24,5	0,0	0,0	24,5	21,2	42,6	6,7	-40,7	29,8	5,3	22%
987	CC DES ILES MARQUISES	10 232	49,0	0,0	0,0	49,0	42,4	85,1	17,1	-85,2	59,5	10,6	22%

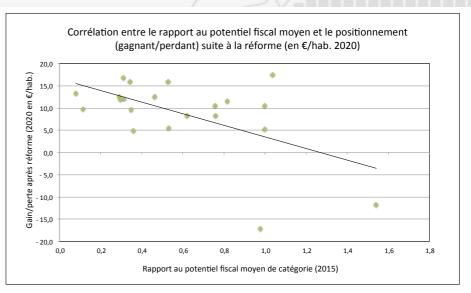
Rappel : les projections sont réalisées sur la base des périmètres 2015, à critères de répartition constants (exceptée la population, qui intègre les valeurs légales en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2016). Le coefficient d'intégration fiscale notamment, ne peut être projeté pour 2016 faute de disposer de tous les éléments nécessaires (même si dans de nombreux cas les dispositifs de garantie applicables rendent ce critère inopérant).

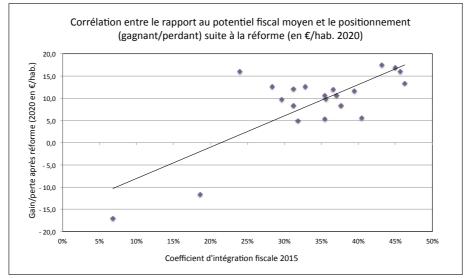
Les résultats de ces projections sont largement déterminés par les facteurs suivants :

- les EPCI qui percevaient une dotation de compensation relativement plus faible, et qui sont plus pauvres et/ou plus intégrés, apparaissent gagnants à la réforme ;
- à l'inverse les EPCI qui percevaient une dotation de compensation élevée (en €/habitant), et qui parallèlement sont trop riches et/ou trop peu intégrés pour neutraliser cette perte via les nouvelles composantes de la DGF, apparaissent perdants à la réforme.

Les trois <u>graphiques présentés page suivante</u> illustrent les corrélations à l'œuvre entre : le bilan à la réforme d'une part, et les trois critères que sont le poids de la compensation part salaires avant réforme, le coefficient d'intégration fiscale, et le rapport au potentiel fiscal moyen de catégorie.



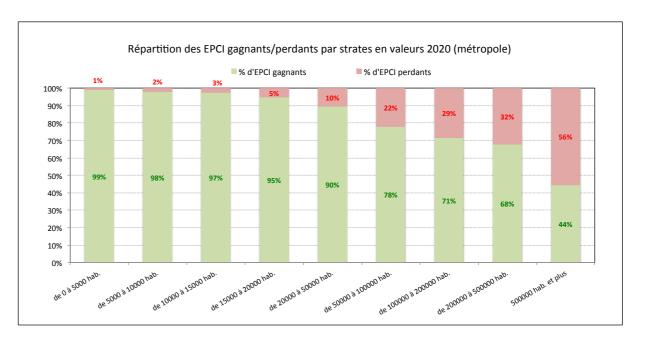




Principaux résultats observés en métropole

En définitive les incidences de la réforme outre-mer font nettement écho aux résultats moyens observés en métropole (à la différence près que la répartition des résultats par strate de population n'y est pas identique) :

- 93% des EPCI sont gagnants en métropole, et pour la très grande majorité d'entre eux le plafond de +5% continue de s'appliquer à l'horizon 2020 (autrement dit le « gain » total n'est pas atteint à cette date) ;
- ces EPCI gagnants se concentrent là où la dotation de compensation salaires, ainsi part que dotations d'intercommunalité moyennes avant réforme, étaient plus faibles (c'est-à-dire concrètement dans les premières strates de population). A l'inverse les centres urbains peuplés - où la compensation part salaires était la plus importante - apparaissent perdants à la réforme.



Projections 2020 <u>hors</u> réforme / EPCI de métropole (en €/habitant)

de	à	Nbe d'EPCI	Pop. DGF	Dotation interco 2020 hors CRFP	CRFP totale (2014-17)	Dotation compens. 2020*	Total en €/hab. 2020
0	5 000	207	704 896	35,3	-23,7	7,4	18,9
5 000	10 000	600	4 440 522	35,2	-22,8	12,8	25,2
10 000	15 000	391	4 829 668	31,7	-22,5	17,1	26,3
15 000	20 000	248	4 300 587	30,4	-23,4	22,5	29,4
20 000	50 000	401	11 937 841	30,1	-24,4	34,6	40,3
50 000	100 000	141	10 071 524	42,8	-30,2	62,2	74,8
100 000	200 000	63	8 253 711	46,6	-33,3	85,1	98,4
200 000	500 000	31	8 738 104	53,7	-41,0	96,7	109,5
500 000	et plus	9	14 799 882	51,7	-33,9	144,3	162,2

^{*} après prise en compte des transferts à la Métropole du Grand Paris au 1er janvier 2016

Projections 2020 <u>avec</u> réforme / EPCI de métropole (en €/habitant)

de	à	Nbe d'EPCI	Pop. DGF	Dotation d'intégration	Dotation de péréquation	Dotation de centralité	Ajustement et tunnel	Total en €/hab. 2020	Ecart en €/hab	Ecart en %	
0	5 000	207	704 896	25,0	79,1	1,6	1,6 -80,8		6,1	32,1%	
5 000	10 000	600	4 440 522	23,4	72,6	2,9	-67,2	31,6	6,4	25,3%	
10 000	15 000	391	4 829 668	21,3	60,4	4,3	-52,6	33,5	7,2	27,4%	
15 000	20 000	248	4 300 587	21,0	51,2	5,1	-41,2	36,1	6,7	22,8%	
20 000	50 000	401	11 937 841	20,3	42,5	7,3	-23,2	47,0	6,7	16,6%	
50 000	100 000	141	10 071 524	20,2	45,3	9,9	7,4	82,8	8,0	10,7%	
100 000	200 000	63	8 253 711	21,3	46,1	12,5	24,3	104,1	5,8	5,8%	
200 000	500 000	31	8 738 104	21,9	52,2	13,9	30,4	118,3	8,8	8,1%	
500 000	et plus	9	14 799 882	20,4	40,2	14,7	68,0	143,3	-18,9	-11,6%	

CONCLUSION SYNTHESE ET PRECONISATIONS

- Le bilan de la réforme DGF en outre-mer peut être synthétisé comme suit en valeurs 2020 :
 - les communes enregistreraient une perte de dotation forfaitaire de l'ordre de -18,4 M€ au total;
 - <u>l'enveloppe des dotations de péréquation des communes resterait la même</u>, mais à défaut d'une adaptation réglementaire les modalités de répartition au sein des DOM pourraient être modifiées ;
 - enfin, la <u>DGF allouée aux EPCI</u> d'outre-mer augmenterait elle de <u>+19,9 M€ environ</u>.

=> Au total, le bloc communal des outre-mer comptabiliserait donc un gain de -18,4 + 19,9 = +1,5 M€ par rapport à un scénario hors réforme (le système fonctionnant en circuit fermé, l'enveloppe des communes et EPCI de métropole serait diminuée d'un montant équivalent).

Ce bilan ne serait toutefois pas réparti de manière homogène entre les territoires. Dans les DOM (hors Mayotte), le bilan total du bloc communal serait systématiquement gagnant : +25,7 M€ au total (les gains des EPCI de Guadeloupe et Martinique l'emportant sur les pertes des communes de ces départements).

Dans les COM et Mayotte, les gains des trois seuls EPCI de Mayotte et Polynésie française ne permettraient en aucun cas de compenser les pertes des communes : au total le bloc communal perdrait -24.1 M€.

Var. des env. de DGF par territoire avant/après réf. (M $\mathfrak E$)

DOM-COM	Communes en M€	EPCl en M€	TOTAL bloc communal
GUADELOUPE	-0,3	2,3	2,0
MARTINIQUE	-3,9	6,1	2,2
GUYANE	4,2	2,5	6,7
REUNION	6,1	8,7	14,8
MAYOTTE	-5,7	0,1	-5,6
SAINT-PIERRE-ET-M	-0,2	0,0	-0,2
WALLIS ET FUTUNA	-0,5	0,0	-0,5
POLYNESIE FRANCAISE	-9,3	0,2	-9,2
NOUVELLE-CALEDONIE	-8,7	0,0	-8,7

TOTAL	-18,36	19,92	1,56

En répartissant le bilan par EPCI, on aboutirait aux résultats suivants :

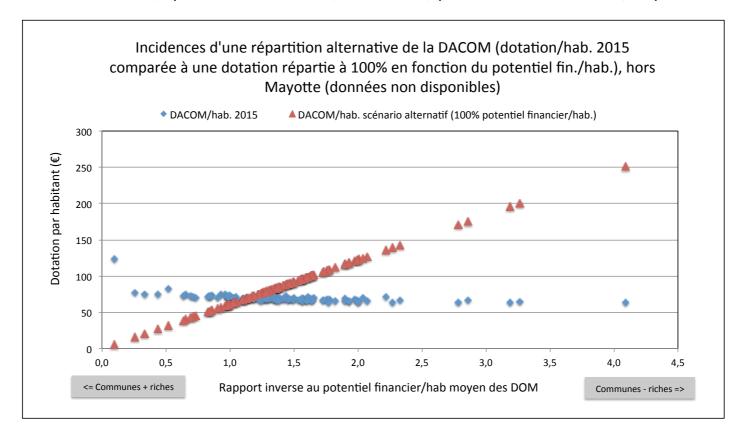
- six territoires intercommunaux afficheraient un bilan total négatif (-4,3 M €) : sur le territoire de la CA Cap Excellence, les pertes des communes et de la CA se cumuleraient ; sur les cinq autres EPCI, le gain du groupement ne permettrait pas de compenser les pertes des communes ;
- les quinze autres intercommunalités afficheraient un gain consolidé avec leurs communes (+28,8 M€);
- en définitive ce sont bien les communes isolées (concentrées dans les COM et Mayotte) qui porteraient la très grande majorité des pertes (-22,9 M€).

Gains/pertes de DGF par EPCI en valeurs 2020 (M€)

DOM/COM	EPCI A FISCALITE PROPRE	Num SIREN	Gain/perte communes	Gain/perte EPCI	TOTAL EPCI + com.
971	CC DE MARIE-GALANTE	249710047	-0,3	0,1	-0,2
971	CA DU NORD GRANDE TERRE	200044691	-0,3	0,8	0,5
971	CA LA RIVIERA DU LEVANT	200041507	-0,2	0,9	0,8
971	CA CAP EXCELLENCE	200018653	-0,1	-1,8	-2,0
971	CA DU SUD BASSE TERRE	249710070	-0,3	1,4	1,1
971	CA NORD BASSE TERRE	249710062	0,9	1,0	1,9
972	CA DU PAYS NORD MARTINIQUE	200041788	-0,2	1,0	0,8
972	CA DU CENTRE DE LA MARTINIQUE	249720061	-3,8	2,9	-0,9
972	CA ESPACE SUD MARTINIQUE	249720053	0,1	2,1	2,3
973	CC DE L'OUEST GUYANAIS	249730037	3,1	0,8	3,9
973	CA DU CENTRE LITTORAL	249730045	-0,2	2,0	1,8
973	CC DE L'EST GUYANAIS	249730052	0,4	0,1	0,5
973	CC DES SAVANES	200027548	0,9	-0,4	0,5
974	CA CINOR	249740119	-0,7	2,3	1,6
974	CA TERRITOIRE DE LA COTE OUEST	249740101	2,9	2,3	5,1
974	CA DU SUD	249740085	0,4	1,5	2,0
974	CA CIREST	249740093	1,4	1,1	2,5
974	CIVIS	249740077	2,1	1,5	3,6
976	CC DE PETITE-TERRE	200050532	-0,6	0,1	-0,5
987	CC DE HAVA'I	200031243	-0,3	0,0	-0,3
987	CC DES ILES MARQUISES	200027688	-0,6	0,1	-0,5
-	COMMUNES ISOLEES	-	-22,9	-	-22,9

- > Au vu des développements qui précèdent, l'ensemble des communes et EPCI d'outre-mer pourraient utilement se retrouver autour de <u>deux propositions d'évolution de la réforme DGF</u>:
 - 1. pour rendre de l'effectivité aux dispositions légales actuelles, qui prévoient que les communes des COM et de Mayotte ne participent pas à la CRFP et que celles des DOM bénéficient d'un allègement (retraitement de l'octroi de mer), plusieurs pistes pourraient être envisagées, comme par exemple :
 - l'application de modes de calcul spécifiques aux communes des DOM et COM pour la détermination de la dotation forfaitaire, dans une logique de compensation : par exemple prise en compte d'une population majorée pour le calcul de la dotation de base, voire pour les autres parts de la DGF ;
 - et/ou l'institution de dispositifs de garantie spécifiques : règle de non baisse de la DGF/habitant pour les communes des COM et de Mayotte, et garantie de baisse plus limitée pour les communes des DOM hors Mayotte (cette dernière proposition ne faisant toutefois que repousser dans le temps l'application effectif du mode de calcul spontané dans les DOM);
 - 2. la réforme de la DGF pourrait par ailleurs être l'occasion de proposer des évolutions complémentaires concernant la dotation d'aménagement des communes d'outre-mer (DACOM). Les règles de répartition nécessitent de toutes manières d'être corrigées par voie réglementaire en vue d'adapter le dispositif applicable dans les DOM au nouveau contexte législatif (disparition de la DNP) ; l'occasion pourrait être utilisée pour poser la question de l'effectivité de la péréquation dans les DOM, et envisager des scénarios différents de répartition de la dotation dans ces territoires.

A titre de simple illustration (sans présager donc des options qui pourraient être privilégiées par les élus d'outre-mer), le graphique ci-dessous illustre la dispersion de la répartition de la DACOM dans un scénario où toute cette dotation serait répartie dans les DOM en fonction du seul potentiel financier/habitant (d'autres critères de ressources ou de charges pourraient bien entendu être envisagés). Dans cette hypothèse les écarts de dotation/habitant, qui allaient de 1 à 1,9 en 2015, passeraient de 1 à 41,7 après réforme.



ANNEXES

ANNEXES DETAIL DES PROJECTIONS INDIVIDUELLES

Annexe 1 : dotation forfaitaire des communes

> GUADELOUPE (971)

PROJECTION EN VALEUR DE LA DOTATION FORFAITAIRE 2016-2020

					Données avant réforme (en milliers d'€)			Projections <u>hors</u> réforme (en milliers d'€)				Projections <u>avec</u> réforme (en milliers d'€)			
Code INSEE	Nom commune	EPCI d'appartenance 2015	Population DGF 2015	Forfaitaire 2015 total	Forfaitaire 2016 estimée*	dont hors CRFP	dont CRFP	Forfaitaire 2017	Forfaitaire 2018	Forfaitaire 2019	Forfaitaire 2020	Forfaitaire 2017	Forfaitaire 2018	Forfaitaire 2019	Forfaitaire 2020
97101	ABYMES	CA CAP EXCELLENCE	60 028	9 731	8 571	9 651	-1 080	7 491	7 491	7 491	7 491	7 920	8 315	8 281	8 163
97102	ANSE-BERTRAND	CA DU NORD GRANDE TERRE	5 315	579	514	586	-72	441	441	441	441	467	444	431	425
97103	BAIE-MAHAULT	CA CAP EXCELLENCE	30 689	2 917	1 727	2 831	-1 104	572	554	538	522	881	899	916	935
97104	BAILLIF	CA DU SUD BASSE TERRE	5 482	690	636	707	-71	565	565	565	565	573	544	517	508
97105	BASSE-TERRE	CA DU SUD BASSE TERRE	11 836	2 836	2 494	2 799	-305	2 190	2 190	2 190	2 190	2 065	1 962	1 864	1 770
97106	BOUILLANTE	CA DU SUD BASSE TERRE	7 838	863	746	860	-114	631	631	631	631	668	702	737	731
97107	CAPESTERRE-BELLE-EAU	CA DU SUD BASSE TERRE	19 939	2 775	2 477	2 753	-277	2 200	2 200	2 200	2 200	2 324	2 440	2 562	2 690
97108	CAPESTERRE-DE-MARIE-GALANTE	CC DE MARIE-GALANTE	3 581	691	641	690	-48	593	593	593	593	561	533	506	481
97109	GOURBEYRE	CA DU SUD BASSE TERRE	8 082	1 080	987	1 077	-90	897	897	897	897	847	805	765	726
97110	DESIRADE	CA LA RIVIERA DU LEVANT	1 748	294	258	292	-34	224	224	224	224	211	200	190	181
97111	DESHAIES	CA NORD BASSE TERRE	5 100	597	530	589	-59	470	470	470	470	497	491	483	477
97112	GRAND-BOURG	CC DE MARIE-GALANTE	5 844	936	805	932	-127	678	678	678	678	638	616	606	598
97113	GOSIER	CA LA RIVIERA DU LEVANT	28 259	4 076	3 523	4 102	-580	2 943	2 943	2 943	2 943	3 119	3 238	3 186	3 140
97114	GOYAVE	CA NORD BASSE TERRE	8 397	837	714	815	-100	614	614	614	614	650	682	717	752
97115	LAMENTIN	CA NORD BASSE TERRE	16 210	2 282	2 059	2 310	-251	1 808	1 808	1 808	1 808	1 795	1 705	1 637	1 614
97116	MORNE-A-L'EAU	CA DU NORD GRANDE TERRE	17 450	2 415	2 175	2 424	-249	1 925	1 925	1 925	1 925	2 011	1 911	1 815	1 783
97117	MOULE	CA DU NORD GRANDE TERRE	24 076	3 791	3 405	3 764	-358	3 047	3 047	3 047	3 047	3 217	3 137	3 087	3 043
97118	PETIT-BOURG	CA NORD BASSE TERRE	24 633	3 509	3 209	3 544	-334	2 875	2 875	2 875	2 875	3 035	3 187	3 346	3 514
97119	PETIT-CANAL	CA DU NORD GRANDE TERRE	8 263	930	876	942	-67	809	809	809	809	780	741	704	669
97120	POINTE-A-PITRE	CA CAP EXCELLENCE	16 575	7 051	6 270	6 994	-724	5 509	5 499	5 490	5 481	5 045	4 775	4 518	4 275
97121	POINTE-NOIRE	CA NORD BASSE TERRE	7 225	905	792	887	-95	697	697	697	697	736	715	704	694
97122	PORT-LOUIS	CA DU NORD GRANDE TERRE	5 876	636	565	645	-80	485	485	485	485	513	487	479	472
97124	SAINT-CLAUDE	CA DU SUD BASSE TERRE	10 834	1 574	1 435	1 576	-140	1 295	1 295	1 295	1 295	1 223	1 162	1 104	1 049
97125	SAINT-FRANCOIS	CA LA RIVIERA DU LEVANT	17 290	2 816	2 478	2 813	-335	2 144	2 144	2 144	2 144	2 020	1 919	1 823	1 732
97126	SAINT-LOUIS	CC DE MARIE-GALANTE	2 771	568	517	564	-46	471	471	471	471	445	423	402	382
97128	SAINTE-ANNE	CA LA RIVIERA DU LEVANT	27 594	3 653	3 234	3 641	-407	2 826	2 826	2 826	2 826	2 988	3 000	2 952	2 910
97129	SAINTE-ROSE	CA NORD BASSE TERRE	21 036	2 567	2 336	2 544	-207	2 129	2 129	2 129	2 129	2 246	2 358	2 460	2 424
97130	TERRE-DE-BAS	CA DU SUD BASSE TERRE	1 278	130	108	127	-19	88	88	88	88	94	98	99	97
97131	TERRE-DE-HAUT	CA DU SUD BASSE TERRE	2 168	190	150	185	-35	115	115	115	115	123	129	135	142
97132	TROIS-RIVIERES	CA DU SUD BASSE TERRE	9 100	1 072	932	1 058	-126	806	806	806	806	852	830	817	805
97133	VIEUX-FORT	CA DU SUD BASSE TERRE	1 875	114	102	115	-13	89	89	89	89	94	99	104	109
97134	VIEUX-HABITANTS	CA DU SUD BASSE TERRE	7 866	1 048	926	1 038	-112	814	814	814	814	850	808	770	759

		Princi	paux critèr	es détermi	nants	Compo	santes avant r	réforme	(2014 en	€/hab.)	Projectio	ns 2020 <u>ho</u>	<u>rs</u> réforme	e (€/hab.)	Proj	ections 20	20 <u>avec</u> réf	orme (€/h	ab.)		
Code INSEE	Nom commune	Pop. DGF 2015	Densité (hab/ha) corrigée	Régime fiscal EPCI	Pot. fiscal /hab. pr ecrêt.	Dotation de base	de p	otation parcs iturels	Compl. de garantie	Dotation compens ation	Forf.2015 hors CRFP	CRFP 2015- 2017	Ecrêt. 2016- 2020	Dotation totale 2020	Dotation de base	Dotation de ruralité	Dotation de centralité	Ajust. /garantie / écrêt.	Dotation totale 2020	Ecart en €/hab.	Ecart en %
97101	ABYMES	60 028	1,46	FPU	312	116	1	0	79	0	189	-62	0	126	76	0	56	5	138	11	9%
97102	ANSE-BERTRAND	5 315	0,82	FPU	190	90	4	0	47	0	129	-48	0	82	76	0	0	3	79	-3	.,
97103	BAIE-MAHAULT	30 689	6,64	FPU	935	109	0	0	49	2	138	-115	-6	17	76	0	4	-49	30	13	
97104	BAILLIF	5 482	0,45	FPU	327	90	2	2	62	0	140	-44	0	99	76	10	1	4	89	-10	-10%
97105	BASSE-TERRE	11 836	20,37	FPU	405	99	0	0	185	1	283	-89	0	191	76	0	8	70	155	-37	
97106	BOUILLANTE	7 838	0,35	FPU	221	94	3	1	46	0	136	-55	0	81	76	12		4	94	13	16%
97107	CAPESTERRE-BELLE-EAU	19 939	0,38	FPU	250	104	3	1	65	0	165	-52	0	112	76	11	75	-25	136	25	
97108	CAPESTERRE-DE-MARIE-GALANTE	3 581	0,74	FPU	217	86	4	0	130	0	214	-47	0	166	76	6	3	50	135	-31	-19%
97109	GOURBEYRE	8 082	0,71	FPU	276	94	1	0	63	0	153	-41	0	111	76	6	2	6	90	-21	
97110	DESIRADE	1 748	0,75	FPU	314	78	4	0	130	18	206	-75	0	130	76	6	0	23	105	-25	-19%
97111	DESHAIES	5 100	0,28	FPU	296	89	4	0	55	1	139	-43	0	94	76	16	0	4	95	1	1%
97112	GRAND-BOURG	5 844	1,01	FPU	413	91	3	0	103	1	189	-71	0	117	76	0	23	4	103	-14	-12%
97113	GOSIER	28 259	5,97	FPU	419	108	1	0	70	1	168	-65	0	103	76	0	30	4	110	7	7%
97114	GOYAVE	8 397	0,28	FPU	244	95	2	1	28	0	123	-45	0	75	76	16	1	0	92	17	22%
97115	LAMENTIN	16 210	0,49	FPU	276	102	1	0	68	0	159	-51	0	110	76	9	9	4	98	-12	
97116	MORNE-A-L'EAU	17 450	0,53	FPU	223	103	2	0	67	0	161	-52	0	110	76	8	14	4	102	-8	-7%
97117	MOULE	24 076	2,78	FPU	274	106	1	0	83	0	182	-53	0	128	76	0	47	5	128	0	0%
97118	PETIT-BOURG	24 633	0,37	FPU	316	106	2	1	62	0	161	-47	0	115	76	12	49	4	141	26	22%
97119	PETIT-CANAL	8 263	1,15	FPU	164	95	3	0	43	0	130	-35	0	96	76	0	1	3	80	-17	
97120	POINTE-A-PITRE	16 575	59,23	FPU	610	102	0	0	384	4	470	-137	-9	326	76	0	0	178	254	-72	-22%
97121	POINTE-NOIRE	7 225	0,23	FPU	250	93	4	1	53	0	149	-48	0	99	76	19	0	4	99	0	0%
97122	PORT-LOUIS	5 876	1,29	FPU	179	91	2	0	47	0	128	-48	0	81	76	0	0	3	79	-2	-3%
97124	SAINT-CLAUDE	10 834	0,62	FPU	328	98	2	1	72	0	165	-46	0	119	76	7	7	7	97	-23	-19%
97125	SAINT-FRANCOIS	17 290	2,46	FPU	332	103	1	0	91	6	186	-62	0	124	76	0	4	21	100	-24	-19%
97126	SAINT-LOUIS	2 771	0,47	FPU	231	83	6	0	147	0	234	-59	0	173	76	9	1	54	140	-33	-19%
97128	SAINTE-ANNE	27 594	3,13	FPU	238	107	2	0	53	6	154	-51	0	103	76	0	26	4	106	3	3%
97129	SAINTE-ROSE	21 036	0,35	FPU	216	105	2	0	41	0	142	-38	0	102	76	12	24	5	117	14	14%
97130	TERRE-DE-BAS	1 278	1,70	FPU	206	74	2	0	75	0	143	-68	0	72	76	0	0	3	79	7	10%
97131	TERRE-DE-HAUT	2 168	3,04	FPU	268	80	1	0	50	0	123	-66	0	55	76	0	0	-8	68	13	23%
97132	TROIS-RIVIERES	9 100	0,57	FPU	277	96	2	1	50	0	142	-50	0	90	76	8	3	4	90	0	0%
97133	VIEUX-FORT	1 875	2,58	FPU	195	79	2	0	13	0	83	-37	0	47	76	0	0	-18	58	11	22%
97134	VIEUX-HABITANTS	7 866	0,26	FPU	224	94	4	2	60	0	156	-49	0	105	76	16	2	4	98	-7	-7%

➤ MARTINIQUE (972)

				Donné	es avant réfo	rme (en millie	ers d'€)	Project	ions <u>hors</u> réfo	rme (en milli	ers d'€)	Project	ions <u>avec</u> réfo	orme (en milli	ers d'€)
Code INSEE	Nom commune	EPCI d'appartenance 2015	Population DGF 2015	Forfaitaire 2015 total	Forfaitaire 2016 estimée*	dont hors CRFP	dont CRFP	Forfaitaire 2017	Forfaitaire 2018	Forfaitaire 2019	Forfaitaire 2020	Forfaitaire 2017	Forfaitaire 2018	Forfaitaire 2019	Forfaitaire 2020
97201	AJOUPA-BOUILLON	CA DU PAYS NORD MARTINIQUE	1 829	200	183	203	-20	162	162	162	162	166	158	150	147
97202	ANSES-D'ARLET	CA ESPACE SUD MARTINIQUE	4 455	424	368	427	-59	309	309	309	309	327	344	359	354
97203	BASSE-POINTE	CA DU PAYS NORD MARTINIQUE	3 704	472	443	468	-24	419	419	419	419	397	377	358	340
97204	CARBET	CA DU PAYS NORD MARTINIQUE	4 008	483	433	483	-49	384	384	384	384	362	344	327	316
97205	CASE-PILOTE	CA DU PAYS NORD MARTINIQUE	4 582	493	471	494	-23	449	449	449	449	437	415	394	375
97206	DIAMANT	CA ESPACE SUD MARTINIQUE	6 776	718	641	726	-85	556	556	556	556	588	566	557	549
97207	DUCOS	CA ESPACE SUD MARTINIQUE	17 419	2 191	1 980	2 193	-213	1 767	1 767	1 767	1 767	1 866	1 959	2 057	2 160
97208	FONDS-SAINT-DENIS	CA DU PAYS NORD MARTINIQUE	863	93	79	92	-13	66	66	66	66	70	74	77	78
97209	FORT-DE-FRANCE	CA DU CENTRE DE LA MARTINIQUE	87 627	18 253	16 005	17 954	-1 949	14 014	14 003	13 992	13 981	13 040	12 367	11 729	11 123
97210	FRANCOIS	CA ESPACE SUD MARTINIQUE	19 101	2 362	2 123	2 342	-219	1 904	1 904	1 904	1 904	2 010	2 111	2 216	2 327
97211	GRAND'RIVIERE	CA DU PAYS NORD MARTINIQUE	574	85	84	89	-5	79	79	79	79	75	71	68	65
97212	GROS-MORNE	CA DU PAYS NORD MARTINIQUE	10 532	1 171	1 028	1 145	-117	911	911	911	911	948	901	856	840
97213	LAMENTIN	CA DU CENTRE DE LA MARTINIQUE	40 604	5 247	4 297	5 131	-834	3 384	3 364	3 344	3 323	3 250	3 375	3 333	3 286
97214	LORRAIN	CA DU PAYS NORD MARTINIQUE	7 439	1 041	935	1 030	-95	839	839	839	839	793	753	715	680
97215	MACOUBA	CA DU PAYS NORD MARTINIQUE	1 167	164	142	161	-20	122	122	122	122	115	109	104	98
97216	MARIGOT	CA DU PAYS NORD MARTINIQUE	3 652	417	354	408	-54	301	301	301	301	300	288	283	279
97217	MARIN	CA ESPACE SUD MARTINIQUE	8 876	962	796	961	-166	630	630	630	630	670	703	738	729
97218	MORNE-ROUGE	CA DU PAYS NORD MARTINIQUE	5 217	749	677	750	-73	605	605	605	605	571	542	515	489
97219	PRECHEUR	CA DU PAYS NORD MARTINIQUE	1 777	224	201	223	-22	178	178	178	178	172	163	155	153
97220	RIVIERE-PILOTE	CA ESPACE SUD MARTINIQUE	13 056	1 757	1 639	1 724	-85	1 554	1 554	1 554	1 554	1 472	1 399	1 329	1 262
97221	RIVIERE-SALEE	CA ESPACE SUD MARTINIQUE	13 114	1 585	1 459	1 587	-128	1 331	1 331	1 331	1 331	1 404	1 334	1 270	1 252
97222	ROBERT	CA DU PAYS NORD MARTINIQUE	24 377	3 040	2 625	2 996	-371	2 254	2 254	2 254	2 254	2 386	2 505	2 630	2 762
97223	SAINT-ESPRIT	CA ESPACE SUD MARTINIQUE	9 758	1 098	1 005	1 091	-87	918	918	918	918	942	895	850	811
97224	SAINT-JOSEPH	CA DU CENTRE DE LA MARTINIQUE	17 096	2 020	1 917	2 041	-124	1 793	1 793	1 793	1 793	1 697	1 612	1 531	1 455
97225	SAINT-PIERRE	CA DU PAYS NORD MARTINIQUE	4 498	547	484	542	-58	426	426	426	426	401	381	362	350
97226	SAINTE-ANNE	CA ESPACE SUD MARTINIQUE	6 476	762	652	752	-99	553	553	553	553	543	523	514	507
97227	SAINTE-LUCE	CA ESPACE SUD MARTINIQUE	10 922	1 182	1 073	1 173	-99	974	974	974	974	1 028	976	950	936
97228	SAINTE-MARIE	CA DU PAYS NORD MARTINIQUE	17 704	2 571	2 304	2 553	-248	2 056	2 056	2 056	2 056	2 074	1 971	1 872	1 832
97229	SCHOELCHER	CA DU CENTRE DE LA MARTINIQUE	20 786	3 366	3 007	3 303	-296	2 693	2 688	2 684	2 679	2 470	2 338	2 213	2 094
97230	TRINITE	CA DU PAYS NORD MARTINIQUE	13 923	1 553	1 329	1 543	-214		1 115	1 115	1 115	1 182	1 241	1 245	1 227
97231	TROIS-ILETS	CA ESPACE SUD MARTINIQUE	8 986	1 070	949	1 080	-131	818	818	818	818	822	781	762	751
97232	VAUCLIN	CA ESPACE SUD MARTINIQUE	9 609	1 198	1 091	1 194	-103	988	988	988	988	933	887	842	800
97233	MORNE-VERT	CA DU PAYS NORD MARTINIQUE	1 978	229	201	229	-28	173	173	173	173	169	160	158	155
97234	BELLEFONTAINE	CA DU PAYS NORD MARTINIQUE	1 626	89	-2	90	-92	-93	-93	-93	-93	42	43	44	44

		Princi	paux critère	es déterm	inants	Compo	santes avan	t réforme	(2014 en	€/hab.)	Projectio	ns 2020 <u>ho</u>	<u>rs</u> réform	e (€/hab.)	Proj	ections 20	20 <u>avec</u> réf	orme (€/h	ıab.)		
Code INSEE	Nom commune	Pop. DGF 2015	Densité (hab/ha) corrigée	Régime fiscal EPCI	Pot. fiscal /hab. pr ecrêt.	Dotation de base	de	Dotation parcs naturels	Compl. de garantie	Dotation compens ation	Forf.2015 hors CRFP	CRFP 2015- 2017	Ecrêt. 2016- 2020	Dotation totale 2020	Dotation de base	Dotation de ruralité	Dotation de centralité	Ajust. /garantie / écrêt.	Dotation totale 2020	Ecart en €/hab.	Ecart en %
97201	AJOUPA-BOUILLON	1 829	1,48	FPU	239	78	4	0	62	0	130	-45	0	87	76	0	0	3	79	-8	-9%
97202	ANSES-D'ARLET	4 455	1,52	FPU	267	88	3	0	31	0	114	-46	0	69	76	0	0	3	79	10	
97203	BASSE-POINTE	3 704	1,32	FPU	242	86	4	0	71	0	155	-39	0	115	76	0	0	17	93	-22	-19%
97204	CARBET	4 008	1,05	FPU	244	87	5	0	58	0	142	-46	0	96	76	0	0	3	79	-17	-18%
97205	CASE-PILOTE	4 582	2,47	FPU	286	88	2	0	49	0	130	-33	0	98	76	0	0	6	82	-16	-16%
97206	DIAMANT	6 776	2,24	FPU	297	93	2	0	41	0	126	-46	0	81	76	0	1	3	80	-1	-1%
97207	DUCOS	17 419	4,60	FPU	308	103	1	0	51	0	146	-45	0	101	76	0	49	-1	124	23	22%
97208	FONDS-SAINT-DENIS	863	0,34	FPU	227	71	15	0	62	0	141	-62	0	78	76	13	0	4	92	14	18%
97209	FORT-DE-FRANCE	87 627	19,68	FPU	485	120	0	0	127	3	244	-77	-2	163	76	0	42	11	129	-33	-20%
97210	FRANCOIS	19 101	3,49	FPU	268	104	1	0	45	0	145	-43	0	101	76	0	68	-21	123	22	22%
97211	GRAND'RIVIERE	574	0,32	FPU	318	67	15	0	113	0	171	-50	0	127	76	13	0	14	103	-24	-19%
97212	GROS-MORNE	10 532	1,92	FPU	218	97	3	0	39	0	135	-44	0	89	76	0	3	3	82	-7	-8%
97213	LAMENTIN	40 604	6,49	FPU	591	112	1	0	55	3	154	-67	-7	81	76	0	2	2	80	-1	-1%
97214	LORRAIN	7 439	1,47	FPU	230	94	4	0	73	0	165	-49	0	115	76	0	1	16	93	-22	-19%
97215	MACOUBA	1 167	0,67	FPU	210	74	8	0	98	0	175	-66	0	107	76	7	0	4	87	-21	-19%
97216	MARIGOT	3 652	1,68	FPU	217	86	3	0	57	0	142	-54	0	85	76	0	0	3	79	-6	-7%
97217	MARIN	8 876	2,76	FPU	325	95	2	0	43	0	132	-60	0	71	76	0	3	3	82	11	16%
97218	MORNE-ROUGE	5 217	1,37	FPU	241	90	4	0	83	0	168	-52	0	116	76	0	0	18	94	-22	-19%
97219	PRECHEUR	1 777	0,56	FPU	205	78	9	0	73	0	152	-51	0	101	76	8	0	3	87	-14	-14%
97220	RIVIERE-PILOTE	13 056	3,57	FPU	213	100	1	0	54	0	154	-29	0	122	76	0	14	10	99	-23	-19%
97221	RIVIERE-SALEE	13 114	3,30	FPU	241	100	2	0	44	0	139	-38	0	101	76	0	16	4	95	-6	-6%
97222	ROBERT	24 377	5,06	FPU	238	106	1	0	47	0	150	-54	0	94	76	0	86	-47	115	21	23%
97223	SAINT-ESPRIT	9 758	4,13	FPU	227	96	1	0	40	0	131	-36	0	95	76	0	5	3	84	-11	-12%
97224	SAINT-JOSEPH	17 096	3,93	FPU	342	103	1	0	35	0	131	-29	0	104	76	0	0	8	84	-20	-19%
97225	SAINT-PIERRE	4 498	1,14	FPU	229	88	5	0	57	0	144	-47	0	96	76	0	0	3	79	-17	-18%
97226	SAINTE-ANNE	6 476	1,21	FPU	321	92	2	0	58	0	144	-56	0	87	76	0	1	3	80	-7	-8%
97227	SAINTE-LUCE	10 922	3,70	FPU	281	98	1	0	33	0	126	-36	0	90	76	0	7	3	86	-4	-4%
97228	SAINTE-MARIE	17 704	3,95	FPU	240	103	1	0	71	0	170	-52	0	117	76	0	25	4	105	-13	-11%
97229	SCHOELCHER	20 786	9,68	FPU	512	105	1	0	88	1	187	-53	-3	130	76	0	0	26	102	-28	-22%
97230	TRINITE	13 923	2,97	FPU	340	100	2	0	41	0	135	-54	0		76	0	10	3	89	8	10%
97231	TROIS-ILETS	8 986	2,69	FPU	384	96	2	0	51	1	140	-51	0		76	0		3	83	-7	-8%
97232	VAUCLIN	9 609	2,37	FPU	277	96	2	0	52	0	144	-41	0	103	76	0	4	3	84	-20	-19%
97233	MORNE-VERT	1 978	1,42	FPU	258	79	4	0	68		141	-53	0	88	76	0	0	3	79	-9	-10%
97234	BELLEFONTAINE	1 626	1,35	FPU	2 327	77	4	0	71		117	-174	-2		76	0	0	-49		82	-148%

> GUYANE (973)

				Donné	es avant réfo	rme (en millie	ers d'€)	Project	ons <u>hors</u> réfo	rme (en milli	ers d'€)	Projecti	ions <u>avec</u> réfo	rme (en milli	ers d'€)
Code INSEE	Nom commune	EPCI d'appartenance 2015	Population DGF 2015	Forfaitaire 2015 total	Forfaitaire 2016 estimée*	dont hors CRFP	dont CRFP	Forfaitaire 2017	Forfaitaire 2018	Forfaitaire 2019	Forfaitaire 2020	Forfaitaire 2017	Forfaitaire 2018	Forfaitaire 2019	Forfaitaire 2020
97301	REGINA	CC DE L'EST GUYANAIS	1 041	257	239	258	-20	219	219	219	219	231	242	254	267
97302	CAYENNE	CA DU CENTRE LITTORAL	55 514	9 657	8 553	9 602	-1 050	7 503	7 503	7 503	7 503	7 930	7 910	7 783	7 673
97303	IRACOUBO	CC DES SAVANES	1 989	564	527	565	-38	488	488	488	488	515	540	567	596
97304	KOUROU	CC DES SAVANES	25 848	4 056	3 563	4 090	-527	3 036	3 036	3 036	3 036	3 214	3 375	3 544	3 721
97305	MACOURIA	CA DU CENTRE LITTORAL	10 561	926	840	962	-121	719	719	719	719	761	799	839	881
97306	MANA	CC DE L'OUEST GUYANAIS	9 624	2 755	2 675	2 781	-105	2 570	2 570	2 570	2 570	2 704	2 839	2 981	3 130
97307	MATOURY	CA DU CENTRE LITTORAL	30 377	3 591	3 275	3 653	-378	2 897	2 897	2 897	2 897	2 952	2 804	2 664	2 626
97308	SAINT-GEORGES	CC DE L'EST GUYANAIS	4 020	995	962	1 000	-38	924	924	924	924	972	1 021	1 072	1 125
97309	REMIRE-MONTJOLY	CA DU CENTRE LITTORAL	21 165	2 804	2 699	2 906	-208	2 491	2 491	2 491	2 491	2 356	2 238	2 126	2 020
97310	ROURA	CA DU CENTRE LITTORAL	3 169	923	879	944	-65	814	814	814	814	858	901	946	993
97311	SAINT-LAURENT-DU-MARONI	CC DE L'OUEST GUYANAIS	41 157	5 358	5 086	5 463	-377	4 709	4 709	4 709	4 709	4 963	5 211	5 472	5 745
97312	SINNAMARY	CC DES SAVANES	3 138	463	311	443	-132	170	165	160	155	185	189	193	197
97313	MONTSINERY-TONNEGRANDE	CA DU CENTRE LITTORAL	2 543	396	348	395	-47	301	301	301	301	318	333	350	367
97314	OUANARY	CC DE L'EST GUYANAIS	132	30	21	30	-10	11	11	11	11	12	13	13	14
97352	SAUL	CC DE L'OUEST GUYANAIS	190	54	44	54	-10	34	34	34	34	36	38	40	41
97353	MARIPASOULA	CC DE L'OUEST GUYANAIS	10 041	3 575	3 526	3 628	-102	3 424	3 424	3 424	3 424	3 600	3 780	3 969	4 168
97356	CAMOPI	CC DE L'EST GUYANAIS	1 713	575	560	<i>579</i>	-18	542	542	542	542	570	598	628	659
97357	GRAND-SANTI	CC DE L'OUEST GUYANAIS	6 134	1 123	1 092	1 152	-59	1 033	1 033	1 033	1 033	1 087	1 142	1 199	1 259
97358	SAINT-ELIE	CC DES SAVANES	287	48	4	38	-33	-29	-29	-29	-29	2	2	2	2
97360	APATOU	CC DE L'OUEST GUYANAIS	7 312	1 210	1 188	1 244	-56	1 132	1 132	1 132	1 132	1 192	1 251	1 314	1 379
97361	AWALA-YALIMAPO	CC DE L'OUEST GUYANAIS	1 340	143	126	145	-20	106	106	106	106	112	118	124	130
97362	PAPAICHTON	CC DE L'OUEST GUYANAIS	6 174	1 312	1 277	1 334	-57	1 220	1 220	1 220	1 220	1 283	1 348	1 415	1 486

		Princi	paux critère	es détermi	nants	Compo	santes ava	nt réforme	(2014 en ŧ	€/hab.)	Projectio	ns 2020 <u>ha</u>	réform	e (€/hab.)	Proj	ections 20	20 <u>avec</u> réf	orme (€/h	nab.)		
Code INSEE	Nom commune	Pop. DGF 2015	Densité (hab/ha) corrigée	Régime fiscal EPCI	Pot. fiscal /hab. pr ecrêt.	Dotation de base	Dotation de superficie	Dotation parcs naturels	Compl. de garantie	Dotation compens ation	Forf.2015 hors CRFP	CRFP 2015- 2017	Ecrêt. 2016- 2020	Dotation totale 2020	Dotation de base	Dotation de ruralité	Dotation de centralité	Ajust. /garantie / écrêt.	Dotation totale 2020	Ecart en €/hab.	Ecart en %
97301	REGINA	1 041	0,00	FPU	94	72	215	0	0	0	269	-63	0	207	76	303	0	-126		46	22%
97302	CAYENNE	55 514	23,52	FPU	339	116	0	0	87	2	200	-63	0	136	76	0	58	5	139	3	2%
97303	IRACOUBO	1 989	0,01	FPU	233	79	238	0			304	-60	0	244	76	303	0	-81		54	22%
97304	KOUROU	25 848	0,12	FPU	361	107	27	0	59	1	180	-65	0	116	76		26	4	142	26	23%
97305	MACOURIA	10 561	0,28	FPU	159	97	12	0	0	0	99	-36	-	66	76	16	0	-11	81	15	23%
97306	MANA	9 624	0,02	FPU	59	96	218	0	0	0	294	-36	0	260	76	289	0	-49		57	22%
97307	MATOURY	30 377	2,19	FPU	197	108	1	0	35	0	134	-42	0	94	76	0	6	3	85	-9	-9%
97308	SAINT-GEORGES	4 020	0,02	FPU	70	87	182	0	0	0	262	-37	0	227	76	255	18	-72		49	22%
97309	REMIRE-MONTJOLY	21 165	4,58	FPU	263	104	1	0			141	-33	0	112	76	0	2	14		-21	-19%
97310	ROURA	3 169	0,01	FPU	235	83	249	0	32	0	295	-62	0	239	76	303	0	-88		53	22%
97311	SAINT-LAURENT-DU-MARONI	41 157	0,08	FPU	68	112	38	0	0	0	141	-32	0	112	76	51	43	-34		25	22%
97312	SINNAMARY	3 138	0,02	FPU	1 568	84	135	0	0	0	204	-139	-12	51	76	187	0	-198	64	14	27%
97313	MONTSINERY-TONNEGRANDE	2 543	0,04	FPU	457	81	80	0			182	-63	0	119	76	104	0	-35		26	22%
97314	OUANARY	132	0,00	FPU	92	64	193	0			246	-173	0	78	76	303	0	-280		21	27%
97352	SAUL	190	0,00	FPU	155	64	193	50	30	0	335	-156	0	178	76	303	0	-159		41	23%
97353	MARIPASOULA	10 041	0,00	FPU	39	96	289	4	0	0	351	-32	0	324	76	303	0	15		70	
97356	CAMOPI	1 713	0,00	FPU	18	78	233	43		0	338	-31	0	309	76	303	1	-3		67	22%
97357	GRAND-SANTI	6 134	0,03	FPU	32	91	121	0	·	0	187	-31	0	160	76	152	0	-32		35	22%
97358	SAINT-ELIE	287	0,00		7 983	64	193	23	0	0	657	-780	-10	-190	76	303	0	-363		206	-108%
97360	APATOU	7 312	0,04	FPU	39	93	93	0	0	0	169	-26	0	148	76	120	0	-17	180	32	22%
97361	AWALA-YALIMAPO	1 340	0,07	FPU	51	75	46	0	13	0	124	-47	0	78	76	61	0	-41	95	18	23%
97362	PAPAICHTON	6 174	0,00	FPU	33	91	142	2	0	0	218	-31	0	190	76	303	0	-147	232	42	22%

➤ LA REUNION (974)

				Donné	es avant réfo	rme (en millie	ers d'€)	Project	ions <u>hors</u> réfo	rme (en milli	ers d'€)	Projecti	ons <u>avec</u> réfo	rme (en milli	ers d'€)
Code INSEE	Nom commune	EPCI d'appartenance 2015	Population DGF 2015	Forfaitaire 2015 total	Forfaitaire 2016 estimée*	dont hors CRFP	dont CRFP	Forfaitaire 2017	Forfaitaire 2018	Forfaitaire 2019	Forfaitaire 2020	Forfaitaire 2017	Forfaitaire 2018	Forfaitaire 2019	Forfaitaire 2020
97401	AVIRONS	CIVIS	11 493	1 277	1 114	1 279	-166	948	948	948	948	985	936	921	908
97402	BRAS-PANON	CA CIREST	12 461	1 692	1 493	1 724	-232	1 261	1 261	1 261	1 261	1 309	1 253	1 233	1 215
97403	ENTRE-DEUX	CA DU SUD	6 606	764	660	775	-115	545	545	545	545	578	607	637	669
97404	ETANG-SALE	CIVIS	13 971	1 527	1 270	1 521	-251	1 019	1 019	1 019	1 019	1 082	1 136	1 193	1 185
97405	PETITE-ILE	CIVIS	11 718	1 527	1 356	1 532	-176	1 180	1 180	1 180	1 180	1 112	1 057	1 021	1 006
97406	PLAINE-DES-PALMISTES	CA CIREST	6 264	978	878	994	-116		763	763	763	799	759	732	721
97407	PORT	CA TERRITOIRE DE LA COTE OUEST	37 297	4 112	3 055	3 910	-855	2 160	2 150	2 140	2 129	2 262	2 355	2 454	2 558
97408	POSSESSION	CA TERRITOIRE DE LA COTE OUEST	31 155	3 770	3 364	3 850	-485	2 879	2 879	2 879	2 879	3 047	2 895	2 841	2 801
97409	SAINT-ANDRE	CA CIREST	55 246	6 417	5 672	6 583	-911	4 761	4 761	4 761	4 761	5 044	5 297	5 562	
97410	SAINT-BENOIT	CA CIREST	36 412	5 048	4 301	5 060	-759	3 542	3 542	3 542	3 542	3 758	3 843	3 781	3 728
97411	SAINT-DENIS	CA CINOR	147 882	23 910	20 402	23 512	-3 110	17 276	17 272	17 268	17 264	17 551	16 859	16 589	16 353
97412	SAINT-JOSEPH	CA DU SUD	37 819	5 157	4 615	5 213	-598	4 017	4 017	4 017	4 017	3 861	3 667	3 567	3 517
97413	SAINT-LEU	CA TERRITOIRE DE LA COTE OUEST	33 798	3 907	3 425	3 929	-504	2 921	2 921	2 921	2 921	3 092	3 061	3 012	2 969
97414	SAINT-LOUIS	CIVIS	53 510	6 528	5 459	6 535	-1 075	4 384	4 384	4 384	4 384	4 657	4 819	4 742	4 674
97415	SAINT-PAUL	CA TERRITOIRE DE LA COTE OUEST	107 498	14 321	12 297	14 278	-1 981	10 317	10 317	10 317	10 317	10 932	11 478	12 052	12 655
97416	SAINT-PIERRE	CIVIS	82 237	10 784	9 189	10 856	-1 667	7 522	7 522	7 522	7 522	7 981	8 380	8 799	
97417	SAINT-PHILIPPE	CA DU SUD	5 162	661	558	662	-103	455	455	455	455	483	507	533	559
97418	SAINTE-MARIE	CA CINOR	32 056	3 705	3 194	3 815	-621	2 574	2 574	2 574	2 574	2 733	2 870	2 853	
97419	SAINTE-ROSE	CA CIREST	6 888	819	671	820	-149	523	523	523	523	557	584	614	644
97420	SAINTE-SUZANNE	CA CINOR	22 640	2 619	2 196	2 598	-402	1 794	1 794	1 794	1 794	1 841	1 824	1 795	
97421	SALAZIE	CA CIREST	7 633	830	725	822	-96	629	629	629	629	666	699	734	770
97422	TAMPON	CA DU SUD	77 594	10 761	9 627	10 825	-1 198	8 429	8 429	8 429	8 429	8 910	9 356	9 264	9 133
97423	TROIS-BASSINS	CA TERRITOIRE DE LA COTE OUEST	7 513	741	630	733	-104	526	526	526	526	558	586	615	646
97424	CILAOS	CIVIS	5 754	698	560	693	-133	427	427	427	427	455	477	501	526

		Princi	paux critère	es détermi	nants	Compo	santes avai	nt réforme	e (2014 en ŧ	E/hab.)	Projectio	ns 2020 <u>ho</u>	ors réforme	(€/hab.)	Proj	ections 20	20 <u>avec</u> réf	orme (€/h	ıab.)		
Code INSEE	Nom commune	Pop. DGF 2015	Densité (hab/ha) corrigée	Régime fiscal EPCI	Pot. fiscal /hab. pr ecrêt.	Dotation de base	Dotation de superficie	Dotation parcs naturels	Compl. de garantie	Dotation compens ation	Forf.2015 hors CRFP	CRFP 2015- 2017	Ecrêt. 2016- 2020	Dotation totale 2020	Dotation de base	Dotation de ruralité	Dotation de centralité	Ajust. /garantie / écrêt.	Dotation totale 2020	Ecart en €/hab.	Ecart en %
97401	AVIRONS	11 493	0,86	FPU	311	98	1	1	43	0	132	-50	0	82	76	0	0	3	79	-3	-4%
97402	BRAS-PANON	12 461	0,28	FPU	277	99	4	2	71	0	158	-62	0	99	76	15	0	4	95	-4	-4%
97403	ENTRE-DEUX	6 606	0,19	FPU	205	92	6	3	54	0	141	-61	0	81	76	22	0	1	99	18	23%
97404	ETANG-SALE	13 971	0,72	FPU	383	100	1	1	43	0	135	-61	0	73	76	6	0	3	85	12	16%
97405	PETITE-ILE	11 718	0,69	FPU	300	98	2	0	63	0	153	-53	0	100	76	6	0	3	85	-15	-15%
97406	PLAINE-DES-PALMISTES	6 264	0,14	FPU	275	91	7	5	98		181	-65	0	119	76	32	0	4	112	-6	-5%
97407	PORT	37 297	22,39	FPU	530	111	0	0	37	3	143	-77	-4	59	76	0	1	-6	71	12	20%
97408	POSSESSION	31 155	0,52	FPU	365	109	2	1	38		139	-52	0	90	76	8	0	3	88	-2	-3%
97409	SAINT-ANDRE	55 246	2,08	FPU	304	115	1	0	29		134	-53	0	84	76	0	50	-23		19	23%
97410	SAINT-BENOIT	36 412	0,32	FPU	351	110	3	1	58	3	165	-68	0	97	76	14	9	4	102	5	5%
97411	SAINT-DENIS	147 882	2,06	FPU	457	126	1	0	71	2	192	-70	0	119	76	0	33	4	113	-6	-5%
97412	SAINT-JOSEPH	37 819	0,42	FPU	218	111	3	1	53	0	155	-52	0	105	76	10	2	4	92	-13	-12%
97413	SAINT-LEU	33 798	0,57	FPU	293	109	2	0	34	0	136	-50	0	86	76	8	1	3	87	1	2%
97414	SAINT-LOUIS	53 510	1,08	FPU	341	115	1	0	40	1	147	-65	0	82	76	0	8	3	87	5	7%
97415	SAINT-PAUL	107 498	0,88	FPU	356	122	1	0	42	1	157	-61	0	96	76	0	50	-7	118	22	23%
97416	SAINT-PIERRE	82 237	1,70	FPU	406	119	1	0	44	1	155	-65	0	91	76	0	46	-11	112	21	23%
97417	SAINT-PHILIPPE	5 162	0,07	FPU	233	89	16	6	61	0	160	-72	0	88	76	65	0	-33	108	20	23%
97418	SAINTE-MARIE	32 056	0,73	FPU	444	109	2	0	42	1	136	-62	0	78	76	6	0	3	85	7	9%
97419	SAINTE-ROSE	6 888	0,08	FPU	403	93	14	5	50	2	151	-75	0	76	76	56	0	-39	93	18	23%
97420	SAINTE-SUZANNE	22 640	0,78	FPU	318	106	1	0	40	1	141	-60	0	80	76	0	0	3	79	-1	-1%
97421	SALAZIE	7 633	0,14	FPU	205	94	7	3	38	0	134	-50	0	83	76	30	0	-4	102	19	22%
97422	TAMPON	77 594	0,92	FPU	232	119	1	0	46	0	157	-50	0	108	76	0	37	5	117	9	8%
97423	TROIS-BASSINS	7 513	0,35	FPU	291	93	3	1	35	0	124	-52	0	71	76	12	0	-1	87	16	23%
97424	CILAOS	5 754	0,13	FPU	351	91	8	4	62	0	155	-79	0	75	76	33	0	-17	92	17	23%

> SAINT PIERRE ET MIQUELON (975)

PROJECTION EN VALEUR DE LA DOTATION FORFAITAIRE 2016-2020

				Donné	es avant réfo	rme (en millie	ers d'€)	Project	ions <u>hors</u> réfo	rme (en milli	ers d'€)	Project	ions <u>avec</u> réfo	orme (en milli	ers d'€)
Code INSEE	Nom commune	EPCI d'appartenance 2015	Population DGF 2015	Forfaitaire 2015 total	Forfaitaire 2016 estimée*	dont hors CRFP	dont CRFP	Forfaitaire 2017	Forfaitaire 2018	Forfaitaire 2019	Forfaitaire 2020	Forfaitaire 2017	Forfaitaire 2018	Forfaitaire 2019	Forfaitaire 2020
97501	MIQUELON-LANGLADE		929	232	233	233	0	233	233	233	233	244	239	235	232
97502	SAINT-PIERRE		5 842	1 132	1 130	1 130	0	1 130	1 130	1 130	1 130	1 074	1 020	969	921

		Princi	paux critèi	res déterm	inants	Compo	santes ava	ant réforme	e (2014 en :	€/hab.)	Projectio	ns 2020 <u>h</u>	ors réform	e (€/hab.)	Pro	jections 20	20 <u>avec</u> réf	orme (€/h	ab.)		
Code INSEE	Nom commune	Pop. DGF 2015	Densité (hab/ha) corrigée	1 -	Pot. fiscal /hab. pr ecrêt.	Dotation de base	de	Dotation parcs naturels	de	Dotation compens ation		CRFP 2015- 2017	Ecrêt. 2016- 2020	Dotation totale 2020	Dotation de base	de	Dotation de centralité	Ajust. /garantie / écrêt.	Dotation totale 2020	Ecart en €/hab.	Ecart en %
97501	MIQUELON-LANGLADE	929	0,03			71	77	0	105	0	250	0	0	250	76	149	15	10	249	-1	0%
97502	SAINT-PIERRE	5 842	2,36			91	1	0	101	0	194	0	0	194	76	0	16	66	158	-36	-19%

➤ MAYOTTE (976)

				Donné	es avant réfo	rme (en millie	ers d'€)	Project	ions <u>hors</u> réfo	rme (en milli	ers d'€)	Project	ions <u>avec</u> réfo	orme (en milli	ers d'€)
Code INSEE	Nom commune	EPCI d'appartenance 2015	Population DGF 2015	Forfaitaire 2015 total	Forfaitaire 2016 estimée*	dont hors CRFP	dont CRFP	Forfaitaire 2017	Forfaitaire 2018	Forfaitaire 2019	Forfaitaire 2020	Forfaitaire 2017	Forfaitaire 2018	Forfaitaire 2019	Forfaitaire 2020
97601	ACOUA		5 074	872	872	872	0	872	872	872	872	828	787	747	710
97602	BANDRABOUA		10 554	1 765	1 765	1 765	0	1 765	1 765	1 765	1 765	1 677	1 593	1 513	1 437
97603	BANDRELE		8 080	1 426	1 426	1 426	0	1 426	1 426	1 426	1 426	1 355	1 287	1 223	1 161
97604	BOUENI		6 704	1 074	1 074	1 074	0	1 074	1 074	1 074	1 074	1 020	969	921	875
97605	CHICONI		7 374	1 149	1 149	1 149	0	1 149	1 149	1 149	1 149	1 092	1 037	985	936
97606	CHIRONGUI		8 310	1 392	1 392	1 392	0	1 392	1 392	1 392	1 392	1 322	1 256	1 193	1 133
97607	DEMBENI		11 109	1 810	1 810	1 810	0	1 810	1 810	1 810	1 810	1 719	1 633	1 552	1 474
97608	DZAOUDZI	CC DE PETITE-TERRE	14 775	2 192	2 192	2 192	0	2 192	2 192	2 192	2 192	2 202	2 092	1 987	1 888
97609	KANI-KELI		5 236	932	932	932	0	932	932	932	932	885	841	799	759
97610	KOUNGOU		26 784	3 549	3 549	3 549	0	3 549	3 549	3 549	3 549	3 593	3 413	3 243	3 081
97611	MAMOUDZOU		58 350	8 447	8 447	8 447	0	8 447	8 447	8 447	8 447	8 218	7 807	7 417	7 046
97612	MTSAMBORO		8 142	1 394	1 394	1 394	0	1 394	1 394	1 394	1 394	1 324	1 258	1 195	1 136
97613	M'TSANGAMOUJI		6 512	1 062	1 062	1 062	0	1 062	1 062	1 062	1 062	1 008	958	910	865
97614	OUANGANI		9 946	1 402	1 402	1 402	0	1 402	1 402	1 402	1 402	1 332	1 266	1 202	1 142
97615	PAMANDZI	CC DE PETITE-TERRE	10 223	1 464	1 464	1 464	0	1 464	1 464	1 464	1 464	1 390	1 321	1 255	1 192
97616	SADA		10 504	1 625	1 625	1 625	0	1 625	1 625	1 625	1 625	1 544	1 467	1 394	1 324
97617	TSINGONI		10 666	1 721	1 721	1 721	0	1 721	1 721	1 721	1 721	1 635	1 553	1 475	1 402

		Princi	ipaux critèr	es détermi	nants	Compo	santes ava	nt réforme	(2014 en	€/hab.)	Projectio	ns 2020 <u>ho</u>	<u>rs</u> réform	e (€/hab.)	Proj	ections 20	20 <u>avec</u> réf	orme (€/h	ab.)		
Code INSEE	Nom commune	Pop. DGF 2015	Densité (hab/ha) corrigée	Régime fiscal EPCI	Pot. fiscal /hab. pr ecrêt.	Dotation de base	Dotation de superficie	Dotation parcs naturels	Compl. de garantie	Dotation compens ation	Forf.2015 hors CRFP	CRFP 2015- 2017	Ecrêt. 2016- 2020	Dotation totale 2020	Dotation de base	Dotation de ruralité	Dotation de centralité	Ajust. /garantie / écrêt.	Dotation totale 2020	Ecart en €/hab.	Ecart en %
97601	ACOUA	5 074	0,78		94	89	1	2	80	0	172	0	0	172	76	0	15	49	140	-32	
97602	BANDRABOUA	10 554	0,64		101	97	1	1	68	0	167	0	0	167	76	7	20	34	136	-31	-19%
97603	BANDRELE	8 080	0,44		131	94	1	1	80		176	0	0	176	76	10		40	144	-33	
97604	BOUENI	6 704			112	92	1	1	66	0	160	0	0	160	76	0	17	38	130	-30	
97605	CHICONI	7 374	1,76		93	93	0	1	61	0	156	0	0	156	76	0	18	34	127	-29	
97606	CHIRONGUI	8 310	0,57		118	95	1	1	71		167	0	0	167	76	8	18	35		-31	
97607	DEMBENI	11 109	0,57		76	98	1	1	63	0	163	0	0	163	76	8	20	29	133	-30	-19%
97608	DZAOUDZI	14 775	4,41	FA	129	101	0	1	47		148	0	0	148	76	0	37	15	128	-21	
97609	KANI-KELI	5 236	0,51		101	90	1	2	85	0	178	0	0	178	76	9	15	45	145	-33	
97610	KOUNGOU	26 784	1,88		102	107	0	0	25	0	132	0	0	132	76	0	26	13	115	-17	-13%
97611	MAMOUDZOU	58 350	2,78		240	116	0	0	29	0	145	0	0	145	76	0	31	14	121	-24	
97612	MTSAMBORO	8 142	1,18		77	94	1	1	75	0	171	0	0	171	76	0	18	46	139	-32	-19%
97613	M'TSANGAMOUJI	6 512	0,59		68	92	1	1	69	0	163	0	0	163	76	7	17	33	133	-30	-19%
97614	OUANGANI	9 946	1,04		43	97	1	1	43	0	141	0	0	141	76	0	19	20	115	-26	-19%
97615	PAMANDZI	10 223	4,76	FA	160	97	0	1	45	0	143	0	0	143	76	0	9	32	117	-27	-19%
97616	SADA	10 504	1,88		98	97	0	1	56	0	155	0	0	155	76	0	20	30	126	-29	
97617	TSINGONI	10 666	0,61		94	97	1	1	62	0	161	0	0	161	76	7	20	29	131	-30	-19%

> WALLIS ET FUTUNA (986)

PROJECTION EN VALEUR DE LA DOTATION FORFAITAIRE 2016-2020

				Donné	es avant réfo	rme (en millie	ers d'€)	Project	ions <u>hors</u> réfo	rme (en milli	ers d'€)	Project	ions <u>avec</u> réfo	orme (en milli	ers d'€)
Code INSEE	Nom commune	EPCI d'appartenance 2015	Population DGF 2015	Forfaitaire 2015 total	Forfaitaire 2016 estimée*	dont hors CRFP	dont CRFP	Forfaitaire 2017	Forfaitaire 2018	Forfaitaire 2019	Forfaitaire 2020	Forfaitaire 2017	Forfaitaire 2018	Forfaitaire 2019	Forfaitaire 2020
98611	ALO		2 370	635	635	635	0	635	635	635	635	603	573	544	517
98612	SIGAVE		1 574	462	462	462	0	462	462	462	462	439	417	396	377
98613	UVEA		9 129	1 696	1 696	1 696	0	1 696	1 696	1 696	1 696	1 611	1 531	1 454	1 382

		Princi	paux critèr	es détermi	inants	Compo	santes ava	int réforme	(2014 en t	€/hab.)	Projection	ns 2020 <u>ho</u>	ors réform	e (€/hab.)	Proj	ections 20	20 <u>avec</u> réf	orme (€/h	ab.)		
Code INSEE	Nom commune	Pop. DGF 2015	Densité (hab/ha) corrigée	Régime fiscal EPCI	Pot. fiscal /hab. pr ecrêt.	de base	de	Dotation parcs naturels	de	Dotation compens ation	Forf.2015 hors CRFP	CRFP 2015- 2017	Ecrêt. 2016- 2020	Dotation totale 2020	Dotation de base	de	Dotation de centralité	/garantie	Dotation totale 2020	Ecart en €/hab.	Ecart en %
98611	ALO	2 370	0,26			81	13	0	179	0	268	0	0	268	76	17	15	110	218	-50	-19%
98612	SIGAVE	1 574	0,44			77	7	0	212	0	294	0	0	294	76	10	15	139	239	-54	-19%
98613	UVEA	9 129	0,88	, and the second		96	4	0	88	0	186	0	0	186	76	0	19	57	151	-34	-19%

> POLYNESIE FRANCAISE (987)

				Donné	es avant réfo	rme (en milli	ers d'€)	Project	ions <u>hors</u> réfo	orme (en milli	ers d'€)	Project	ions <u>avec</u> réfe	orme (en mill	iers d'€)
Code INSEE	Nom commune	EPCI d'appartenance 2015	Population DGF 2015	Forfaitaire 2015 total	Forfaitaire 2016 estimée*	dont hors CRFP	dont CRFP	Forfaitaire 2017	Forfaitaire 2018	Forfaitaire 2019	Forfaitaire 2020	Forfaitaire 2017	Forfaitaire 2018	Forfaitaire 2019	Forfaitaire 2020
98711	ANAA		956	315	315	315	0	315	315	315	315	299	284	270	257
98712	ARUE		9 745	1 602	1 602	1 602	0		1 602	1 602		1 522	1 446	1 373	1 305
98713	ARUTUA		1 671	424	424	424	0		424	424	424	402	382	363	345
98714	BORA-BORA		9 978	1 478	1 478	1 478			1 478	1 478	_	1 404		1 267	1 204
98715	FAAA		30 329	4 748	4 748	4 748				4 748		4 510	4 285	4 071	3 867
98716	FAKARAVA		1 669	556	556	556	0		556	556	556	528	502	477	453
98717	FANGATAU		324	222	222	222	0		222	222	222	210	200	190	180
98718	FATU-HIVA	CC DES ILES MARQUISES	667	325	325	325	0		325	325	325	309	293	279	265
98719	GAMBIER		1 463	380	380	380			380	380		361	343	326	310
98720	HAO		1 617	441	441	441	0		441	441	441	419	398	378	359
98721	HIKUERU		260	215	215	215			215	215		204	194	184	175
98722	HITIAA-O-TE-RA		9 886	1 710	1 710	1 710			1 710	1 710		1 624	1 543	1 466	1 393
98723	HIVA-OA	CC DES ILES MARQUISES	2 534	854	854	854	0		854	854	854	812	771	732	696
98724	HUAHINE		6 754	1 167	1 167	1 167	0		1 167	1 167	1 167	1 108	1 053	1 000	950
98725	MAHINA		14 774	2 161	2 161	2 161	0		2 161	2 161	2 161	2 053	1 950	1 853	1 760
98726	MAKEMO		1 738	502	502	502	0		502	502	502	477	453	431	409
98727	MANIHI		1 334	387	387	387	0		387	387	387	367	349	332	315
98728	MAUPITI		1 358	389	389	389	0		389	389	389	370	351	333	317
98729	MOOREA-MAIAO		18 330	2 566	2 566	2 566	0		2 566	2 566	2 566	2 438	2 316	2 200	2 090
98730	NAPUKA		380	223	223	223	0		223	223	223	212	201	191	182
98731	NUKU-HIVA	CC DES ILES MARQUISES	3 292	875	875	875	0		875	875	875	853	810	770	731
98732	NUKUTAVAKE		361	218	218	218			218	218		207	197	187	178
98733	PAEA		12 808	1 984	1 984	1 984	0		1 984	1 984	1 984	1 884	1 790	1 701	1 616
98734	PAPARA		11 674	1 747	1 747	1 747			1 747	1 747		1 659	1 576	1 498	1 423
98735	PAPEETE		26 578	4 654	4 654	4 654	0		4 654	4 654	4 654	4 421	4 200	3 990	3 791
98736	PIRAE		14 760	2 415	2 415	2 415			2 415	2 415	2 415	2 294	2 180	2 071	1 967
98737	PUKAPUKA		167	194	194	194			194	194	194	185	175	167	158
98738	PUNAAUIA		28 472	3 943	3 943	3 943	0		3 943	3 943	3 943	3 834	3 643	3 461	3 287
98739	RAIVAVAE		1 029	323	323	323	0		323	323	323	307	291	277	263
98740	RANGIROA		3 697	856	856	856	0		856	856	856	813	772	734	697
98741	RAPA		570	255	255	255			255	255		242	230	219	208
98742	REAO		663	255	255	255	0		255	255	255	242	230	218	207
98743	RIMATARA		920	289	289	289	0		289	289	289	275	261	248	236
98744	RURUTU		2 507	498	498	498			498	498	498	473	449	427	405
98745	TAHAA		5 591	1 024	1 024	1 024	0		1 024	1 024	1 024	973	924	878	834
98746	TAHUATA	CC DES ILES MARQUISES	753	299	299	299	0		299	299	299	284	270	256	243
98747	TAIARAPU-EST		12 976	1 984	1 984	1 984	0		1 984	1 984	1 984	1 885	1 791	1 701	1 616
98748	TAIARAPU-OUEST		8 118	1 364	1 364	1 364	0		1 364	1 364	1 364	1 296	1 231	1 170	1 111
98749	TAKAROA		1 339	401	401	401	0		401	401	401	381	362	344	326
98750	TAPUTAPUATEA	CC DE HAVA'I	4 974	1 000	1 000	1 000			1 000	1 000		950	903	857	815
98751	ТАТАКОТО		304	206	206	206	0		206	206	206	196	186	177	168
98752	TEVA-I-UTA		9 852	1 607	1 607	1 607	0		1 607	1 607	1 607	1 526	1 450	1 378	1 309
98753	TUBUAI		2 417	550	550	550			550	550	550	522	496	472	448
98754	TUMARAA	CC DE HAVA'I	3 952	877	877	877	0		877	877	877	833	792	752	714
98755	TUREIA		319	405	405	405	0		405	405	405	385	366	348	330
98756	UA-HUKA	CC DES ILES MARQUISES	668	309	309	309	0		309	309	309	294	279	265	252
98757	UA-POU	CC DES ILES MARQUISES	2 318	639	639	639	0		639	639	639	607	577	548	520
98758	UTUROA		4 222	908	908	908	0	908	908	908	908	862	819	778	739

		Princi	ipaux critère	es déterm	inants	Compo	santes ava	nt réforme	(2014 en e	€/hab.)	Projectio	ns 2020 <u>ho</u>	ors réform	e (€/hab.)	Pro	jections 20	20 <u>avec</u> réf	orme (€/h	ab.)		
Code		Dan DCE	Densité	Régime	Pot. fiscal	Detetion	Dotation	Dotation	Compl.	Dotation	Forf.2015	CRFP	Ecrêt.	Dotation	Detetion	Dotation	Dotation	Ajust.	Dotation	Facut on	Facut on
Code INSEE	Nom commune	Pop. DGF 2015	(hab/ha)	fiscal	/hab. pr	Dotation de base	de	parcs	de	compens	hors	2015-	2016-	totale	Dotation de base	de	de	/garantie	totale	Ecart en €/hab.	Ecart en %
INSEE		2013	corrigée	EPCI	ecrêt.	ue base	superficie	naturels	garantie	ation	CRFP	2017	2020	2020	ue base	ruralité	centralité	/ écrêt.	2020	€/IIab.	/*
98711	ANAA	956	0,17			71	19	0	239	0	329	0	0	329	76	26	15	151	268	-61	-19%
98712	ARUE	9 745	4,85			96	1	0	67	0	164	0	0	164	76	0	19	39	134	-30	-19%
98713	ARUTUA	1 671	0,32			77	9	0	167	0	253	0	0	253	76	14	15	102	206	-47	
98714	BORA-BORA	9 978	2,42			97	1	0	50			0	0		76			25		-27	
98715	FAAA	30 329	8,85			109	0					0	0		76			25		-29	
98716	FAKARAVA	1 669	0,11			77	28			0		0			76			142	271	-62	
98717	FANGATAU	324	0,11			64	27	0	592	0	00.	0	0		76			443	557	-127	
98718	FATU-HIVA	667	0,07	FPU		68	41	0	379	0		0	0		76			263	397	-90	
98719	GAMBIER	1 463	0,41			76	8					0	0		76			110	212	-48	
98720 98721	HAO HIKUERU	1 617 260	0,18 0,06			77 64	17 50	0	178 711	0	273 826	0	0	273 826	76 76			108 526	222 672	-51 -153	
98722	HITIAA-O-TE-RA	9 886	0,06		-	97	70	0	69	0	173	0	0		76			36		-153	
98723	HIVA-OA	2 534	0,07	FPU		82	42	0		0		0	0		76			117	275	-63	
98724	HUAHINE	6 754	0,87	110		92	42	0		·		0	0		76			48		-32	
98725	MAHINA	14 774	2,87			101	1	0	44		146	0	0		76			21	119	-27	
98726	MAKEMO	1 738	0,13			78	24	0	187	0	289	0	0	289	76			112	235	-54	
98727	MANIHI	1 334	0,42			75	7	0	_	0		0	0		76			135	236	-54	
98728	MAUPITI	1 358	1,14			75	3	0	209	0	286	0	0	286	76			143	233	-53	
98729	MOOREA-MAIAO	18 330	1,24			103	2	0	34	0	140	0	0	140	76	0	23	15	114	-26	-19%
98730	NAPUKA	380	0,23			64	14	0	509	0	587	0	0	587	76	19	0	384	478	-109	-19%
98731	NUKU-HIVA	3 292	0,08	FPU		85	38	0	143	0	266	0	0	266	76	53	67	26	222	-44	-16%
98732	NUKUTAVAKE	361	0,17			64	19	0	521	0	604	0	0	604	76	25	0	391	492	-112	-19%
98733	PAEA	12 808	1,98			99	2	0	54	0	155	0	0	155	76	0		29		-29	
98734	PAPARA	11 674	1,24			98	3	0	49		150	0	0	150	76			26		-28	
98735	PAPEETE	26 578	15,44			107	0	0	68		175	0	0	175	76			41	143	-32	
98736	PIRAE	14 760	4,19			101	1	0			10-	0	0		76			36		-30	
98737	PUKAPUKA	167	0,17			64	19			0		0	0		76			846	948	-216	
98738	PUNAAUIA	28 472	3,77			108	1	0	30	0	150	0			76			13		-23	
98739	RAIVAVAE	1 029	0,57			72	5	0	236	0	314	0	0	314	76			157	256	-58	
98740	RANGIROA RAPA	3 697 570	0,28 0,13			86 66	11 23	0	134 359	0		0	0		76 76			82 241	188 364	-43 -83	
98741 98742	REAO	663	0,13			67	9	0		0		0	0		76			209	313	-83	
98743	RIMATARA	920	1,01			71	3	0	240	0	314	0	0		76			165	256	-58	
98744	RURUTU	2 507	0,75			82	4	0	113	0	199	0	0	199	76			65		-37	
98745	TAHAA	5 591	0,59			90	5	0		0		0	0		76			50		-34	
98746	TAHUATA	753	0,10	FPU		69	30	0		0		0	0		76			205	323	-74	
98747	TAIARAPU-EST	12 976	0,57			99	5	0	48			0	0		76			20		-28	
98748	TAIARAPU-OUEST	8 118	0,74			94	4	0	69		168	0	0	168	76			37		-31	
98749	TAKAROA	1 339	0,20			75	15	0	209	0	299	0	0	299	76	22		131	244	-56	
98750	TAPUTAPUATEA	4 974	0,58	FPU		89	5	0	106	0	201	0	0	201	76			64	164	-37	-19%
98751	ТАТАКОТО	304	0,20			64	16	0	599	0	679	0	0	679	76	22	0	456	553	-126	-19%
98752	TEVA-I-UTA	9 852	0,80			97	4	0	63	0	163	0	0		76			38	133	-30	
98753	TUBUAI	2 417	0,51			81	6	0	140	0	228	0	0		76			86		-42	
98754	TUMARAA	3 952	0,54	FPU		87	6	_		0		0	0		76			90	_	-41	
98755	TUREIA	319	0,20			64	15		_	0		0	0		76			938	1035	-236	
98756	UA-HUKA	668	0,08	FPU		68	40		355	0	.05	0	0		76			244	377	-86	
98757	UA-POU	2 318	0,21	FPU		81	15	0	180	0	276	0	0	276	76			112	225	-51	
98758	UTUROA	4 222	2,78			87	1	0	126	0	215	0	0	215	76	0	15	84	175	-40	-19%

> NOUVELLE CALEDONIE (988)

				Donné	es avant réfo	rme (en millie	ers d'€)	Project	ions <u>hors</u> réfo	rme (en milli	ers d'€)	Project	ions <u>avec</u> réfo	orme (en milli	ers d'€)
Code INSEE	Nom commune	EPCI d'appartenance 2015	Population DGF 2015	Forfaitaire 2015 total	Forfaitaire 2016 estimée*	dont hors CRFP	dont CRFP	Forfaitaire 2017	Forfaitaire 2018	Forfaitaire 2019	Forfaitaire 2020	Forfaitaire 2017	Forfaitaire 2018	Forfaitaire 2019	Forfaitaire 2020
98801	BELEP		1 611	375	375	375	0	375	375	375	375	357	339	322	
98802	BOULOUPARIS		3 764	710	710	710	0	710	710	710	710	745	783	814	802
98803	BOURAIL		6 649	1 343	1 343	1 343	0	1 343	1 343	1 343	1 343	1 284	1 220	1 159	1 101
98804	CANALA		5 926	1 152	1 152	1 152	0	1 152	1 152	1 152	1 152	1 095	1 040	988	
98805	DUMBEA		32 372	4 355	4 355	4 355	0	4 355	4 355	4 355	4 355	4 395	4 176	3 967	3 768
98806	FARINO		691	225	225	225	0	225	225	225	225	214	203	193	184
98807	HIENGHENE		3 944	947	947	947	0	947	947	947	947	995	945	898	
98808	HOUAILOU		6 401	1 306	1 306	1 306	0	1 306	1 306	1 306	1 306	1 331	1 264	1 201	1 141
98809	ILE-DES-PINS		3 033	593	593	593	0	593	593	593	593	563	535	508	483
98810	KAALA-GOMEN		2 589	712	712	712	0	712	712	712	712	732	695	660	627
98811	KONE		8 454	1 367	1 367	1 367	0	1 367	1 367	1 367	1 367	1 298	1 234	1 172	1 113
98812	KOUMAC		4 867	903	903	903	0	903	903	903	903	905	860	817	
98813	LAFOA		4 189	863	863	863	0	863	863	863	863	820	779	740	
98814	LIFOU		23 366	3 956	3 956	3 956	0	3 956	3 956	3 956	3 956	3 816	3 625	3 444	3 272
98815	MARE		12 598	2 186	2 186	2 186	0	2 186	2 186	2 186	2 186	2 077	1 973	1 874	
98816	MOINDOU		949	388	388	388	0	388	388	388	388	369	351	333	
98817	MONT-DORE		28 135	4 419	4 419	4 419	0	4 419	4 419	4 419	4 419	4 198	3 988	3 789	3 599
98818	NOUMEA		102 515	17 490	17 490	17 490	0	17 490	17 490	17 490	17 490	16 615	15 785	14 995	14 246
98819	OUEGOA		3 253	725	725	725	0	725	725	725	725	761	723	687	652
98820	OUVEA		8 327	1 368	1 368	1 368	0	1 368	1 368	1 368	1 368	1 299	1 234	1 173	1 114
98821	PAITA		21 928	2 996	2 996	2 996	0	2 996	2 996	2 996	2 996	3 146	2 989	2 839	2 697
98822	POINDIMIE		6 420	1 197	1 197	1 197	0	1 197	1 197	1 197	1 197	1 172	1 114	1 058	1 005
98823	POUNEHIROUEN		4 238	872	872	872	0	872	872	872	872	916	870	827	
98824	POUEBO		4 096	724	724	724	0	724	724	724	724	688	654	621	590
98825	POUEMBOUT		2 906	701	701	701	0	701	701	701	701	736	699	664	631
98826	POUM		2 127	553	553	553	0	553	553	553	553	532		480	
98827	POYA		3 620	767	767	767	0	767	767	767	767	806	765	744	
98828	SARRAMEA		886	281	281	281	0	281	281	281	281	267	254	241	229
98829	THIO		3 455	812	812	812	0	812	812	812	812	852	826	812	
98830	тоино		3 124	652	652	652	0	652	652	652	652	620		559	
98831	VOH		3 856	864	864	864	0	864	864	864	864	908	862	819	
98832	YATE		2 761	676	676	676	0	676	676	676	676	710		783	
98833	KOUAOUA		2 011	397	397	397	0	397	397	397	397	417	396	383	377

		Princi	ipaux critèr	es déterm	inants	Compo	santes ava	nt réforme	e (2014 en :	€/hab.)	Projectio	ns 2020 <u>h</u>	ors réforme	(€/hab.)	Proj	ections 202	20 <u>avec</u> réf	orme (€/h	ab.)		
Code INSEE	Nom commune	Pop. DGF 2015	Densité (hab/ha) corrigée	Régime fiscal EPCI	Pot. fiscal /hab. pr ecrêt.	Dotation de base	Dotation de superficie	Dotation parcs naturels	Compl. de garantie	Dotation compens ation	Forf.2015 hors CRFP	CRFP 2015- 2017	Ecrêt. 2016- 2020	Dotation totale 2020	Dotation de base	Dotation de ruralité	Dotation de centralité	Ajust. /garantie / écrêt.	Dotation totale 2020	Ecart en €/hab.	Ecart en %
98801	BELEP	1 611	0,23			76	15	0	154	0	233	0	0	233	76	19	15	80	190	-43	-19%
98802	BOULOUPARIS	3 764	0,04			84	89	0	36	0	189	0	0	189	76	114	15	8	213	25	13%
98803	BOURAIL	6 649	0,08			91	42	0	78	0	202	0	0	202	76	54	17	19	166	-36	-18%
98804	CANALA	5 926	0,13			90	27	0	92	0	194	0	0	194	76	33	16	34	158	-36	-19%
98805	DUMBEA	32 372	1,27			109	3	0	25	0	135	0	0	135	76	0	27	14	-	-18	-13%
98806	FARINO	691	0,13			67	24	0	249	0	326	0	0	326	76	33	15	142	266	-60	-19%
98807	HIENGHENE	3 944	0,04			86	95	0	73	0	240	0	0	240	76	119	15	9	219	-22	-9%
98808	HOUAILOU	6 401	0,07			91	51	0	70	0	204	0	0	204	76	65	17	21	178	-26	
98809	ILE-DES-PINS	3 033	0,19			83	17	0	100	0	196	0	0	196	76	23	15	46		-36	
98810	KAALA-GOMEN	2 589	0,04			82	92	0	106	0	275	0	0	275	76	123	15	28	242	-33	-12%
98811	KONE	8 454	0,22			95	14	0	52	0	162	0	0	162	76	20	18	18	132	-30	-19%
98812	KOUMAC	4 867	0,09			87	42	0	71	0	185	0	0	185	76	50	15	19	159	-26	-14%
98813	LAFOA	4 189	0,09			87	38	0	90	0	206	0	0	206	76	50	15	27	168	-38	
98814	LIFOU	23 366	0,19			105	18	0	51	0	169	0	0	169	76	23	25	16	140	-29	
98815	MARE	12 598	0,19			98	18	0	63	0	174	0	0	174	76	22	21	22	141	-32	-19%
98816	MOINDOU	949	0,03			71	115	0	241	0	409	0	0	409	76	161	15	82	333	-76	-19%
98817	MONT-DORE	28 135	0,43			107	8	0	45	0	157	0	0	157	76	10	26	16	128	-29	-19%
98818	NOUMEA	102 515	22,30			121	0	0	51	0	171	0	0	171	76	0	35	29	139	-32	-19%
98819	OUEGOA	3 253	0,05			84	70	0	79	0	223	0	0	223	76	89	15	20	201	-22	-10%
98820	OUVEA	8 327	0,63			94	5	0	67	0	164	0	0	164	76	7	18	33	134	-30	-19%
98821	PAITA	21 928	0,31			105	11	0	22	0	137	0	0	137	76	14	25	9	123	-14	-10%
98822	POINDIMIE	6 420	0,09			92	34	0	62	0	186	0	0	186	76	46	17	18		-30	
98823	POUNEHIROUEN	4 238	0,06			87	56	0	68	0	206	0	0	206	76	74	15	21	185	-21	-10%
98824	POUEBO	4 096	0,20			87	17	0	78	0	177	0	0	177	76	22	15	31	144	-33	-19%
98825	POUEMBOUT	2 906	0,04			81	94	0	107	0		0	0	241	76	102	15	24		-24	-10%
98826	POUM	2 127	0,04			80	74	0	114	0	260	0	0	260	76	99	15	25	214	-45	-18%
98827	POYA	3 620	0,04			84	86	0	60	0	212	0	0	212	76	104	15	8	203	-9	-4%
98828	SARRAMEA	886	0,08			71	39	0	209	0	318	0	0	318	76	54	15	114	259	-59	-19%
98829	THIO	3 455	0,03			85	97	0	60	0	235	0	0	235	76	132	15	9	232	-3	-1%
98830	тоино	3 124	0,11			84	29	0	94	0	209	0	0	209	76	40	15	40	170	-39	
98831	VOH	3 856	0,05			84	84	0	91	0	224	0	0	224	76	92	15	19	202	-22	-10%
98832	YATE	2 761	0,02			82	163	0	6	0	245	0	0	245	76	217	15	-10	298	53	
98833	KOUAOUA	2 011	0,05			79	65	0	61	0	198	0	0	198	76	90	15	7	188	-10	-5%

➤ GUADELOUPE (971)

				Donnée	s avant réfoi	me (en mill	iers d'€)	Projectio	ns <u>hors</u> réfo	rme (en mil	liers d'€)	Projectio	ns <u>avec</u> réfo	orme (en mil	liers d'€)		Bilan r	éforme	
Code INSEE	Nom commune	EPCI d'appartenance 2015	Pop. DGF 2015	DACOM 2015	dont DSU/DSR	dont DNP	DACOM projetée 2016	DACOM 2017	DACOM 2018	DACOM 2019	DACOM 2020	DACOM 2017	DACOM 2018	DACOM 2019	DACOM 2020	€/hab. 2020 <u>hors</u> réf.	€/hab. 2020 <u>avec</u> réf.	Ecart en €/hab.	Ecart en %
97101	ABYMES	CA CAP EXCELLENCE	60 028	4 358	3 308	1 050	4 673	5 014	5 128	5 242	5 356	4 879	4 993	5 107	5 221	90	88	-2	-3%
97102	ANSE-BERTRAND	CA DU NORD GRANDE TERRE	5 315	370	293	77	406	437	447	457	468	443	453	464	474	87	88	1	1%
97103	BAIE-MAHAULT	CA CAP EXCELLENCE	30 689	2 276	1 691	585	2 459	2 636	2 695	2 754	2 813	2 525	2 584	2 643	2 702	92	88	-4	-4%
97104	BAILLIF	CA DU SUD BASSE TERRE	5 482	376	302	74	421	453	464	475	486	467	478	488	499	86	88	2	3%
97105	BASSE-TERRE	CA DU SUD BASSE TERRE	11 836	859	652	207	906	972	994	1 016	1 038	942	964	986	1 008	91	88	-3	-3%
97106	BOUILLANTE	CA DU SUD BASSE TERRE	7 838	532	432	100	577	622	637	652	667	642	656	671	686	85	88	3	3%
97107	CAPESTERRE-BELLE-EAU	CA DU SUD BASSE TERRE	19 939	1 370	1 099	271	1 476	1 589	1 627	1 665	1 703	1 622	1 660	1 698	1 736	86	88	2	2%
97108	CAPESTERRE-DE-MARIE-GALAN	CC DE MARIE-GALANTE	3 581	240	197	43	260	281	287	294	301	293	300	306	313	85	88	3	4%
97109	GOURBEYRE	CA DU SUD BASSE TERRE	8 082	545	445	100	591	638	653	669	684	662	677	692	708	85	88	3	3%
97110	DESIRADE	CA LA RIVIERA DU LEVANT	1 748	119	96	23	128	138	141	145	148	142	145	149	152	86	88	2	3%
97111	DESHAIES	CA NORD BASSE TERRE	5 100	344	281	63	369	398	407	417	427	412	422	431	441	85	88	3	3%
97112	GRAND-BOURG	CC DE MARIE-GALANTE	5 844	416	322	94	447	481	492	503	514	477	488	499	510	89	88	-1	-1%
97113	GOSIER	CA LA RIVIERA DU LEVANT	28 259	2 084	1 557	526	2 267	2 431	2 485	2 540	2 595	2 344	2 399	2 453	2 508	91	88	-3	-3%
97114	GOYAVE	CA NORD BASSE TERRE	8 397	561	463	98	596	643	659	674	690	671	686	702	718	85	88	3	4%
97115	LAMENTIN	CA NORD BASSE TERRE	16 210	1 135	893	242	1 248	1 343	1 375	1 407	1 438	1 356	1 388	1 419	1 451	87	88	1	1%
97116	MORNE-A-L'EAU	CA DU NORD GRANDE TERRE	17 450	1 198	962	236	1 307	1 408	1 441	1 475	1 509	1 442	1 476	1 509	1 543	86	88	2	2%
97117	MOULE	CA DU NORD GRANDE TERRE	24 076	1 636	1 327	310	1 764	1 901	1 947	1 992	2 038	1 958	2 004	2 050	2 095	86	88	2	3%
97118	PETIT-BOURG	CA NORD BASSE TERRE	24 633	1 686	1 357	329	1 853	1 996	2 044	2 092	2 140	2 052	2 100	2 148	2 196	86	88	2	3%
97119	PETIT-CANAL	CA DU NORD GRANDE TERRE	8 263	536	455	81	593	642	658	674	690	690	706	722	738	82	88	6	7%
97120	POINTE-A-PITRE	CA CAP EXCELLENCE	16 575	1 371	913	458	1 484	1 580	1 613	1 645	1 677	1 382	1 415	1 447	1 479	100	88	-12	-12%
97121	POINTE-NOIRE	CA NORD BASSE TERRE	7 225	487	398	89	518	559	572	586	599	578	591	605	618	85	88	3	3%
97122	PORT-LOUIS	CA DU NORD GRANDE TERRE	5 876	401	324	77	441	476	487	499	510	491	503	514	526	85	88	3	3%
97124	SAINT-CLAUDE	CA DU SUD BASSE TERRE	10 834	735	597	138	801	863	884	905	926	893	913	934	955	85	88	3	3%
97125	SAINT-FRANCOIS	CA LA RIVIERA DU LEVANT	17 290	1 239	953	286	1 340	1 439	1 473	1 506	1 539	1 420	1 453	1 486	1 519	89	88	-1	-1%
97126	SAINT-LOUIS	CC DE MARIE-GALANTE	2 771	188	153	35	202	217	223	228	233	224	229	234	240	86	88	2	3%
97128	SAINTE-ANNE	CA LA RIVIERA DU LEVANT	27 594	1 946	1 520	426	2 104	2 262	2 315	2 367	2 420	2 260	2 312	2 365	2 418	88	88	0	0%
97129	SAINTE-ROSE	CA NORD BASSE TERRE	21 036	1 395	1 159	236	1 507	1 627	1 667	1 706	1 746	1 711	1 751	1 791	1 831	84	88	4	5%
97130	TERRE-DE-BAS	CA DU SUD BASSE TERRE	1 278	86	70	15	91	98	100	102	105	101	104	106	109	85	88	3	4%
97131	TERRE-DE-HAUT	CA DU SUD BASSE TERRE	2 168	152	119	33	161	173	177	181	185	173	177	181	185	88	88	0	0%
97132	TROIS-RIVIERES	CA DU SUD BASSE TERRE	9 100	605	501	104	650	702	719	736	753	736	753	770	787	84	88	4	4%
97133	VIEUX-FORT	CA DU SUD BASSE TERRE	1 875	125	103	21	137	147	151	155	158	155	159	163	166	84	88	4	5%
97134	VIEUX-HABITANTS	CA DU SUD BASSE TERRE	7 866	529	433	96	570	614	629	644	659	638	653	668	683	85	88	3	

➤ MARTINIQUE (972)

				Donnée	s avant réfo	rme (en milli	iers d'€)	Projection	ons <u>hors</u> réfo	rme (en mil	liers d'€)	Projection	ns <u>avec</u> réfo	rme (en mil	liers d'€)		Bilan re	éforme	
Code INSEE	Nom commune	EPCI d'appartenance 2015	Pop. DGF 2015	DACOM 2015	dont DSU/DSR	dont DNP	DACOM projetée 2016	DACOM 2017	DACOM 2018	DACOM 2019	DACOM 2020	DACOM 2017	DACOM 2018	DACOM 2019	DACOM 2020	€/hab. 2020 <u>hors</u> réf.	€/hab. 2020 <u>avec</u> réf.	Ecart en €/hab.	Ecart en %
97201	AJOUPA-BOUILLON	CA DU PAYS NORD MARTINIQUE	1 829	124	101	23	137	148	152	155	159	154	157	161	164	85	88	3	4%
97202	ANSES-D'ARLET	CA ESPACE SUD MARTINIQUE	4 455	309	245	64	337	363	371	380	389	369	377	386	394	87	88	1	1%
97203	BASSE-POINTE	CA DU PAYS NORD MARTINIQUE	3 704	256	204	52	275	296	303	310	317	300	307	314	321	87	88	1	1%
97204	CARBET	CA DU PAYS NORD MARTINIQUE	4 008	269	221	48	293	316	323	331	339	330	337	345	353	84	88	3	4%
97205	CASE-PILOTE	CA DU PAYS NORD MARTINIQUE	4 582	333	252	80	360	387	395	404	413	378	386	395	404	90	88	-2	
97206	DIAMANT	CA ESPACE SUD MARTINIQUE	6 776	473	373	100	518	557	571	584	597	564	577	590	603	87		1	1%
97207	DUCOS	CA ESPACE SUD MARTINIQUE	17 419	1 198	960	239	1 302	1 402	1 436	1 469	1 503	1 434	1 467	1 501	1 534	86	88	2	
97208	FONDS-SAINT-DENIS	CA DU PAYS NORD MARTINIQUE	863	55	48	8	60	64	66	68	69	70	71	73	75	82	88	6	0,0
97209	FORT-DE-FRANCE	CA DU CENTRE DE LA MARTINIQUE	87 627	6 517	4 828	1 689	6 925	7 419	7 584	7 749	7 913	7 064	7 229	7 394	7 558	92	88	-4	-4%
97210	FRANCOIS	CA ESPACE SUD MARTINIQUE	19 101	1 324	1 052	272	1 425	1 534	1 570	1 606	1 642	1 555	1 591	1 627	1 663	87	88	1	1%
97211	GRAND'RIVIERE	CA DU PAYS NORD MARTINIQUE	574	38	32	7	45	48	50	51	52	52	53	54	55	83	88	5	6%
97212	GROS-MORNE	CA DU PAYS NORD MARTINIQUE	10 532	732	580	152	778	837	857	876	896	844	863	883	903	87	88	1	1%
97213	LAMENTIN	CA DU CENTRE DE LA MARTINIQUE	40 604	2 957	2 237	719	3 217	3 453	3 532	3 610	3 689	3 369	3 448	3 526	3 605	90	88	-2	-2%
97214	LORRAIN	CA DU PAYS NORD MARTINIQUE	7 439	519	410	109	555	597	611	625	639	602	616	630	644	87	88	1	1%
97215	MACOUBA	CA DU PAYS NORD MARTINIQUE	1 167	77	64	12	82	88	90	93	95	93	96	98	100	84	88	4	5%
97216	MARIGOT	CA DU PAYS NORD MARTINIQUE	3 652	250	201	49	264	285	292	298	305	291	298	305	312	86	88	2	2%
97217	MARIN	CA ESPACE SUD MARTINIQUE	8 876	622	489	133	674	725	742	759	776	729	746	763	780	87	88	1	1%
97218	MORNE-ROUGE	CA DU PAYS NORD MARTINIQUE	5 217	354	287	67	385	415	425	435	445	429	439	449	459	85	88	3	3%
97219	PRECHEUR	CA DU PAYS NORD MARTINIQUE	1 777	116	98	18	126	136	139	143	146	145	148	152	155	83	88	5	6%
97220	RIVIERE-PILOTE	CA ESPACE SUD MARTINIQUE	13 056	839	719	119	896	969	993	1 018	1 042	1 046	1 070	1 095	1 119	82	88	6	7%
97221	RIVIERE-SALEE	CA ESPACE SUD MARTINIQUE	13 114	893	723	171	972	1 048	1 073	1 098	1 123	1 080	1 105	1 130	1 156	86	88	2	3%
97222	ROBERT	CA DU PAYS NORD MARTINIQUE	24 377	1 705	1 343	362	1 823	1 961	2 007	2 053	2 099	1 970	2 016	2 062	2 108	88	88	0	0%
97223	SAINT-ESPRIT	CA ESPACE SUD MARTINIQUE	9 758	655	538	117	709	764	783	802	820	797	816	834	853	85	88	3	4%
97224	SAINT-JOSEPH	CA DU CENTRE DE LA MARTINIQUE	17 096	1 143	942	201	1 256	1 356	1 389	1 422	1 455	1 423	1 456	1 489	1 522	84	88	4	5%
97225	SAINT-PIERRE	CA DU PAYS NORD MARTINIQUE	4 498	301	248	53	324	349	358	366	375	365	373	382	390	84	88	4	4%
97226	SAINTE-ANNE	CA ESPACE SUD MARTINIQUE	6 476	459	357	102	490	526	538	551	563	523	535	547	559	89	88	-1	-1%
97227	SAINTE-LUCE	CA ESPACE SUD MARTINIQUE	10 922	734	602	132	793	855	876	897	918	891	911	932	953	85	88	3	4%
97228	SAINTE-MARIE	CA DU PAYS NORD MARTINIQUE	17 704	1 266	975	291	1 360	1 460	1 494	1 528	1 561	1 441	1 475	1 509	1 542	89	88	-1	-1%
97229	SCHOELCHER	CA DU CENTRE DE LA MARTINIQUE	20 786	1 467	1 145	322	1 575	1 693	1 733	1 772	1 812	1 690	1 730	1 769	1 809	88	88	0	0%
97230	TRINITE	CA DU PAYS NORD MARTINIQUE	13 923	975	767	208	1 051	1 130	1 157	1 183	1 210	1 137	1 163	1 190	1 216	88	88	0	1%
97231	TROIS-ILETS	CA ESPACE SUD MARTINIQUE	8 986	612	495	117	672	724	742	759	777	748	765	783	800	85	88	3	3%
97232	VAUCLIN	CA ESPACE SUD MARTINIQUE	9 609	651	529	122	705	760	779	797	815	786	805	823	841	85	88	3	3%
97233	MORNE-VERT	CA DU PAYS NORD MARTINIQUE	1 978	129	109	20	141	152	156	160	163	162	166	170	173	83	88	5	6%
97234	BELLEFONTAINE	CA DU PAYS NORD MARTINIQUE	1 626	125	90	35	138	147	150	154	157	138	141	144	147	94	88	-6	

> GUYANE (973)

				Donnée	s avant réfo	rme (en mill	iers d'€)	Projection	ons <u>hors</u> réfo	rme (en mil	liers d'€)	Projectio	ns <u>avec</u> réfo	rme (en mil	lliers d'€)		Bilan re	éforme	
Code INSEE	Nom commune	EPCI d'appartenance 2015	Pop. DGF 2015	DACOM 2015	dont DSU/DSR	dont DNP	DACOM projetée 2016	DACOM 2017	DACOM 2018	DACOM 2019	DACOM 2020	DACOM 2017	DACOM 2018	DACOM 2019	DACOM 2020	€/hab. 2020 <u>hors</u> réf.	€/hab. 2020 <u>avec</u> réf.	Ecart en €/hab.	Ecart en %
97301	REGINA	CC DE L'EST GUYANAIS	1 041	66	57	9	74	80	82	84	86	87	89	91	93	81	88	7	8%
97302	CAYENNE	CA DU CENTRE LITTORAL	55 514	4 179	3 059	1 120	4 504	4 821	4 927	5 032	5 138	4 526	4 631	4 737	4 842	93	88	-5	-6%
97303	IRACOUBO	CC DES SAVANES	1 989	135	110	25	148	159	163	167	171	164	168	172	176	85	88	3	3%
97304	KOUROU	CC DES SAVANES	25 848	1 929	1 424	505	2 113	2 263	2 314	2 364	2 414	2 151	2 201	2 252	2 302	92			1 2,0
97305	MACOURIA	CA DU CENTRE LITTORAL	10 561	755	582	173	844	906	927	948	969	899	920	940	961	89	88	-1	-1%
97306	MANA	CC DE L'OUEST GUYANAIS	9 624	628	530	98	703	760	779	798	817	813	832	851	870	83	88	5	6%
97307	MATOURY	CA DU CENTRE LITTORAL	30 377	2 158	1 674	484	2 384	2 562	2 621	2 681	2 740	2 544	2 604	2 663	2 722	89	88	-1	
97308	SAINT-GEORGES	CC DE L'EST GUYANAIS	4 020	262	222	41	290	314	321	329	337	335	343	351	358	83	88	5	6%
97309	REMIRE-MONTJOLY	CA DU CENTRE LITTORAL	21 165	1 491	1 166	325	1 684	1 811	1 854	1 896	1 939	1 821	1 863	1 906	1 948	88	88	0	0%
97310	ROURA	CA DU CENTRE LITTORAL	3 169	230	175	56	265	285	291	298	305	281	287	294	300	89	88	-1	-1%
97311	SAINT-LAURENT-DU-MARONI	CC DE L'OUEST GUYANAIS	41 157	2 754	2 268	487	3 067	3 310	3 390	3 471	3 552	3 461	3 542	3 623	3 703	84	88	4	4%
97312	SINNAMARY	CC DES SAVANES	3 138	236	173	63	251	268	274	280	286	252	257	263	269	94	88	-6	-6%
97313	MONTSINERY-TONNEGRANDE	CA DU CENTRE LITTORAL	2 543	179	140	39	195	210	214	219	224	209	214	219	223	88	88	0	0%
97314	OUANARY	CC DE L'EST GUYANAIS	132	8	7	1	10	11	11	11	11	12	12	12	13	80	88	8	10%
97352	SAUL	CC DE L'OUEST GUYANAIS	190	12	10	2	14	15	15	15	16	16	16	16	17	83	88	5	6%
97353	MARIPASOULA	CC DE L'OUEST GUYANAIS	10 041	639	553	86	734	795	815	836	856	870	891	911	931	81	88	7	9%
97356	CAMOPI	CC DE L'EST GUYANAIS	1 713	121	94	26	134	144	147	151	154	144	148	151	154	88	88	0	0%
97357	GRAND-SANTI	CC DE L'OUEST GUYANAIS	6 134	389	338	51	445	482	495	507	520	530	542	555	567	81	88	7	9%
97358	SAINT-ELIE	CC DES SAVANES	287	35	16	20	29	30	30	31	31	12	13	13	13	204	88	-116	
97360	APATOU	CC DE L'OUEST GUYANAIS	7 312	475	403	72	542	586	601	616	630	631	646	660	675	82	88	6	7%
97361	AWALA-YALIMAPO	CC DE L'OUEST GUYANAIS	1 340	86	74	12	95	103	106	108	111	112	115	117	120	81	88	7	8%
97362	PAPAICHTON	CC DE L'OUEST GUYANAIS	6 174	391	340	51	443	480	493	505	517	527	540	552	564	81	88	7	9%

➤ LA REUNION (974)

				2015 DSU/DSR dont DNP copietée 2016 760 633 127 831 852 687 165 946 440 364 76 487 962 770 192 1 043 789 646 143 863 426 345 81 474 2 662 2 055 607 2 824 2 190 1 717 473 2 422 3 795 3 044 751 4 215 2 580 2 006 574 2 806 10 672 8 148 2 523 11 386 2 603 2 084 519 2 861 2 338 1 862 476 2 554 3 923 2 948 974 4 248 7 572 5 923 1 649 8 197 5 903 4 531 1 372 6 435					ns <u>hors</u> réfo	rme (en mil	liers d'€)	Projectio	ns <u>avec</u> réfo	rme (en mil	liers d'€)		Bilan re	éforme	
Code INSEE	Nom commune	EPCI d'appartenance 2015	Pop. DGF 2015			dont DNP	projetée	DACOM 2017	DACOM 2018	DACOM 2019	DACOM 2020	DACOM 2017	DACOM 2018	DACOM 2019	DACOM 2020	€/hab. 2020 <u>hors</u> réf.	€/hab. 2020 <u>avec</u> réf.	Ecart en €/hab.	Ecart en %
97401	AVIRONS	CIVIS	11 493	760	633	127	831	897	919	941	963	947	969	991	1 013	84	88	4	5%
97402	BRAS-PANON	CA CIREST	12 461	852	687	165	946	1 020	1 044	1 069	1 094	1 051	1 076	1 100	1 125	86	88	2	3%
97403	ENTRE-DEUX	CA DU SUD	6 606	440	364	76	487	525	538	551	564	553	566	579	592	84	88	4	5%
97404	ETANG-SALE	CIVIS	13 971		770	192	1 043	1 123	1 149	1 176	1 203	1 144	1 171	1 198	1 224	86	88	2	2%
97405	PETITE-ILE	CIVIS	11 718	789		143		931	953	976	998	968	991	1 014	1 036	85		3	4%
97406	PLAINE-DES-PALMISTES	CA CIREST	6 264	426	345	81	474	511	524	536	548	529	541	554	566	85	88	3	3%
97407	PORT	CA TERRITOIRE DE LA COTE OUEST	37 297	2 662	2 055	607	2 824	3 032	3 102	3 171	3 241	2 982	3 051	3 121		89	88	-1	-2%
97408	POSSESSION	CA TERRITOIRE DE LA COTE OUEST	31 155	2 190		473	2 422	2 605	2 666	2 728	2 789	2 622	2 683	2 744	2 805	87	88	1	1%
97409	SAINT-ANDRE	CA CIREST	55 246	3 795	3 044	751	4 215	4 541	4 650	4 758	4 867	4 661	4 770	4 878	4 987	86	88	2	2%
97410	SAINT-BENOIT	CA CIREST	36 412	2 580	2 006	574	2 806	3 016	3 086	3 156	3 226	3 003	3 073	3 143		88	88	0	1 0,01
97411	SAINT-DENIS	CA CINOR	147 882	10 672	8 148	2 523	11 386	12 221	12 499	12 777	13 055	11 923	12 201	12 479	12 757	90	88	-2	-2%
97412	SAINT-JOSEPH	CA DU SUD	37 819	2 603	2 084	519	2 861	3 082	3 155	3 229	3 302	3 151	3 225	3 298	3 372	86	88	2	2%
97413	SAINT-LEU	CA TERRITOIRE DE LA COTE OUEST	33 798	2 338	1 862	476	2 554	2 749	2 814	2 880	2 945	2 795	2 860	2 926	2 991	87	88	1	2%
97414	SAINT-LOUIS	CIVIS	53 510	3 923	2 948	974	4 248	4 556	4 659	4 762	4 865	4 404	4 507	4 610	4 713	91	88	-3	
97415	SAINT-PAUL	CA TERRITOIRE DE LA COTE OUEST	107 498	7 572	5 923	1 649	8 197	8 814	9 020	9 225	9 431	8 810	9 016	9 222	9 427	88	88	0	0%
97416	SAINT-PIERRE	CIVIS	82 237	5 903	4 531	1 372	6 435	6 912	7 070	7 229	7 388	6 812	6 971	7 129	7 288	89	88	-1	-1%
97417	SAINT-PHILIPPE	CA DU SUD	5 162	352	284	68	383	413	423	433	443	425	435	445	455	86	88	2	3%
97418	SAINTE-MARIE	CA CINOR	32 056	2 294	1 766	528	2 548	2 738	2 802	2 865	2 929	2 718	2 781	2 845	2 908	89	88	-1	
97419	SAINTE-ROSE	CA CIREST	6 888	485	380	106	527	567	580	593	606	567	580	593	606	88	88	0	0%
97420	SAINTE-SUZANNE	CA CINOR	22 640	1 568	1 247	321	1 692	1 821	1 864	1 907	1 950	1 845	1 888	1 931	1 974	87	88	1	1%
97421	SALAZIE	CA CIREST	7 633	513	421	92	553	596	611	625	640	620	634	649	663	85	88	3	4%
97422	TAMPON	CA DU SUD	77 594	5 378	4 275	1 103	5 878	6 327	6 477	6 627	6 777	6 424	6 574	6 724	6 874	87	88	1	1%
97423	TROIS-BASSINS	CA TERRITOIRE DE LA COTE OUEST	7 513	495	414	81	535	578	592	607	621	611	626	640	654	84	88	4	5%
97424	CILAOS	CIVIS	5 754	395	317	78	426	459	470	481	492	469	480	491	501	86	88	2	2%

> SAINT PIERRE ET MIQUELON (975)

				Donnée	s avant réfo	rme (en mill	iers d'€)	Projectio	ns <u>hors</u> réfo	rme (en mil	liers d'€)	Projectio	ons <u>avec</u> réfo	orme (en mi	lliers d'€)		Bilan re	éforme	
Code INSEE	Nom commune	EPCI d'appartenance 2015	Pop. DGF 2015	DACOM 2015	dont DSU/DSR	dont DNP	DACOM projetée 2016	DACOM 2017	DACOM 2018	DACOM 2019	DACOM 2020	DACOM 2017	DACOM 2018	DACOM 2019	DACOM 2020	€/hab. 2020 <u>hors</u> réf.	€/hab. 2020 <u>avec</u> réf.	Ecart en €/hab.	Ecart en %
97501	MIQUELON-LANGLADE		929	334	283	51	353	373	379	386	392	373	379	386	392	422	422	0	0%
97502	SAINT-PIERRE		5 842	662	615	47	680	698	704	710	716	698	704	710	716	123	123	0	0%

➤ MAYOTTE (976)

				Donnée	s avant réfo	rme (en mill	iers d'€)	Projectio	ns <u>hors</u> réfo	rme (en mil	liers d'€)	Projectio	ns <u>avec</u> réfo	rme (en mil	liers d'€)		Bilan re	éforme	
Code INSEE	Nom commune	EPCI d'appartenance 2015	Pop. DGF 2015	DACOM 2015	dont DSU/DSR	dont DNP	DACOM projetée 2016	DACOM 2017	DACOM 2018	DACOM 2019	DACOM 2020	DACOM 2017	DACOM 2018	DACOM 2019	DACOM 2020	€/hab. 2020 <u>hors</u> réf.	€/hab. 2020 <u>avec</u> réf.	Ecart en €/hab.	Ecart en %
97601	ACOUA		5 074	361	283	79	388	417	427	437	446	417	427	437	446	88	88	0	0%
97602	BANDRABOUA		10 554	752	588	164	807	868	888	908	929	868	888	908	929	88	88	0	0%
97603	BANDRELE		8 080	576	450	126	618	664	680	695	711	664	680	695	711	88	88	0	0%
97604	BOUENI		6 704	478	373	104	513	551	564	577	590	551	564	577	590	88	88	0	0%
97605	CHICONI		7 374	525	411	115	564	606	620	635	649	606	620	635	649	88	88	0	0%
97606	CHIRONGUI		8 310	592	463	129	635	683	699	715	731	683	699	715	731	88	88	0	0%
97607	DEMBENI		11 109	791	619	173	850	913	935	956	977	913	935	956	977	88	88	0	0%
97608	DZAOUDZI	CC DE PETITE-TERRE	14 775	1 053	823	230	1 130	1 215	1 243	1 272	1 300	1 215	1 243	1 272	1 300	88	88	0	0%
97609	KANI-KELI		5 236	373	292	81	400	431	441	451	461	431	441	451	461	88	88	0	0%
97610	KOUNGOU		26 784	1 908	1 492	416	2 048	2 202	2 254	2 305	2 356	2 202	2 254	2 305	2 356	88	88	0	0%
97611	MAMOUDZOU		58 350	4 157	3 250	907	4 462	4 798	4 910	5 022	5 134	4 798	4 910	5 022	5 134	88	88	0	0%
97612	MTSAMBORO		8 142	580	453	127	623	669	685	701	716	669	685	701	716	88	88	0	0%
97613	M'TSANGAMOUJI		6 512	464	363	101	498	535	548	560	573	535	548	560	573	88	88	0	0%
97614	OUANGANI		9 946	709	554	155	761	818	837	856	875	818	837	856	875	88	88	0	0%
97615	PAMANDZI	CC DE PETITE-TERRE	10 223	728	569	159	782	841	860	880	899	841	860	880	899	88	88	0	0%
97616	SADA		10 504	748	585	163	803	864	884	904	924	864	884	904	924	88	88	0	0%
97617	TSINGONI		10 666	760	594	166	816	877	897	918	938	877	897	918	938	88	88	0	0%

> WALLIS ET FUTUNA (986)

				Donnée	s avant réfo	rme (en mil	liers d'€)	Projection	ons <u>hors</u> réfo	orme (en mil	liers d'€)	Projection	ons <u>avec</u> réfo	orme (en mi	lliers d'€)		Bilan r	éforme	
Code INSEE	Nom commune	EPCI d'appartenance 2015	Pop. DGF 2015	DACOM 2015	dont DSU/DSR	dont DNP	DACOM projetée 2016	DACOM 2017	DACOM 2018	DACOM 2019	DACOM 2020	DACOM 2017	DACOM 2018	DACOM 2019	DACOM 2020	€/hab. 2020 <u>hors</u> réf.	€/hab. 2020 <u>avec</u> réf.	Ecart en €/hab.	Ecart en %
98611	ALO		2 370	248	194	54	269	290	296	303	310	290	296	303	310	131	131	0	0%
98612	SIGAVE		1 574	209	163	46	227	244	250	255	261	244	250	255	261	166	166	0	0%
98613	UVEA		9 129	465	363	101	504	542	555	568	580	542	555	568	580	64	64	0	0%

> POLYNESIE FRANCAISE (987)

				Donnée	s avant réfo	rme (en mil	liers d'€)	Projectio	ons <u>hors</u> réfo	rme (en mill	iers d'€)	Projection	ons <u>avec</u> réfo	rme (en mil	liers d'€)	Bilan réforme			
Code INSEE	Nom commune	EPCI d'appartenance 2015	Pop. DGF 2015	DACOM 2015	dont DSU/DSR	dont DNP	DACOM projetée 2016	DACOM 2017	DACOM 2018	DACOM 2019	DACOM 2020	DACOM 2017	DACOM 2018	DACOM 2019	DACOM 2020	€/hab. 2020 <u>hors</u> réf.	€/hab. 2020 <u>avec</u> réf.	Ecart en €/hab.	Ecart en %
98711	ANAA		956	225	176	49		263	269	275	281	263	269	275	281	294	294		
98712	ARUE		9 745	553	432	121		645	660	675	691	645		675	691	71	71		0,0
98713	ARUTUA		1 671	248	194	54		289	296	303	309	289	296	303	309	185	185		
98714	BORA-BORA		9 978	506	396	110		591	605	618	632	591	605	618	632	63	63		0,0
98715	FAAA		30 329	1 362	1 065	297		1 589	1 627	1 665	1 702	1 589	1 627	1 665	1 702	56	56		
98716	FAKARAVA		1 669	248	194	54		289	296	303	309	289	296	303	309	185	185		
98717	FANGATAU		324	205	160	45		239	245	251	256	239	245	251	256	791	791	0	0,0
98718	FATU-HIVA	CC DES ILES MARQUISES	667	216	169	47		252	258	264	270	252		264	270	405	405		4,1
98719	GAMBIER		1 463	242	189	53		282	289	296	302	282		296	302	207	207	0	0,0
98720	HAO		1 617	247	193	54		288	295	302	308	288	295	302	308	191	191	0	
98721	HIKUERU		260	204	159	44		238	243	249	254	238	243	249	254	978	978	0	0%
98722	HITIAA-O-TE-RA		9 886	445	348	97	482	519	531	544	556	519	531	544	556	56	56	0	0%
98723	HIVA-OA	CC DES ILES MARQUISES	2 534	277	217	60		323	331	338	346	323	331	338	346	137	137	0	0%
98724	HUAHINE		6 754	363	284	79	394	424	434	444	454	424	434	444	454	67	67	0	0%
98725	MAHINA		14 774	668	522	146	724	779	798	816	834	779	798	816	834	56	56	0	0%
98726	MAKEMO		1 738	251	196	55	272	293	300	307	314	293	300	307	314	180	180	0	0%
98727	MANIHI		1 334	237	185	52	257	277	283	290	296	277	283	290	296	222	222	0	0%
98728	MAUPITI		1 358	186	146	41	202	217	223	228	233	217	223	228	233	171	171	0	0%
98729	MOOREA-MAIAO		18 330	820	641	179	889	957	980	1 002	1 025	957	980	1 002	1 025	56	56	0	0%
98730	NAPUKA		380	207	162	45	224	241	247	253	259	241	247	253	259	680	680	0	0%
98731	NUKU-HIVA	CC DES ILES MARQUISES	3 292	302	236	66	328	353	361	369	378	353	361	369	378	115	115	0	0%
98732	NUKUTAVAKE		361	206	161	45	224	241	247	252	258	241	247	252	258	714	714	0	0%
98733	PAEA		12 808	564	441	123	611	658	674	689	705	658	674	689	705	55	55	0	0%
98734	PAPARA		11 674	520	406	113	563	606	621	635	649	606	621	635	649	56	56	0	0%
98735	PAPEETE		26 578	2 209	1 727	482	2 395	2 578	2 639	2 699	2 760	2 578	2 639	2 699	2 760	104	104	0	0%
98736	PIRAE		14 760	729	570	159	790	851	871	891	911	851	871	891	911	62	62	0	0%
98737	PUKAPUKA		167	200	157	44	217	234	239	245	250	234	239	245	250	1498	1498	0	0%
98738	PUNAAUIA		28 472	1 475	1 153	322	1 598	1 720	1 761	1 802	1 842	1 720	1 761	1 802	1 842	65	65	0	0%
98739	RAIVAVAE		1 029	228	178	50		266	272	279	285	266		279	285	277	277	0	0%
98740	RANGIROA		3 697	318	248	69		371	379	388	397	371		388	397	107	107	0	0%
98741	RAPA		570	213	166	46		248	254	260	266	248	254	260	266	467	467	0	0%
98742	REAO		663	216	169	47	234	252	258	264	270	252	258	264	270	407	407	0	0%
98743	RIMATARA		920	225	176	49	243	262	268	274	281	262	268	274	281	305	305	0	0%
98744	RURUTU		2 507	276	216	60	299	322	330	337	345	322	330	337	345	138	138	0	0%
98745	TAHAA		5 591	331	259	72	359	387	396	405	414	387	396	405	414	74	74	0	0%
98746	TAHUATA	CC DES ILES MARQUISES	753	219	171	48	237	255	261	267	273	255	261	267	273	363	363	0	0%
98747	TAIARAPU-EST		12 976	571	446	124	618	666	681	697	713	666	681	697	713	55	55	0	0%
98748	TAIARAPU-OUEST		8 118	386	302	84		450	461	471	482	450		471	482	59	59		
98749	TAKAROA		1 339	237	186	52		277	284	290	297	277	284	290	297	222	222		
98750	TAPUTAPUATEA	CC DE HAVA'I	4 974	308	241	67		359	368	376	385	359	368	376	385	77	77		
98751	ТАТАКОТО		304	205	160	45		239	245	250	256	239		250	256	842	842		
98752	TEVA-I-UTA		9 852	453	354	99		529	541	554	566	529	-	554	566	57	57		
98753	TUBUAI		2 417	273	214	60		319	326	334	341	319	-	334	341	141	141		
98754	TUMARAA	CC DE HAVA'I	3 952	268	210	58		313	320	327	335	313		327	335	85	85		
98755	TUREIA		319	205	160	45		239	245	251	256	239	245	251	256	803	803		
98756	UA-HUKA	CC DES ILES MARQUISES	668	216	169	47		252	258	264	270	252		264	270	404	404	1	0%
98757	UA-POU	CC DES ILES MARQUISES	2 318	269	211	59		314	322	329	336	314	322	329	336	145	145		
98758	UTUROA	TT TT IEES III III GOIDES	4 222	314	246	69		366	375	384	392	366	375	384	392	93	93		
30738	0.0.00	1	7 222	314	240	L 03	1 340	300	5/3	304	332	300	3/3	504	332		93		

> NOUVELLE CALEDONIE (988)

				Donnée	s avant réfoi	rme (en mill	iers d'€)	Projection	ns <u>hors</u> réfo	rme (en mil	liers d'€)	Projectio	ns <u>avec</u> réfo	rme (en mil	Bilan réforme				
Code INSEE	Nom commune	EPCI d'appartenance 2015	Pop. DGF 2015	DACOM 2015	dont DSU/DSR	dont DNP	DACOM projetée 2016	DACOM 2017	DACOM 2018	DACOM 2019	DACOM 2020	DACOM 2017	DACOM 2018	DACOM 2019	DACOM 2020	€/hab. 2020 <u>hors</u> réf.	€/hab. 2020 <u>avec</u> réf.	Ecart en €/hab.	Ecart en %
98801	BELEP		1 611	414	324	90	449	483	494	506	517	483	494	506	517	321	321	0	0%
98802	BOULOUPARIS		3 764	306	239	67	331	357	365	374	382	357	365	374	382	101	101	0	0%
98803	BOURAIL		6 649	419	327	91	454	488	500	511	523	488	500	511	523	79	79	0	0%
98804	CANALA		5 926	354	277	77		413	423	433	443	413	423	433		75	75	0	0,0
98805	DUMBEA		32 372	1 237	967	270		1 443	1 477	1 512	1 546	1 443	1 477	1 512		48	48	0	0,0
98806	FARINO		691	123	96	27	133	143	147	150	154	143	147	150	154	222	222	0	0%
98807	HIENGHENE		3 944	524	409	114	567	611	625	640	654	611	625	640	654	166	166	0	0%
98808	HOUAILOU		6 401	477	373	104	516	556	569	582	595	556	569	582	595	93	93	0	0,0
98809	ILE-DES-PINS		3 033	209	163	46	226	244	249	255	261	244	249	255		86	86	0	
98810	KAALA-GOMEN		2 589	470	367	103	509	548	561	574	587	548	561	574	587	227	227	0	0,0
98811	KONE		8 454	639	500	139	693	746	763	781	798	746	763	781	798	94	94	0	
98812	KOUMAC		4 867	512	401	112	555	598	612	626	640	598	612	626	640	132	132	0	
98813	LAFOA		4 189	273	214	60	296	319	326	334	341	319	326	334	341	82	82	0	0%
98814	LIFOU		23 366	957	748	209	1 037	1 117	1 143	1 169	1 196	1 117	1 143	1 169	1 196	51	51	0	0%
98815	MARE		12 598	563	440	123	610	656	672	688	703	656	672	688	703	56	56	0	0%
98816	MOINDOU		949	171	134	37	185	199	204	209	213	199	204	209	213	225	225	0	0%
98817	MONT-DORE		28 135	1 132	885	247	1 227	1 321	1 352	1 383	1 414	1 321	1 352	1 383	1 414	50	50	0	1
98818	NOUMEA		102 515	7 756	6 064	1 692	8 406	9 048	9 262	9 476	9 690	9 048	9 262	9 476	9 690	95	95	0	0%
98819	OUEGOA		3 253	483	378	105	524	564	577	590	604	564	577	590	604	186	186	0	0%
98820	OUVEA		8 327	477	373	104	517	557	570	583	596	557	570	583	596	72	72	0	0%
98821	PAITA		21 928	1 045	817	228	1 133	1 219	1 248	1 277	1 306	1 219	1 248	1 277	1 306	60	60	0	0%
98822	POINDIMIE		6 420	489	383	107	530	571	584	598	611	571	584	598	611	95	95	0	0%
98823	POUNEHIROUEN		4 238	412	322	90	447	481	493	504	515	481	493	504	515	122	122	0	0%
98824	POUEBO		4 096	464	363	101	503	542	554	567	580	542	554	567	580	142	142	0	0%
98825	POUEMBOUT		2 906	401	313	87	434	467	479	490	501	467	479	490	501	172	172	0	
98826	POUM		2 127	450	352	98	487	524	537	549	562	524	537	549	562	264	264	0	0%
98827	POYA		3 620	381	298	83	412	444	454	465	475	444	454	465	475	131	131	0	0,0
98828	SARRAMEA		886	138	108	30	149	160	164	168	172	160	164	168	172	194	194	0	0%
98829	THIO		3 455	307	240	67	333	358	367	375	384	358	367	375	384	111	111	0	0%
98830	тоино		3 124	372	291	81	404	435	445	455	465	435	445	455	465	149	149	0	0%
98831	VOH		3 856	462	361	101	501	539	552	564	577	539	552	564		150	150	0	0%
98832	YATE		2 761	309	242	67	335	361	369	378	387	361	369	378	387	140	140	0	0%
98833	KOUAOUA		2 011	245	191	53	265	286	292	299	306	286	292	299	306	152	152	0	0%

Annexe 3: DGF des EPCI

PROJECTION EN VALEUR DE LA DGF DES EPCI 2016-2020

				Données avant réforme (en milliers d'€)						ons <u>hors</u> réfo	rme (en mill	iers d'€)	Projections <u>avec</u> réforme (en milliers d'€)					
DOM-COM	Code SIREN	Nom EPCI	Pop. DGF 2015	DGF 2015	DGF projetée 2016	dont dot. Interco	dont CRFP totale	dont dot. compens.	DGF 2017	DGF 2018	DGF 2019	DGF 2020	DGF 2017	DGF 2018	DGF 2019	DGF 2020		
GUADELOUPE	249710047	CC DE MARIE-GALANTE	12 196	514	379	551	-386	214	251	250	250	249	273	286	301	316		
GUADELOUPE	200044691	CA DU NORD GRANDE TERRE	60 980	4 155	3 792	3 740	-414	466	3 425	3 423	3 421	3 420	3 620	3 801	3 991	4 191		
GUADELOUPE	200041507	CA LA RIVIERA DU LEVANT	74 891	4 371	4 354	4 063	-16	307	4 334	4 333	4 331	4 330	4 555	4 783	5 022	5 273		
GUADELOUPE	200018653	CA CAP EXCELLENCE	107 292	11 618	11 096	4 552	-850	7 393	10 645	10 615	10 586	10 557	10 177	9 668	9 185	8 726		
GUADELOUPE	249710070	CA DU SUD BASSE TERRE	86 298	7 399	6 685	6 826	-1 137	996	6 042	6 038	6 034	6 030	6 388	6 707	7 043	7 395		
GUADELOUPE	249710062	CA NORD BASSE TERRE	82 601	5 362	4 893	5 308	-1 083	667	4 438	4 435	4 433	4 430	4 690	4 925	5 171	5 430		
MARTINIQUE	200041788	CA DU PAYS NORD MARTINIQUE	109 450	6 387	5 411	6 452	-1 903	862	4 513	4 509	4 506	4 503	4 794	5 033	5 285	5 549		
MARTINIQUE	249720061	CA DU CENTRE DE LA MARTINIQUE	166 113	16 359	13 831	8 325	-5 593	11 099	11 450	11 406	11 363	11 319	12 273	12 886	13 531	14 207		
MARTINIQUE	249720053	CA ESPACE SUD MARTINIQUE	128 548	12 087	10 756	12 609	-2 931	1 078	9 491	9 487	9 482	9 478	10 041	10 544	11 071	11 624		
GUYANE	249730037	CC DE L'OUEST GUYANAIS	81 972	4 143	4 021	4 382	-560	200	3 763	3 762	3 762	3 761	3 967	4 165	4 373	4 592		
GUYANE	249730045	CA DU CENTRE LITTORAL	123 329	10 558	9 453	6 521	-2 150	5 082	8 297	8 277	8 257	8 237	8 830	9 271	9 735	10 222		
GUYANE	249730052	CC DE L'EST GUYANAIS	6 906	484	458	517	-80	21	424	424	423	423	447	469	493	517		
GUYANE	200027548	CC DES SAVANES	31 262	2 481	2 312	849	-276	1 739	2 152	2 145	2 138	2 131	2 057	1 954	1 856	1 763		
REUNION	249740119	CA CINOR	202 578	15 072	11 968	10 706	-6 887	8 148	9 033	9 001	8 969	8 937	9 728	10 214	10 725	11 261		
REUNION	249740101	CA TERRITOIRE DE LA COTE OUEST	217 261	14 696	11 843	11 284	-6 316	6 875	9 068	9 041	9 014	8 987	9 741	10 228	10 740	11 277		
REUNION	249740085	CA DU SUD	127 181	8 568	7 712	8 979	-2 177	910	6 781	6 777	6 773	6 770	7 177	7 536	7 912	8 308		
REUNION	249740093	CA CIREST	124 904	6 617	5 560	6 646	-2 715	1 629	4 412	4 406	4 399	4 393	4 709	4 945	5 192	5 452		
REUNION	249740077	CIVIS	178 683	10 923	8 277	9 458	-6 166	4 985	5 634	5 614	5 595	5 575	6 107	6 412	6 733	7 069		
MAYOTTE	200050532	CC DE PETITE-TERRE	24 998	283	566	566	0	0	566	566	566	566	594	624	655	687		
POLYNESIE FR.	200031243	CC DE HAVA'I	8 926	219	219	219	0	0	219	219	219	219	229	241	253	266		
POLYNESIE FR.	200027688	CC DES ILES MARQUISES	10 232	501	501	501	0	0	501	501	501	501	526	552	580	609		

NB : la CC de Petite-Terre (Mayotte) a été créée en 2015 ; un abattement de 50% sur la dotation d'intercommunalité a donc été appliqué cette année-là ; la projection pour 2016 intègre la fin cet abattement.

Annexe 3: DGF des EPCI

				Principau	x critères			Projections h	ors réforme			Projec					
DOM-COM	Code SIREN	Nom EPCI	Pop. DGF 2015	Rég. Fiscal 2015	Coeff.d'int. fiscale 2015	Rapport au pot. fisc. moy. 2015	Dot. interco 2020 hors CRFP	CRFP 2014- 2017	Dot. comp. projetée 2020	Total projection 2020	Dotation d'intégratio n	Dotation de péréquatio n	Dotation de centralité	Ajustement et tunnel 2020	Total projection 2020	Ecart en €/hab.	Ecart en %
GUADELOUPE	249710047	CC DE MARIE-GALANTE	12 196	FPU	40,5%	0,53	45,6	-42,3	17,3	20,6	24,2	94,1	8,3	-100,5	26,1	5,5	27%
GUADELOUPE	200044691	CA DU NORD GRANDE TERRE	60 980	FPU	28,3%	0,29	61,2	-12,7	7,4	56,0	17,0	82,2	8,9	-39,4	68,6	12,6	
GUADELOUPE	200041507	CA LA RIVIERA DU LEVANT	74 891	FPU	32,8%	0,46	54,2	-0,4	4,0	57,7	19,7	81,8	10,7	-41,8	70,3	12,6	22%
GUADELOUPE	200018653	CA CAP EXCELLENCE	107 292	FPU	6,8%	0,98	42,6	-11,4	67,5	98,8	4,1	8,6	2,4	66,6	81,7	-17,1	-17%
GUADELOUPE	249710070	CA DU SUD BASSE TERRE	86 298	FPU	45,6%	0,34	79,8	-20,7	11,4	70,5	27,3	126,7	13,4	-80,9	86,5	16,0	23%
GUADELOUPE	249710062	CA NORD BASSE TERRE	82 601	FPU	31,2%	0,31	64,4	-18,6	7,9	53,7	18,7	89,1	10,4	-52,4	65,9	12,1	23%
MARTINIQUE	200041788	CA DU PAYS NORD MARTINIQUE	109 450	FPU	29,6%	0,35	59,6	-25,8	7,8	41,6	17,7	82,0	10,4	-58,9	51,3	9,7	23%
MARTINIQUE	249720061	CA DU CENTRE DE LA MARTINIQUE	166 113	FPU	43,2%	1,04	50,5	-47,6	65,8	68,7	25,8	48,0	15,1	-2,7	86,2	17,5	26%
MARTINIQUE	249720053	CA ESPACE SUD MARTINIQUE	128 548	FPU	45,0%	0,31	98,5	-32,7	8,2	74,1	26,9	128,7	14,4	-79,2	90,9	16,8	23%
GUYANE	249730037	CC DE L'OUEST GUYANAIS	81 972	FPU	35,6%	0,12	51,8	-9,6	2,3	44,4	21,3	118,5	11,9	-97,4	54,2	9,8	22%
GUYANE	249730045	CA DU CENTRE LITTORAL	123 329	FPU	24,0%	0,53	52,2	-26,0	39,7	65,9	14,3	55,9	8,6	2,9	81,8	15,9	24%
GUYANE	249730052	CC DE L'EST GUYANAIS	6 906	FPU	46,3%	0,08	73,6	-16,3	2,9	60,2	27,7	157,9	6,9	-118,8	73,6	13,4	22%
GUYANE	200027548	CC DES SAVANES	31 262	FPU	18,6%	1,54	27,1	-13,2	54,1	67,9	11,1	0,0	5,0	40,0	56,2	-11,7	-17%
REUNION	249740119	CA CINOR	202 578	FPU	39,4%	0,82	53,4	-48,5	39,7	44,6	23,6	64,7	15,4	-47,5	56,2	11,6	26%
REUNION	249740101	CA TERRITOIRE DE LA COTE OUEST	217 261	FPU	37,0%	0,76	52,1	-41,6	31,0	41,5	22,2	66,2	14,7	-51,0	52,0	10,6	25%
REUNION	249740085	CA DU SUD	127 181	FPU	36,6%	0,30	70,0	-24,1	6,9	52,7	21,9	105,8	13,2	-76,2	64,7	12,0	23%
REUNION	249740093	CA CIREST	124 904	FPU	31,2%	0,62	52,4	-30,3	12,5	34,6	18,7	65,8	11,2	-52,7	43,0	8,3	24%
REUNION	249740077	CIVIS	178 683	FPU	37,6%	0,76	52,7	-48,8	27,1	31,1	22,5	66,9	14,4	-64,4	39,4	8,3	27%
MAYOTTE	200050532	CC DE PETITE-TERRE	24 998	FA	31,8%	0,36	22,6	0,0	0,0	22,6	19,0	87,1	0,0	-78,6	27,5	4,9	22%
POLYNESIE FR.	200031243	CC DE HAVA'I	8 926	FPU	35,4%	1,00	24,5	0,0	0,0	24,5	21,2	42,6	6,7	-40,7	29,8	5,3	22%
POLYNESIE FR.	200027688	CC DES ILES MARQUISES	10 232	FPU	35,4%	1,00	49,0	0,0	0,0	49,0	42,4	85,1	17,1	-85,2	59,5	10,6	22%